Le rapport Foronda
Les effets du terrorisme sur la société basque (1968-2010)

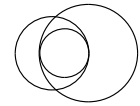
Raúl López Romo

Préface de Henry Rousso

Éditions Orbis Tertius

Le rapport Foronda

Les effets du terrorisme sur la société basque (1968-2010)



Le rapport Foronda

Les effets du terrorisme sur la société basque (1968-2010)

Raúl López Romo

Éditions Orbis Tertius

Le rapport Foronda. Les effets du terrorisme sur la société basque (1968-2010)
Collection Universitas, num. LXXIX
Série *Société et Terrorisme dans l'Espagne contemporaine*, num. 1.
Première édition : mars 2025
Titre original : *Informe Foronda. Los efectos del terrorismo en la sociedad vasca*,
Los Libros de la Catarata, 2015
Révision du texte français : ESAN

Rapport rédigé par l'Institut d'histoire sociale Valentín de Foronda (IHSVF) de l'université du Pays basque (Euskal Herriko Unibertsitatea, UPV/EHU), financé par la Direction de la promotion de la culture du Gouvernement basque et rédigé avec l'assistance de Luis Castells Arteche, José Antonio Pérez Pérez et Antonio Rivera.

Image de couverture :
© Photographie de Fidel Raso, *Diario 16*. Des citoyens d'Ermua s'agenouillent et crient « ETA, tire, voici ma nuque (o voici ma tête) » pour protester contre l'assassinat de leur voisin Miguel Ángel Blanco, le 13 juillet 1997.

© Raúl López Romo, 2025
© Éditions Orbis Tertius, 2025

Tous droits réservés.
Toute utilisation ou reproduction,
en tout ou en partie, sous quelque forme que ce soit,
est interdite sans le consentement écrit de l'éditeur.

ISBN : 978-2-36783-428-3
ISSN : 2265-0776

info@editionsorbistertius.com
www.editionsorbistertius.com

Imprimé sur les presses de Dicolorgroupe
Saint-Apollinaire, Bourgogne, France

Société et Terrorisme
dans l'Espagne contemporaine

Comité éditorial

Raúl López Romo
Jesús Alonso Carballés
Roncesvalles Labiano
David Cremaux-Bouche

Table des matières

Préface
Henry Rousso 11

Préface à l'édition française
Raúl López Romo 17

Introduction 25

Chapitre 1
Origines et impact du terrorisme
pendant la dictature franquiste (1968-1975) 43

Chapitre 2
Effets du terrorisme pendant la transition
démocratique espagnole (1976-1981) 57

Chapitre 3
Effets du terrorisme pendant la période de consolidation
de la démocratie (1982-1994) 79

Chapitre 4
Répercussions de la « socialisation de la souffrance »
(1995-2010) 99

Chapitre 5
Autres effets du terrorisme 115
Coûts économiques 118
Attentats par année 120
Prisonniers pour crimes terroristes 122
Blessés 123
Personnes menacées 125
Opinion publique 129

Chapitre 6
Réflexions en guise de conclusion 133

Annexe 1
Liste des personnes tuées par le terrorisme (1968-2010) 141

Annexe 2
Tableaux concernant les personnes tuées par le terrorisme 167

Annexe 3
Histoire illustrée 175

Bibliographie 201

Préface

Si Raúl López Romo m'a sollicité pour rédiger une brève préface à son ouvrage, ce n'est pas tant en que spécialiste de l'histoire du terrorisme basque, ce que je ne suis pas, mais parce que j'ai été chargé avec la magistrate Élisabeth Pelsez d'imaginer ce que sera le futur Musée-mémorial du terrorisme en France, qui doit voir le jour à Suresnes, près de Paris, d'ici 2027-2028. Le futur MMT sera consacré à l'histoire du terrorisme en France et dans le monde depuis la fin des années 1970. Ce projet a eu la chance de pouvoir s'inspirer du travail mené au Centro Memorial de las Víctimas del Terrorismo de Vitoria-Gasteiz par Florencio Domínguez Iribarren, son actuel directeur, et Raúl López Romo, avec lequel j'ai eu la chance d'entamer une coopération régulière.

Ce Centre, inauguré en 2021, appartient à la demi-douzaine de musées d'histoire dans le monde — un nombre assez faible — consacrés à un acte terroriste ou à une situation nationale particulière liée au terrorisme :

* L'Oklahoma City National Memorial and Museum, le premier du genre, ouvert en février 2001 après l'attentat d'extrême-droite du 19 avril 1995, qui a fait 168 morts et près de 850 blessés ;

* Le Museo per la memoria di Ustica, près de Bologne, qui commémore un attentat jamais élucidé contre le vol Bologne-Palerme, le 27 juin 1980, qui a fait 81 morts, ouvert en 2007.

* Le National September 11 Memorial and Museum, à New York, sur les attentats islamistes de 1993 (6 morts) et de 2001 (2977 morts), soit 2983 noms inscrits sur le mémorial ouvert en 2011, suivi du musée ouvert en 2014 ;

* Le 22 July Centre à Oslo, ainsi que les différents mémoriaux érigés sur l'île d'Utøya, qui ont ouvert en 2015, en hommage aux victimes de l'attentat d'extrême droite du 22 juillet 2011, qui a fait 77 morts et au moins 172 blessés.

* Le Lugar de la memoria y de la inclusión social, de Lima, ouvert en 2015 et consacré à la guerre civile péruvienne de 1980-2000, marquée par l'action de groupes terroristes dont le Sentier lumineux, et la violente répression par l'armée, qui ont fait près de 70 000 morts et 21 000 disparus.

* Enfin, le futur Musée-mémorial du terrorisme, un projet lancé en France par le président de la République Emmanuel Macron en 2018-2019.

Ces divers centres et musées-mémoriaux ont mis sur pied un réseau international d'échanges et de partage d'expériences sur l'histoire du terrorisme contemporain. Ce réseau s'est vite imposé comme un lieu nécessaire compte tenu de la dimension transnationale de la plupart des groupes terroristes à l'image de ceux étudiés dans cet ouvrage, qui ont agi de part et d'autre de la frontière entre l'Espagne et la France.

Raúl López Romo est l'un des meilleurs spécialistes de l'histoire de l'ETA (Euskadi Ta Askatasuna, Pays basque et liberté) et du terrorisme en Pays basque. *Le rapport Foronda* publié pour la première fois en 2015 est un élément majeur de l'histoire du terrorisme basque, de ses effets sur la société basque et même de l'histoire du terrorisme en général. Il est heureux qu'il ait pu enfin être traduit car les études précises et détaillées en langue française sur ce sujet ne sont pas nombreuses.

C'est un livre bref, incisif, implacable même qui démolit certaines idées reçues véhiculées par une vision « romantique » de cette terrible violence politique qui a fait plus de 900 morts en un peu plus de quarante ans. Pour en comprendre l'ampleur, rappelons que ce chiffre est supérieur au bilan de la *totalité* des victimes du terrorisme en France depuis 1974 et des victimes françaises d'attentats

terroristes à l'étranger, soit environ 830 morts toutes catégories de terrorismes confondues.

Raúl López Romo offre donc un travail salutaire car le terrorisme, quels qu'en soient les causes ou les effets, et malgré ses terribles bilans humains, suscite toujours à la marge une forme de tolérance sinon de sympathie. Certains préfèrent voir la supposée « justesse » de la cause plutôt que les moyens criminels utilisés pour la défendre. Cette indulgence entraîne des récits souvent mythifiés, partiels et partiaux, usant de sophismes ou de distorsions de l'Histoire.

C'est à cela que s'attaque l'auteur en soulignant d'entrée de jeu que 95% des meurtres commis par l'ETA le furent après la mort de Franco, en 1975. La cible principale, et de loin, ne fut donc pas le franquisme ni une quelconque forme « d'antifascisme » mais bien la démocratie espagnole naissante et encore fragile après plus de trente ans de dictature. De même, autre chiffre sans appel, tout en examinant également les conséquences de la répression étatique et l'action de groupes s'affichant comme « contre-terroristes » comme les GAL (Groupes antiterroristes de libération), Raúl López Romo montre que l'ETA est responsable de la quasi-totalité des décès liés au terrorisme au Pays basque espagnol.

On peut ajouter qu'au plan national et en comparaison avec les autres formes de terrorisme qui ont touché la France sur un demi-siècle, le bilan du terrorisme au Pays basque français n'est pas négligeable. En effet, depuis 1974, il y a eu en France environ 4500 attentats ayant entraîné la mort de 830 personnes : 450 en France et 380 à l'étranger. Sur ces bilans, près de 60% des actions sont dues à des mouvements régionalistes, essentiellement en Corse, lesquels ont causé la mort de 20% des victimes. Le terrorisme basque est quant à lui responsable de près de 12% des actions et de 4 à 5% des victimes, la part des victimes du GAL dans ce bilan étant très important. Par contraste, le terrorisme djihadiste qui a frappé la France depuis les années 1990 est responsable d'environ 5% des attentats mais de 60% des victimes. [1]

---

1 Ces bilans ont été établis par l'historienne Jenny Raflik dans le cadre de la mission de préfiguration du Musée-mémorial du terrorisme : Projet scientifique et culturel remis Président de la République (Paris, MMT, 2022), <https://

On trouvera dans ce livre bien d'autres informations que simplement des bilans. L'ouvrage s'attache notamment à décrire non seulement les actions terroristes et leurs motivations, mais il décrit avec précision le sort des victimes et l'impact général sur la société basque et la société espagnole dans son ensemble. C'est donc une œuvre aussi rigoureuse sur le plan scientifique que salutaire sur un plan civique et moral.

Henry Rousso
Président de la mission de préfiguration
du Musée-mémorial du terrorisme

musee-memorial-terrorisme.fr/documents-institutionnels>, et dans le cadre de son ouvrage de référence : *Terrorismes en France. Une histoire XIXe - XXIe siècle* (Paris Les Éditions du Cerf, 2023). Ils reflètent la situation à la date de novembre 2024.

Préface à l'édition française

Le terrorisme nationaliste est l'un des éléments ayant le plus marqué l'évolution politique, sociale et économique de l'Espagne des années 60 à nos jours. Il eut également des répercussions importantes au nord des Pyrénées : le « sanctuaire » français, où se sont réfugiés les premiers membres de l'ETA ; l'activité des GAL, dont la plupart des meurtres eurent lieu en France ; le commando Argala (ou commando itinérant), l'un des plus sanguinaires de l'ETA, composé de citoyens français comme Henri Parot… Il existe cependant peu d'ouvrages en français traitant cette question et couvrant l'ensemble de la chronologie. Il en existe encore moins le faisant de manière professionnelle et, qui plus est, en se concentrant sur les victimes, de la toute première, le garde civil (équivalent espagnol des gendarmes) José Antonio Pardines (1968) à la dernière, le policier français Jean-Serge Nérin (2010).

L'Institut d'histoire sociale Valentín de Foronda de l'université du Pays basque, le Centre pour la mémoire des victimes du terrorisme et un groupe de citoyens français, membres de la disparue association Mémoire et vigilance, décidèrent de s'associer pour actualiser et publier en français cet ouvrage universitaire dont l'édition espagnole date de 2015.

Le rapport Foronda eut une large répercussion en Espagne, suscitant des débats et devenant une référence en matière de terrorisme basque. En effet, il traite de toutes les formes de terrorisme : l'ETA bien sûr, qui fut le groupe terroriste le plus important, mais aussi les GAL et l'extrême droite. Cet ouvrage se distingue par sa rigueur, et fournit de manière concise de nombreuses informations inédites.

Lorsque nous parlons de terrorisme au Pays basque, nous pensons automatiquement en premier lieu à l'ETA, l'organisation qui fit le plus de victimes, dura le plus longtemps, bénéficia du plus grand soutien social, et dont la délégitimation dans certains secteurs est toujours en cours. Nous nous inquiétons du genre d'histoire qui sera laissée aux nouvelles générations après un demi-siècle d'attentats, d'assassinats, d'enlèvements, de menaces et d'extorsions. Et nous inquiétons tout particulièrement du type de récit diffusé en France, où la tendance semble osciller entre l'indifférence de la majorité et les sympathies pour le nationalisme radical d'une minorité très active.

Bien sûr, certains signes sont positifs, comme la vente à 170 000 exemplaires de *Patria*, le magnifique roman de Fernando Aramburu, en France. De même, la collaboration internationale, notamment française, fut l'une des clés de la fin de l'ETA, tout comme le travail des Forces de sécurité espagnoles et le rejet par la majorité de la population du recours à la violence pour obtenir quoi que ce soit en politique (Domínguez, 2017). Mais d'autres indices font craindre que, tout comme la France, qui fut un « sanctuaire » pour les membres de l'ETA qui y bénéficièrent du statut de réfugiés politiques jusqu'au milieu des années 80 (près d'une décennie après la mort de Franco), le Pays basque français ne devienne aujourd'hui, au moins en partie, une sorte de « sanctuaire pour l'histoire pro-*abertzale* » (« nationaliste »).

Nous allons étayer cette thèse grâce à quatre exemples. Dans le domaine politique, nous avons pu voir le maire de Bayonne se rendre, sans aucun esprit critique, à l'inauguration de la sculpture « Arbolaren egia » (la vérité de l'arbre) qui recrée le symbole du groupe terroriste : une hache inversée d'où jaillit un arbre, avec les héritiers de l'ETA (Arnaldo Otegi, etc.). L'art est ouvert à l'interprétation, mais il va de soi qu'il suggère l'idée que la force de la hache fut une graine fertile. Après le scandale qui suivit, la sculpture fut retirée de son emplacement public deux jours plus tard et n'a jamais réapparue.

Dans le domaine culturel, les documentaires de Thomas Lacoste diffusent une image biaisée du prétendu « conflit basque », proche des positions de la gauche *abertzale*. Dans la sphère sociale, le travail d'organisations telles qu'Artisans de la Paix s'attacha à donner

l'image que ce fut le peuple qui « désarma » l'ETA et non un État espagnol supposé réticent à toute avancée vers la paix. Paradoxalement, et malgré son nom, l'activité de cette organisation débuta après l'arrêt du terrorisme de l'ETA en 2011, contrairement à celle du pacifisme basque authentique, actif depuis le milieu des années 80. Pendant ce temps, comme l'indiquent Barbara Loyer, Javier Merino et Martín Alonso (2022 : 135), les mobilisations « pour défendre la vie ou la mémoire des Basques menacés par l'ETA » ont brillé par leur absence au Pays basque français. Enfin, dans le domaine journalistique, des médias tels qu'*Enbata* ou *Mediabask* soutiennent les Artisans de la Paix. Tous ces éléments permettent de blanchir l'ETA et de rejeter la responsabilité principale sur l'État espagnol.

Ce livre permet de déconstruire certains clichés profondément ancrés dans la sphère publique, dont deux que nous souhaitons mettre en avant. D'une part, le mythe d'une « bonne » ETA anti-Franco. Comme le révèle *Le rapport Foronda*, l'ETA tua 845 personnes et 95 % de ces meurtres eurent lieu après la mort de Franco. L'ETA fut le principal ennemi de la démocratie espagnole. D'autre part, le mythe du « conflit basque » qui opposerait deux « camps » dans une sorte de guerre. À cela, on oppose, entre autres, que l'ETA causa 92 % des décès liés au terrorisme basque. Il n'y eut jamais deux camps, mais plutôt, pendant la majeure partie de la période, l'action criminelle d'un groupe bénéficiant d'un soutien politique et social contre un État démocratique (Rivera, 2019).

L'ETA a tué huit personnes en France : quatre policiers espagnols, un policier français et trois civils. Ces derniers, enlevés à Saint-Jean-de-Luz en 1973, sont toujours portés disparus. Les terroristes, les ayant pris pour des policiers, les ont torturés, assassinés, puis enterrés dans un lieu inconnu. Les responsables de ces crimes n'ont jamais été traduits en justice. En août 2024, il ne restait plus que quatre prisonniers de l'ETA dans les prisons françaises, contre 98 en 2014, selon les données d'Etxerat.

Entre 1972 et 2000, Iparretarrak (IK, Les gens du Nord), principal groupe terroriste nationaliste et d'extrême gauche du Pays basque français, était actif (fig. 29 et 30). Ses relations avec l'ETA étaient parfois tendues, au point que les deux organisations entraient en

concurrence pour recruter des militants. L'IK a mené 230 attentats, principalement des attaques à la bombe contre des intérêts de l'État français, des touristes et des entreprises (Bidegain, 2011 : 251-291). Ils ont revendiqué le meurtre de deux gendarmes : Yves Giummarra en 1983 et Roger Buschmann en 1987, bien que certains auteurs leur attribuent un total de quatre morts (Raflik, 2023 : 103). Cinq de leurs membres ont également trouvé la mort dans l'explosion de leurs propres bombes ou lors d'affrontements avec la police.

Les GAL représentent la plus grande tâche de la jeune démocratie espagnole. Il s'agissait d'une organisation terroriste parapolicière opérant principalement dans le sud de la France. Les GAL ont assassiné 27 personnes entre 1983 et 1987, 24 d'entre eux en France et dont la moitié n'avait aucun lien avec l'ETA. Bayonne, Saint-Jean-de-Luz, Hendaye, Idaux-Mendy, Biarritz, Ciboure, Ascarat ou Bidarray sont des lieux marqués par leurs attaques. Avant les GAL, dans les années de la transition démocratique espagnole (1975-1982), il existait déjà d'autres terrorismes parapolicière et d'extrême droite, portés par des sigles tels que le BVE (Bataillon basque espagnol) ou la Triple A (Alliance apostolique anticommuniste), qui ont assassiné huit personnes en France, dont le chef de l'ETA-m, José Miguel Beñaran « Argala ».

Nous voulons que *Le rapport Foronda* contribue au débat dans ce contexte de post-terrorisme dans lequel nous trouvons et où demeurent des questions brûlantes à résoudre : la mémoire des victimes, la justice et les crimes non résolus et enfin, l'attitude politique envers les prisonniers pour crimes terroristes et les pactes avec ceux qui constituaient la branche civile de l'ETA.

Raúl López Romo
Bilbao, mars 2025

Ce livre est dédié à Samuel, Aimar et Fabian,
qui heureusement ne connaîtront cette triste histoire
qu'à travers nos récits, et à Barbara, pour tout.
Et aussi à ma grand-mère Eugenia,
qui n'aimait pas rester en arrière.
In memoriam.

Introduction

Le terrorisme a marqué quarante années de l'histoire du Pays basque et de l'Espagne dans son ensemble, de la fin du franquisme jusqu'au début du XXIe siècle, et conditionne encore son présent et son avenir.

89 % des assassinats politiques commis entre 1968 et 2010 sont directement imputables aux différentes branches de l'ETA. Mais ce n'était pas le seul groupe terroriste en activité au Pays basque à cette époque. Inspirés par le mouvement d'autonomie ouvrière, les CAA (Commandos autonomes anticapitalistes) virent ainsi le jour à la fin des années 70 et furent actifs jusqu'au milieu des années 80. Les assassinats de l'ETA et des organisations similaires représentent 92 % des décès dus au terrorisme au Pays basque. Parallèlement, un grand nombre de groupes associés à l'extrême droite, dont une grande partie était liés d'une manière ou d'une autre aux organismes de l'État et à la « guerre sale », active jusqu'à la fin des années 80, ont émergé depuis la fin du franquisme. Ces derniers groupes sont responsables de 7 % des victimes mentionnées.

La longévité du terrorisme eut de profondes répercussions sur la vie politique espagnole jusqu'à devenir un obstacle majeur à la mise en place et à la consolidation des principes et des valeurs démocratiques. Le terrorisme viola les droits de l'homme les plus élémentaires de milliers de personnes, comme le droit à la vie et à la liberté d'expression. Plus de neuf cents morts, des milliers de blessés, un nombre indéterminé de personnes ayant été victimes d'extorsion,

des personnes harcelées ou forcées à l'exil, des dizaines de personnes séquestrées, des pertes économiques impossibles à chiffrer et une très forte diminution des possibilités de développement matériel ainsi qu'une population limitée dans sa capacité à parler librement : tous ces éléments constituent un témoignage dramatique de cette réalité.

Tout ceci eut de nombreuses conséquences pour la société basque, qui perdureront probablement pendant encore plusieurs dizaines d'années. Si les causes du terrorisme sont relativement bien connues et ont fait l'objet de nombreux articles dans des ouvrages spécialisés, ses effets nécessitent encore une analyse approfondie. C'est aux historiens de faire une étude critique du passé et des contextes ayant facilité le développement de ce phénomène et des phénomènes connexes. En ce sens, la recherche historique incite, par exemple, à repenser l'évolution de la prise en compte, dans le contexte sociétal, des terroristes mais aussi de leurs victimes.

Cette analyse historique est d'autant plus nécessaire et indispensable que, malgré la dissolution de l'ETA, une stratégie est mise en place par ceux qui l'ont appuyée afin de justifier, ou du moins d'édulcorer, les actes des assassins (Castells, 2013 ; Castells et Molina, 2013). Face à ces tentatives de « contextualisation » du terrorisme d'un point de vue militant, qui tentent d'occulter la responsabilité de ses auteurs en la diluant dans un conflit entre camps symétriques où tout le monde a souffert, l'analyse historique doit apporter de la rigueur et de la profondeur et, surtout, doit aider à comprendre et à informer sur ce qui s'est passé entre 1968 et 2010 au Pays basque.

Cet ouvrage propose une analyse de deux aspects fondamentaux :

1. Les contextes historiques du terrorisme au Pays basque. Ce domaine comprend des pierres angulaires, comme le rôle de la dictature franquiste, le chemin difficile vers la démocratie, le terrorisme d'extrême droite et des structures parapolicières, la « socialisation » de la violence de l'ETA ou les politiques des différents partis face à elle.

2. Les victimes du terrorisme. Dans ce domaine on étudiera le passage de la victimisation collective du peuple basque aux victimes considérées individuellement, l'évolution de l'importance

publique des victimes, leur configuration en tant qu'agent social ou les politiques publiques de reconnaissance et de mémoire et de délégitimation du terrorisme.

Cet ouvrage présente une approche méthodologique distincte de l'excellent travail journalistique *Relatos de plomo. Historia del terrorismo en Navarra*, dans lequel sont évoqués avec force détails les attentats et en particulier ceux ayant occasionné des morts (Marrodán, 2013 et 2014). Notre propos ici est d'apporter une interprétation historique élargie du phénomène terroriste sans entrer autant dans le détail.

Il revient tout particulièrement aux historiens d'établir une chronologie, en indiquant les différentes étapes. Une fois le « quoi » et le « quand » définis, il faut chercher le « pourquoi », qui est lié aux deux premières questions. C'est là que nous entrons sur le terrain de l'interprétation. À ce sujet, comme le dit Lucien Febvre : « L'historien n'est pas un juge, ni même un juge d'instruction. L'histoire ce n'est pas juger, c'est comprendre - et faire comprendre » (Febvre, 1982 : 167). C'est ce principe épistémologique qui guide ce rapport. La compréhension à laquelle fait référence Febvre ne consiste pas à justifier les comportements de notre objet d'étude mais plutôt à analyser les causes et les contextes qui expliquent pourquoi une personne a agi d'une manière ou d'une autre.

En partant de ce postulat, l'approche méthodologique avec laquelle nous travaillons est celle de l'histoire socioculturelle. En résumé, ce courant considère que pour expliquer les questions humaines, il est nécessaire de prendre en compte aussi bien les facteurs structuraux (économiques, sociaux, culturels ou politiques) que les décisions prises par les sujets (*human agency*) et le sens qu'ils donnent à leurs situations (Juliá, 2010). Les sujets ne vivent pas dans des moules prédéterminés, dans lesquels ils n'ont pas de marge de manœuvre, mais ont la capacité de choisir. Par conséquent, leurs décisions contribuent à modifier ces situations. Plus loin, nous verrons quelles en sont les implications pour traiter du phénomène du terrorisme.

Le sujet de ce livre est l'impact du terrorisme sur la société basque. La question exige, d'une part, d'être observée d'un point de vue libre

de tous préjugés. L'évacuer d'une phrase sentencieuse est tout aussi inapproprié que de préétablir les conclusions, sans que ces dernières résultent du processus propre d'observation et d'analyse. Cet objectif de poursuite de la complexité n'est pas en contradiction avec la simplicité catégorique du principe éthique suivant : il est tout aussi injuste qu'arbitraire d'ôter la vie, le bien le plus précieux de chacun, à un semblable, notamment quand cela est fait au nom d'une idéologie particulière. Suite à la condamnation au bûcher de Michel Servet pour hérésie, prononcée par les calvinistes à Genève, l'humaniste Sébastien Castellion (1515-1563) affirma : « Tuer un homme, ce n'est pas défendre une doctrine, mais tuer un homme ». L'intellectuel autrichien Stefan Zweig reprit cette phrase, que nous faisons à présent nôtre, en 1936, en pleine montée du totalitarisme en Europe (Zweig, 2001 : 196).

Notre approche du sujet est orientée par la question principale suivante : dans quelle mesure le terrorisme a-t-il affecté la population basque et ses institutions ? La méthode de travail propre aux historiens peut apporter des réponses évitant aussi bien les anachronismes que les présentismes, en se penchant sur les caractéristiques spécifiques de chaque étape. Étudier la première moitié des années 70, lorsque l'Espagne était toujours sous la dictature franquiste, et la deuxième moitié de celle-ci, lorsque l'Espagne était plongée dans un processus de transition démocratique, n'a rien à voir et ces deux périodes sont encore différentes de celle qui vit le développement de l'autogouvernement basque, depuis le début des années 80.

Cet ouvrage ne prétend pas homogénéiser la vision des Basques sur le passé récent du Pays basque mais apporter des éléments de réflexion à l'heure où le terrorisme comme nous l'avons connu pendant plusieurs dizaines d'années dans sa version la plus cruelle d'attentats mortels, a pris fin. C'est une occasion de regarder en arrière et de faire un bilan. En ce sens, le lecteur ne trouvera pas ici *le* récit du terrorisme au Pays basque mais *un* récit encourageant la production d'autres récits fondés sur la rigueur méthodologique et l'honnêteté intellectuelle. Notre objectif n'est pas d'épuiser ici les possibilités de recherche sur un thème vaste mais plutôt d'apporter des contributions originales concrètes que nous détaillerons plus loin et d'indiquer des pistes de travail pour faire progresser les connaissances.

La plus grande partie de cet ouvrage est structurée chronologiquement autour des quatre étapes suivantes : premièrement, les origines et l'impact du terrorisme pendant la dictature franquiste (1968-1975) ; deuxièmement, les effets du terrorisme pendant la période de la transition démocratique espagnole (1976-1981) ; troisièmement, les effets du terrorisme pendant la période de consolidation de la démocratie espagnole (1982-1994) ; et quatrièmement, les répercussions de la « socialisation de la souffrance » (1995-2010).

Nous approfondirons les caractéristiques concrètes de chacune de ces périodes plus loin dans cet ouvrage. Il suffit pour l'instant d'expliquer quels sont les points de départ et d'arrivée de notre travail. En juin 1968 l'ETA fit sa première victime mortelle, José Antonio Pardines Arcay, garde civil chargé de la circulation et enclencha ainsi délibérément une spirale « action-réaction » qui cherchait à provoquer la répression des autorités franquistes afin de mettre en avant le visage dictatorial de celles-ci et d'alimenter un courant de sympathie vis-à-vis des objectifs du groupe : l'indépendance d'un Pays basque socialiste englobant les trois territoires de l'actuelle CAPB, à savoir la Communauté autonome du Pays basque, la Communauté forale de Navarre et le Pays basque français.

Depuis le début des années 60, l'ETA a perpétré de nombreux attentats. L'organisation a aussi publié des réflexions sur les raisons qui justifieraient la « lutte armée » et les formes concrètes que celle-ci devrait adopter (Sullivan, 1988 : 54). En 1961 l'industriel Javier Batarrita perdit la vie à Bilbao sous les mitrailleuses des FSE (Forces de sécurité de l'État), qui avaient confondu le véhicule dans lequel il se déplaçait avec celui des terroristes qu'elles recherchaient. Sans ignorer les précédents comme ceux mentionnés, notre étude débute en 1968. Ce n'est qu'à partir de cette année-là que naquit au Pays basque la pratique du terrorisme comme nous l'avons connue jusqu'à des dates récentes, conforme à la définition que nous apportons-ci après et avec comme conséquence la plus tragique et irréversible la mort préméditée et odieuse de personnes.

Le terrorisme est un terme sur lequel il n'existe pas de consensus et qu'on utilise (parfois à tort) dans le débat politique pour désigner des phénomènes de nature diverse. Nous considérons qu'au-delà des intérêts partisans, il existe des définitions répondant à des critères

académiques et conservant une certaine rigueur sans ignorer l'expressivité du mot terreur, qui fait référence à l'effet psychologique principal que provoque ce phénomène. C'est pourquoi nous refusons d'utiliser des expressions telles que « lutte armée », non seulement car c'est celui qui fut employé par les assassins eux-mêmes pour présenter au public leur activité, mais aussi, car il ne reflète pas suffisamment cet effet que nous avons souligné.

Le concept de terrorisme est polysémique. Il est donc nécessaire d'expliquer le sens que nous lui donnons ici, à savoir la « violence clandestine exercée contre des non-combattants, dans le but de générer un climat de peur favorable aux objectifs politiques de ceux qui la commettent ou de forcer la décision d'un gouvernement ou d'une organisation internationale » (Avilés, 2011 : 15). Il convient d'ajouter que les organisations terroristes, à la différence de celles de guérilla, ne disposent pas, sauf à de rares exceptions, de contrôle effectif sur un territoire déterminé leur permettant d'y créer un État embryonnaire alternatif à l'État officiel. D'autre part, Fernando Reinares (1989 : 612) situe historiquement l'arrivée d'un type spécifique de terrorisme, celui connu par différents pays occidentaux « principalement dans le contexte des sociétés industrialisées », dans la seconde moitié du XXe siècle, à des dates qui coïncident par conséquent avec le début chronologique de notre travail.

Certains processus historiques, comme c'est le cas du terrorisme dans une de ses formes récentes (celle née dans les années 60), ne touchèrent pas exclusivement l'Espagne mais furent reproduits avec certaines différences, dans d'autres pays à des dates rapprochées. En observant la base de données réalisée par le groupe de spécialistes rattachés à la Fondation Juan March, *Domestic Terrorist Victims* (DTV Dataset[1]) nous arrivons aux conclusions suivantes. En Italie, si nous considérons toujours la vague ayant débuté dans les années 60, les premiers décès dus au terrorisme datent de 1965 pour le Befreiungsausschuss Südtirol (Comité de libération du Sud Tyrol), de 1966 pour les extrémistes de droite, de 1969 pour Ordine Nuovo et de 1970 pour l'Avanguarda Nazionale (d'extrême

1 https://ic3jm.es/investigacion/ (dernier accès : 03/03/2025).

droite également). En ce qui concerne les Brigades rouges, d'inspiration d'extrême gauche, elles virent le jour en 1969 et commirent leurs premiers attentats mortels en 1974. En ce qui concerne l'Ulster, le premier attentat de l'UVF (Ulster Volunteer Force), une organisation loyaliste britannique, date de 1966. Ceux de l'UDA (Ulster Defence Association), une autre organisation loyaliste, et de l'IRA-P (Irish Republican Army-Provisional), une organisation nationaliste irlandaise, datent de 1970. Enfin, la branche officielle de l'IRA se lança l'année suivante. En Allemagne, le premier assassinat des terroristes d'extrême gauche de la RAF (Rote Armee Fraktion, Fraction de l'Armée Rouge) eut lieu en 1971. En Espagne, le groupe nationaliste Front d'Alliberament Català (Front de libération catalan) tua le garde civil Dionisio Medina Serrano en 1971. L'année suivante, le collectif d'extrême gauche Hoz y Martillo (La faucille et le marteau) assassina le consul français Roger Tur à Saragosse (Calle y Sánchez-Cuenca 2011). Ce sont donc des pays aussi différents que l'Espagne (alors sous une dictature de droite), l'Italie, le Royaume-Uni et l'Allemagne (possédant des démocraties représentatives) qui, en à peine huit ans (1965 à 1972), subirent les débuts de ce qui fut qualifié de quatrième vague historique du terrorisme (González Calleja, 2013).

C'est la poursuite des activités terroristes de l'ETA jusqu'à des dates récentes qui se révèle relativement exceptionnelle. En effet, seule l'Irlande du Nord est comparable en termes de longévité en Europe occidentale, si on considère que certaines organisations dissidentes du processus de paix de 1998 continuèrent de commettre des attentats (Nolan, 2012)[2]. En mars 2010, l'ETA fit sa dernière victime, le policier français, Jean-Serge Nérin (fig. 35) avant d'annoncer en septembre l'arrêt de ses « actions armées offensives ». Cette étude couvre la période allant jusqu'à cette dernière date, ce qui souligne la responsabilité de l'ETA dans le début, le développement et la fin d'un cycle de terrorisme qui aura duré 43 ans.

2 Le rapport Nolan a poursuivi son travail sur d'autres faits disponibles sur internet : https://www.community-relations.org.uk/sites/crc/files/media-files/NIPMR%201.pdf (dernier accès : 23/01/2025).

La violence de l'ETA se superposa à plusieurs reprises à d'autres formes de violence arbitraire qu'elle alimenta : celles déployées par l'État franquiste jusqu'en 1976, le terrorisme d'extrême droite durant la deuxième moitié des années 70 et le début des années 80, les abus commis par des membres des forces de police, particulièrement importants pendant la période de transition démocratique, et le terrorisme paraétatique des GAL, actifs de 1983 à 1987. Le dernier assassinat imputable au terrorisme d'extrême droite fut celui du député au Congrès Josu Muguruza, membre du Comité de direction national de HB (Herri Batasuna, Unité Populaire), abattu par balles à Madrid en 1989.

Après les chapitres classés chronologiquement, vous trouverez un chapitre sur les « autres effets du terrorisme », où nous traiterons d'aspects (blessés, personnes menacées, prisonniers de l'ETA, etc.) durant toute la période étudiée ou une partie importante de celle-ci. Enfin, nous fournirons quelques réflexions finales qui, loin de se vouloir un résumé des contenus précédents, chercheront à analyser les aspects les plus pertinents qui ressortent du reste du livre, orienté vers les politiques publiques de la mémoire du terrorisme. À la fin, nous aurons progressé, entre autres, dans les directions suivantes : articuler la documentation secondaire existante sur le sujet, identifier les lacunes des connaissances qui doivent être comblées, établir une chronologie de l'histoire récente du Pays basque, avec le terrorisme comme facteur majeur, et fournir et interpréter diverses sources non publiées jusqu'à présent.

L'utilisation du matériel photographique n'a pas pour but d'alléger le texte afin d'en rendre la lecture plus agréable mais de fournir une documentation d'une valeur intrinsèque. Nous allons contextualiser des étapes au cours desquelles la culture du visuel eut une importance cruciale, qui se manifesta des peintures murales dans les rues à la symbolique ou la gestuelle utilisée lors des manifestations, en passant par l'impact des moyens de communication et leur influence sur les attitudes citoyennes.

Nous avons consulté et sélectionné des matériaux provenant de trois sources. Tout d'abord, des collections personnelles, qui apparaîtront sous l'intitulé « collection privée » afin de préserver l'identité des donateurs. Ensuite, le principal journal de Biscaye, *El Correo*.

Enfin, les archives de l'ancien journal de Bilbao, *La Gaceta del Norte*, qui se distinguent par leur intérêt et leur nature pratiquement inédite et comptent des milliers de photographies, disponibles aux Archives municipales de Bilbao. Nous avons couvert la période allant de 1988 à 2010 avec des éléments provenant d'*El Correo*. Notre objectif n'est pas d'épuiser les possibilités d'analyse de l'énorme quantité de matériel disponible, mais de proposer, sous forme d'un compte-rendu visuel, un échantillon représentatif, comprenant des documents se référant aux différents attentats terroristes[3], du point de vue des répercussions sociales que ces attentats ont pu (ou non) générer.

Sans porter atteinte à l'attention accordée aux sources (primaires et secondaires) susmentionnées, le principal travail de recherche entrepris spécifiquement pour ce livre fut la création d'un outil systématisant la réponse de la société basque au terrorisme, en se concentrant sur les mobilisations sociales qui suivirent les attentats meurtriers. Ces attentats suscitèrent différents types de réactions, notamment des conseils municipaux de condamnation. Nous nous concentrerons cependant sur les mobilisations mentionnées afin de délimiter un profil de recherche réalisable, tout en précisant qu'il y eut également des mobilisations, dont certaines très importantes, sans morts.

Une des caractéristiques de cet outil est le fait que nous fournissons une liste complète des victimes décédées en raison des différentes formes de terrorisme (reproduite dans les annexes). Bien que ce ne soit pas notre objectif principal et que nous n'ayons pas l'intention de clore le chapitre de la recherche, toujours nécessaire dans ce domaine, nous fournissons des données afin d'éclaircir progressivement l'identité de ces victimes, étant donné l'existence de listes offrant des résultats différents. Convenons qu'avant de savoir quelle fut leur prise en compte sociale, nous devons d'abord savoir qui furent

3 Pour une vision personnelle du photojournalisme sur le terrorisme au Pays basque, voir Fidel Raso (2012) : *Fotografía y periodismo en los 'años del plomo' en el País Vasco*, sur https://www.fronterad.com/fotografia-y-periodismo-en-los-anos-del-plomo-en-el-pais-vasco/ (dernier accès : 24/01/2025).

les victimes. Il est par exemple d'ores et déjà clair que, sans cesser de la considérer comme une victime du terrorisme, il faut arrêter de penser que Begoña Urroz fut victime de l'ETA, puisque toutes les preuves pointent vers le DRIL (Directoire révolutionnaire ibérique de libération).

Notre outil fournit la date et le lieu de l'attentat meurtrier (localité et province). Nous indiquons également l'organisation responsable du crime et le statut de la victime. Cette dernière information correspond, dans la plupart des cas, à l'étiquette utilisée par les assassins pour justifier publiquement leur meurtre (policiers, militaires, personnes accusées de trafic de drogue, chefs d'entreprise ayant refusé de payer les extorsions, militants ou ex-militants d'organisations terroristes, etc.) Dans d'autres cas, les informations sur le statut correspondent aux circonstances dans lesquelles la vie de ces personnes leur fut volée. C'est le cas des victimes « collatérales » (nous n'appliquons pas ici notre propre concept, mais reflétons la façon dont les terroristes désignèrent ces personnes, d'où les guillemets) des explosions destinées à assassiner des policiers ou des militaires.

Malgré les efforts déployés, et étant donné le volume d'informations traitées, des erreurs d'orthographe, typographiques ou d'autres types d'erreurs sont probables. Nous nous en excusons par avance, car nous sommes conscients que le matériel avec lequel nous avons travaillé est sensible et que nos conclusions sont toujours provisoires.

Notre base de données fournit également d'autres informations complémentaires et originales. Tout d'abord, elle permet de savoir s'il y eut ou non des mobilisations de protestation après chaque attentat mortel. Cette catégorie comprend les événements pouvant être considérés, selon la sociologie, comme des mobilisations sociales, c'est-à-dire des actions collectives et publiques adressant une demande aux autorités ou aux opposants (Tarrow, 1997 : 21 et Casquete, 2006 : 56). Cela inclut les grèves, les rassemblements ou les manifestations dans la rue, immédiatement après les funérailles ou plus tard, qu'ils soient légaux ou illégaux et spontanés ou organisés. En cas de mobilisation, nous précisons s'il y en eut une ou plusieurs.

Les résultats attendus de cet outil sont notamment des réponses aux questions suivantes : Quel pourcentage d'attentats mortels (nous référerons toujours à ce type d'attentats) furent suivis d'une ou

plusieurs mobilisations (ou d'aucune) ? Existe-t-il des variations chronologiques (en fonction de l'étape historique) dans la réponse sociale au terrorisme ? Existe-t-il des variations en fonction de l'organisation responsable (ETA, GAL, etc.) ? Existe-t-il des variations en fonction du statut de la victime (membre des forces de police, personnalité politique, etc.) ? Existe-t-il des variations dans l'identité de l'organisateur ou dans le nombre de participants ? Enfin, dans quel pourcentage des mobilisations observait-on une apologie du terrorisme ou de la violence arbitraire, tant du côté des manifestations que des contre-manifestations et dans quelle mesure une organisation terroriste était plus encensée que d'autres ?

Les sources utilisées pour obtenir des informations sur la réponse sociale aux attentats furent principalement des sources graphiques. Pour comparer les données, nous avons consulté au moins deux journaux pour chaque attentat meurtrier : les journaux *El País* (1976 - aujourd'hui) et *Egin* (1977 - 1998). Nous avons également consulté *El Correo* (1910 - aujourd'hui), ainsi que deux journaux disponibles en ligne : *ABC* (1903 - aujourd'hui) et *La Vanguardia* (1881 - aujourd'hui). Outre la presse, nous avons également consulté *Vidas rotas : historia de los hombres, mujeres y niños víctimas de ETA* (Alonso, Domínguez et García Rey, 2010), la recherche la plus complète et la plus récente disponible à ce jour sur les victimes de l'ETA et des organisations similaires, et d'autres ouvrages sur le même sujet, comme *Víctimas del terrorismo, 1968-2004,* de Belén Pulgar (2004), ainsi que les sites internet d'organisations pacifistes, comme Gesto por la Paz (Geste pour la Paix) et le centre de documentation en ligne de la Fondation Fernando Buesa[4] pour documenter notre liste.

The Victims of ETA Dataset (ci-après TVED), de la Fondation Juan March, et *Vidas rotas* furent nos principales sources pour établir la liste des personnes tuées par le terrorisme des différentes branches de l'ETA et des organisations similaires (CAA, Mendeku, etc.). En

4 Les pages internet de Gesto por la Paz http://www.gesto.org/es/ et de la Fondation Fernando Buesa https://www.fundacionfernandobuesa.com/ (dernier accès : 25/01/2025).

ce qui concerne les victimes du terrorisme d'extrême droite et parapolicier, nous sommes principalement basé sur un rapport réalisé par la Direction de la prise en charge des victimes du terrorisme (ci-après DAVT) du Gouvernement basque et sur la base de données *Domestic Terrorist Victims* (ci-après DTV Dataset[5]), de la Fondation Juan March. Bien que ces sources soient les plus fiables disponibles à ce jour, il n'y a pas de concordance totale entre elles. Nous avons donc appliqué nos propres critères pour traiter les différences.

Grâce à toutes ces données, nous avons établi une liste complète des victimes de tous les terrorismes en lien avec le Pays basque, soit 914 personnes assassinées par les organisations suivantes : ETA, ETA militaire (ETA-m), ETA politico-militaire (ETA-pm), commandos Bereziak (commandos spéciaux), Gazte Gudaroste (Jeune armée), Commandos autonomes anticapitalistes (CAA), ETA politico-militaire VIII Assemblée, Commandos indépendants de soutien à l'ETA militaire (KIBAETAM), Gatazka (Conflict), Iraultza (Révolution), Mendeku (Vengeance), GAL, BVE, Triple A, Groupes armés espagnols (GAE), Action nationale espagnole (ANE) et extrême droite sans acronyme spécifique. Nous examinerons plus loin les caractéristiques spécifiques de la réponse de la société aux attentats de ces organisations, réponse qui, comme nous le verrons, fluctua également en fonction de variables telles que le contexte historique ou le statut des victimes.

Compte tenu de l'abondante documentation disponible, nous avons limité la recherche des données sur la réponse de la société au terrorisme à certaines années spécifiques pour chaque période étudiée. L'objectif est de fournir un échantillon représentatif composé d'un total de 154 dossiers d'attentats mortels, certains ayant fait une seule victime et d'autres plusieurs :

5 Il existe une version en ligne du rapport préparé par la Direction de la prise en charge des victimes du terrorisme : https://www.euskadi.eus/web01s2segur/eu/contenidos/informacion/informacion_documentos_interes/es_document/adjuntos/informe%20final.pdf (dernier accès : 26/01/2025).

Étape 1 : le franquisme (1968-1975)

Années sélectionnées pour l'échantillon : 1973 et 1975, avec un total de 16 dossiers d'attentats mortels. La première année, l'ETA tua le président du gouvernement, Luis Carrero Blanco et deux policiers de sa garde rapprochée, et commit un autre crime non résolu, celui de trois jeunes hommes d'origine galicienne dont les corps ne furent jamais retrouvés. Au total, ce sont donc six meurtres qui furent perpétrés par l'ETA. La deuxième année, celle de la mort du dictateur Francisco Franco, le nombre d'assassinats politiques monta en flèche et l'ETA-m, l'ETA-pm et le terrorisme d'extrême droite firent respectivement 11, 4 et 2 victimes (soit un total de 17).

Étape 2 : La transition démocratique (1976-1981)

Année sélectionnée pour l'échantillon : 1979, avec un total de 65 dossiers d'attentats mortels. En plein processus de démocratisation, l'offensive terroriste s'intensifia, surtout de la part de l'ETA, mais aussi d'autres organisations, notamment celles d'extrême droite. Le terrorisme provoqua la mort de 85 personnes cette année-là : 65 tuées par l'ETA-m, 10 par l'ETA-pm, 5 par les CAA, 2 par le BVE, 1 par les GAE, 1 par la Triple A et 1 par d'autres organisations d'extrême droite.

Étape 3 : consolidation démocratique (1982-1994)

Années sélectionnées pour l'échantillon : 1984 et 1992, avec un total de 53 dossiers d'attentats mortels. 1984 marque l'arrivée de la voiture piégée comme méthode d'attentat de l'ETA et correspond également à une période de forte activité du GAL. On dénombra 42 morts victimes du terrorisme : 31 par l'ETA-m, 11 par les CAA, 1 par Gatazka et 9 par les GAL. 1992 correspond quant à elle à l'année de l'arrestation des hauts dirigeants de l'ETA à Bidart. 26 personnes furent tuées par le terrorisme cette année-là, toutes par l'ETA.

Étape 4 : « socialisation de la souffrance » (1995-2010)

Années sélectionnées pour l'échantillon : 2000 et 2003, avec un total de 20 dossiers d'attentats mortels. 2000 est l'année de la rupture de la trêve que l'ETA maintenait depuis la fin de l'année 1998 et 2003 est celle de l'interdiction de Batasuna, la branche politique de l'organisation. On compta 23 victimes en 2000 et 3 en 2003, toutes tués par l'ETA.

Enfin, nous fournirons d'autres sources originales dans cet ouvrage. D'une part, les données officielles de l'administration publique espagnole relatives aux effectifs de la police stationnés au Pays basque, aux personnes blessées par le terrorisme, aux personnes menacées par l'ETA, aux montants versés par les compagnies d'assurance pour couvrir les dommages corporels et matériels causés par le terrorisme, au nombre d'attentats terroristes par an, etc. Il n'existe aucune série historique complète sur ces questions, ce qui est un indicateur des lacunes auxquelles nous sommes confrontés en matière d'information. Nous savons avec précision qui étaient les personnes tuées par le terrorisme, mais il n'existait pas, par exemple, de recensement exhaustif des blessés. Nous proposons donc ici une liste approximative, basée sur les personnes qui furent indemnisées par les compagnies d'assurance.

D'autre part, nous fournirons des données d'enquête de l'équipe Euskobarómetro (1995-2014), un groupe de recherche sociologique de l'université du Pays basque. Les résultats généraux de certains de leurs tableaux, faisant par exemple référence à la peur des Basques de parler de politique, sont disponibles en ligne[6], mais sans répartition en fonction des préférences de vote ou de l'identité nationale subjective, dernières données auxquelles nous avons eu accès. En outre, d'autres informations, telles que des questions spécifiques sur l'opinion des citoyens basques sur la violence de rue, les

6 https://www.arovite.com/es/fondo-euskobarometro/ (dernier accès : 26/05/2025).

GAL ou l'influence de l'ETA sur l'économie, n'avaient pas été utilisées auparavant.

***

Fin 2013, la Direction de la promotion de la culture du Gouvernement basque accepta la proposition de l'IHSVF (Institut d'histoire sociale Valentín de Foronda de l'UPV/EHU) de réaliser une étude sur les contextes historiques du terrorisme au Pays basque et la signification sociale de ses victimes. Cet ouvrage reprend le contenu et les conclusions principales de *Le rapport Foronda*, titre de l'ouvrage, présenté publiquement en février 2015 lors d'une présentation devant la Commission des droits de l'homme du Parlement basque.

J'ai introduit plusieurs modifications par rapport à ce texte. La plus importante consista à raccourcir la longue introduction originale pour l'adapter au format d'un livre. À l'exception de cette section de remerciements, le ton du récit reste inchangé, à la première personne du pluriel, étant donné que *Le rapport Foronda* porte l'empreinte collective de l'IHSVF, sans lequel sa production aurait été impossible. C'est pourquoi mes premiers remerciements vont à cette institution, où je suis devenu historien, et à tous ses membres. Leurs encouragements, ainsi que ceux de tant d'autres collègues et amis dont les noms sont chers à ma mémoire, m'ont motivé à entreprendre cette publication.

Je dois ensuite mentionner Luis Castells, Antonio Rivera et José Antonio Pérez, mes professeurs. Leurs conseils constants furent essentiels dans tout le processus d'élaboration de ce travail. Ils investirent tant de temps et d'enthousiasme à lire, corriger, suggérer de nouvelles sources… que tout ce que je pourrais dire ici en guise de gratitude serait bien insuffisant. Je suis également redevable à Barbara van der Leeuw, Gaizka Fernández, Félix Luengo, Rafael Ruzafa, Fernando Molina, Mikel Aizpuru et José María Ortiz de Orruño, qui ont apporté des contributions intéressantes aux premières versions.

Je tiens également à remercier les personnes et organisations suivantes : le personnel des archives municipales de Bilbao, et en particulier Lourdes Ortega et Almudena Toribio pour leur contact personnel exquis et leur professionnalisme ; Jesús Oleaga, des archives d'*El Correo*, pour avoir facilité ma consultation des archives de ce journal ; Florencio Domínguez, rédacteur en chef de l'agence de presse Vasco Press, pour sa réponse aimable et rapide à ma demande de sources et Arantza López, pour m'avoir aidé grâce à ses connaissances d'Excel, essentielles pour créer la base de données, les tableaux et les graphiques sur la réponse de la société aux attentats terroristes. Ce travail n'aurait pas été possible sans sa magnifique contribution. Je tiens à remercier Josu Rueda, qui m'a apporté une aide précieuse dans le travail de recherche documentaire ; Rafael Leonisio, de l'équipe Euskobarometro, pour sa générosité à partager les fonds de ce groupe ; les collègues de la Fondation Fernando Buesa, en particulier Jon Narváez et Eduardo Mateo, pour la rapidité de leur réponse à ma demande de certaines informations ; Emilio Alfaro, pour son travail de diffusion de ces travaux ; et Sara Hidalgo, pour sa fermeté de principe et son courage dans le monde tempétueux de l'université… et au-delà. Mes remerciments également à Jezrael Fernández, Marion Billard et Yolanda Rouiller pour la revisión du texte, ainsi qu'à Martin Alonso pour son idée de le traduire en français.

Bien entendu, la responsabilité des éventuelles erreurs qui subsistent dans ces pages n'incombe qu'à moi.

Chapitre 1
Origines et impact du terrorisme pendant la dictature franquiste (1968-1975)

L'ETA apparut, d'une part, comme une réponse de la culture politique *abertzale* (« nationaliste ») à l'impression d'inactivité du PNV (le Parti nationaliste basque) face au franquisme et, d'autre part, grâce à l'émergence sur la scène publique d'une nouvelle génération de Basques qui n'avaient pas pris part à la guerre civile et grandissaient dans un contexte différent de celui des années 30, marqué, à cette occasion, par de grandes transformations socio-économiques et culturelles, mais toujours sous une dictature de fer.

Durant ses dix premières années d'existence, entre 1958 et 1968, l'ETA n'eut que peu d'influence sur l'évolution de la société basque. Cette période fut caractérisée par une seconde industrialisation généralisée, des mouvements migratoires des campagnes vers les villes, la résurgence du mouvement ouvrier, le développement urbain et un réveil de la culture basque (Fusi, 1986 ; Pérez, 2001 et González de Langarica, 2007). Ces circonstances ne dépendaient pas de l'ETA mais eurent une influence sur ses membres. C'est sa décision de tuer qui propulsa l'ETA au premier plan de l'actualité et eut d'importantes conséquences à long terme, tant sur le plan personnel (sur leurs victimes) que plus général. Auparavant, l'évolution de cette organisation était celle d'un petit groupe de personnes façonnant progressivement son idéologie *abertzale* radicale, optant, dans le contexte international de la décolonisation, pour le

tiers-mondisme (avec des références intellectuelles telles que Fanon ou Sartre, et l'inspiration de cas comme ceux de l'Algérie ou de Cuba) et le socialisme révolutionnaire (Garmendia, 1979 et Unzueta, 1988).

Avant 1968, l'ETA avait atteint un certain degré de médiatisation dans les médias, qui avaient rapporté certaines de ses premières activités : accrochage d'ikurriñas (drapeaux basques), graffitis, destruction de monuments franquistes ou agressions physiques contre des personnes qualifiées d'« espagnolistes » ou de « fascistes ». Eduardo « Teo » Uriarte, qui était membre de l'ETA à cette époque, soutient dans sa thèse de doctorat que cette attention médiatique surestima la pertinence d'une organisation en réalité composée d'une poignée de jeunes militants. Entre le sensationnalisme de certains médias et la soumission forcée de tous au régime, et dans un contexte caractérisé par l'absence de liberté d'expression, les médias offrirent une propagande précieuse à l'ETA qui se fit ainsi connaître des secteurs antifranquistes et de la société dans son ensemble. La propagande était un outil essentiel pour une organisation clandestine comme l'ETA. Les journaux d'information présentaient un ennemi du régime (l'anti-Espagne réincarnée) dont l'existence justifierait le maintien de celui-ci et la répression menée en son nom (Uriarte, 2013).

L'impact médiatique de l'ETA et sa capacité de recrutement augmentèrent considérablement à partir de 1968, suite à l'assassinat du garde civil José Antonio Pardines et du commissaire de police Melitón Manzanas (fig.1). Selon José María Garmendia, à cette époque, une fois la spirale de la violence enclenchée, « le militantisme connut une croissance exponentielle : il y avait ainsi plus de deux cents militants organisés dans le seul estuaire de Bilbao au printemps 1969 » (Garmendia, 2000 : 133). La spirale s'intensifia en 1970, grâce au procès de Burgos contre les membres de l'ETA, dont six furent condamnés à la peine capitale. Mais en voulant appliquer une punition exemplaire, le régime de Franco commit une erreur stratégique. Les années 70 n'étaient pas les années 30 où, dans le contexte de la montée des fascismes, la négligence des démocraties occidentales avait contribué au triomphe d'une dictature réactionnaire dans l'extrême sud de l'Europe, dictature qui tua des milliers

de dissidents politiques, avec une intensité singulière jusqu'au milieu des années 40.

L'Espagne, qui n'avait pas changé sa nature autoritaire, faisait désormais partie de diverses organisations internationales, exportait de la main-d'œuvre et des marchandises, était une destination de vacances pour des millions de touristes et était également un *rara avis* (oiseau rare) entouré de démocraties, à l'exception du Portugal et de la Grèce. Les condamnations à mort provoquèrent une forte émotion à l'étranger. Des manifestations furent organisées dans les capitales européennes et des dirigeants éminents firent des déclarations publiques appelant à la clémence. Ce fut notamment le cas du Pape Paul VI, ce qui constitua un rappel à l'ordre important pour un régime qui s'enorgueillissait de son catholicisme. Le procès de Burgos accrut la capacité de rassemblement de l'antifranquisme, tant en Espagne qu'à l'étranger, ainsi que son unité autour d'une campagne contre un ennemi commun, qui cherchait à prendre la vie de plusieurs personnes (fig. 2-4).

L'émergence de l'ETA, ainsi que celle d'autres organisations [CCOO (Commissions ouvrières), USO (Union syndicale ouvrière), partis d'extrême gauche] nées à une la même époque, redessina le paysage de l'antifranquisme. Les membres les plus sensibilisés de la nouvelle génération cherchaient leur identité politique et, pour une majorité d'entre eux, le faisaient loin des partis et des syndicats traditionnels, créés pendant la période républicaine et la guerre civile. Affaiblis par la répression, la clandestinité et l'exil de leurs cadres, ces derniers peinèrent également à s'adapter à l'évolution de la situation dans le pays.

Les nouvelles organisations qui, étant donné la nature de la dictature, étaient tout aussi clandestines que celles de l'antifranquisme historique optèrent pour des moyens d'opposition fondamentalement pacifiques : assemblées, grèves, infiltration du syndicat « Vertical » ou encore cooptation des fonctions de représentation dans les usines. Le choix de l'ETA d'utiliser une méthode aussi extrême que l'assassinat força le reste des forces à prendre position. L'historiographie s'accorde à souligner que l'antifranquisme adopta majoritairement une attitude compréhensive à l'égard de l'ETA. L'organisation n'était pas perçue comme une menace pour l'objectif de liberté

poursuivie par tous. Ses membres étaient plutôt considérés comme des camarades de lutte, qui pouvaient se tromper dans leur façon d'agir mais se trouvaient sur la même barricade.

Personne ne prévoyait non plus prévu que la trajectoire de l'ETA serait si longue et qu'elle continuerait à commettre des attentats pendant la démocratie. Il existe de nombreux exemples d'activistes luttant contre la dictature et ne partageant pas nécessairement des idées de la gauche *abertzale* ayant aidé les militants de l'ETA à se cacher de la police ou à fuir en France après avoir commis des attentats. Dans le même ordre d'idées, il convient de rappeler que l'ETA agit comme tout agent politique, par exemple en signant des pamphlets ou en appelant à des grèves générales avec d'autres forces d'opposition, ce qui fut facilité par le fait qu'elle n'était pas encore une organisation exclusivement dédiée à la violence (López Romo, Losada et Carnicero, 2013 : 197-216).

La documentation de l'époque contient également des jugements critiques forts à l'encontre de l'ETA, formulés par exemple par des dirigeants du PNV tels que Manuel de Irujo (de Pablo, Mees et Rodríguez Ranz, 2001 : 271). Mais l'assassinat par l'ETA d'éminents tortionnaires (Melitón Manzanas, en 1968) et de hauts fonctionnaires du régime (le président du gouvernement, Luis Carrero Blanco, en 1973), et la réaction excessive de la dictature qui en résulta, et qui toucha de larges secteurs de la société, accrurent les opinions positives sur les militants de l'ETA.

L'ETA gagna ainsi du poids dans le domaine de *l'aberzalisme* (nationalisme basque). Preuve en est qu'une grande partie de la jeunesse du PNV, qui faisait jusqu'alors partie d'EGI (Eusko Gaztedi del Interior, Jeunesse basque), rejoignit l'ETA en 1972, la renforçant considérablement.

C'est à cette époque que l'ETA atteignit son objectif de renforcer le côté répressif du franquisme, une intention théorisée par les membres de l'organisation terroriste, qui s'inspiraient ici des mouvements anticoloniaux du tiers-monde, l'appelant la « spirale "action-réaction" » (Hordago, 1980). La dictature n'avait jamais abandonné son aspect répressif, qui acquérait désormais, dans le contexte du franquisme tardif, des connotations spécifiques par rapport aux étapes précédentes.

L'historiographie a montré que durant la guerre civile espagnole et la période d'après-guerre, le nombre d'exécutions et d'assassinats extrajudiciaires fut nettement inférieur dans ce qui est aujourd'hui le Pays basque que dans d'autres régions d'Espagne, comme la Navarre, La Rioja, la Castille et Léon, l'Extrémadure et l'Andalousie (Barruso, 2005 ; Espinosa, 2009 et Gómez Calvo, 2014). Parmi les raisons, citons la proximité de la frontière avec la France et la possibilité de fuir à l'étranger, le fait que la conquête du territoire loyal à la République n'eut pas lieu au début de la guerre, lorsque la plupart des actes de la « terreur chaude » (assassinats, exécutions extrajudiciaires) furent commis, et enfin, la nature catholique et conservatrice du principal parti loyal à la République, le PNV.

Plus de vingt ans après, la répression s'abattit lourdement sur le Guipuscoa et la Biscaye, sans atteindre les sommets sanglants des premiers jours de la dictature, l'emprisonnement des dissidents prévalant désormais sur leur exécution. Nous fournissons deux éléments de preuve dans ce sens. D'une part, le nombre de personnes poursuivies par le Tribunal de l'ordre public, un organe judiciaire créé en 1963 et consacré à la persécution de l'opposition politique dans la dernière partie de la dictature, parmi lesquelles un nombre disproportionné de Basques et, notamment, des membres de l'ETA et des communistes (Águila, 2001 et IHSVF, fonds des opprimés par le franquisme). D'autre part, le nombre d'états d'exception pour certaines des provinces basques, supérieur à ceux du reste de l'Espagne (Letamendia, 1994). Les autorités prirent pour la première fois une décision de la sorte concernant l'activité de l'ETA en 1968, après le meurtre de Manzanas, et c'est sur le Guipuscoa que tomba la suspension des articles de la Charte des Espagnols. Mais l'antifranquisme de la dernière phase de la dictature dépassait le cadre de l'ETA et, bien sûr, du Pays basque actuel (Pérez, 2013). Le premier état d'exception fut décrété en 1956, suite à des émeutes étudiantes à Madrid. Un autre fut décrété en 1962, après une vague de grèves ayant eu un impact particulier dans les Asturies et au Pays basque. Le suivant eut lieu en 1967 et s'abattit sur la Biscaye, également pour des raisons de conflits de travail (Gurrutxaga, 1985 : 297).

Comme on le sait, le déclenchement de la guerre civile est dû à l'échec initial des militaires rebelles qui, face à la résistance des

secteurs loyaux à la République et à son gouvernement légitime, ne parvinrent pas à imposer leur coup d'État immédiatement sur l'ensemble du territoire espagnol, comme ils en avaient l'intention. De même, le fait que l'ETA ait perduré est le signe de son échec relatif, et non de son succès : l'engrenage que ses militants enclenchèrent délibérément en 1968 ne réussit pas à provoquer un soulèvement généralisé qui aurait conduit à la rupture du Pays basque avec l'Espagne.

De son côté, l'État se révéla incapable de vaincre l'ETA, ce qui conduisit à une situation d'« impasse fluctuante » qui ne fit que prolonger la survie du terrorisme. Le changement de stratégie d'ETA était lié à la nécessité de repenser son idée insurrectionnelle initiale ratée. C'est ainsi que fut conçue la « longue guerre » d'usure, dont l'objectif était de forcer l'État à entamer des négociations face à son incapacité à sortir de l'impasse (Ibarra, 1989). Mais nous verrons cela dans un autre chapitre, celui de la transition. Comme nous l'avons dit, l'ETA réussit cependant, en particulier pendant la fin de la période franquiste et la transition démocratique, à générer un courant de sympathie vis-à-vis de ses membres, qui se développa en quelques années, entre 1970, date du procès de Burgos, et 1975. Cette année-là, la dictature fusilla deux membres de l'ETA-pm (Juan Paredes Manot, alias « Txiki », et Ángel Otaegi) et trois membres du FRAP, le Front révolutionnaire antifasciste et patriote (Humberto Baena, José Luis Sánchez Bravo et Ramón García Sanz).

En 1967, l'ETA s'était organisé en fronts qui devaient intervenir dans différents domaines. L'appareil militaire en faisait partie, tout comme l'appareil politique, économique et culturel. Ce dernier était notamment consacré à la promotion d'une certaine lecture du passé basque et de la langue vernaculaire, le basque. L'impact des attentats du « front militaire » diminua la pertinence sociale des autres secteurs d'une ETA de plus en plus associée, aussi bien par ses partisans que par ses ennemis, à des méthodes violentes. Au fil du temps, ce qui était, selon Jorge Semprún, un « groupe militaire autarcique » de militants de l'ETA, finirait par récupérer le sigle de l'organisation (Semprún in Unzueta, 1988 : 10).

Si l'on considère la culture de façon anthropologique, c'est-à-dire en regardant la réalité à travers des significations socialement établies (Geertz, 1988), l'impact de l'ETA dans ce domaine fut plus

important que dans celui de la culture conventionnelle, plus en raison des activités du « front militaire » qu'à celles du « front culturel ». Plusieurs auteurs ont souligné le rôle nationalisant et polarisant de la violence, qui contribua, avec d'autres facteurs, à l'affaiblissement symbolique de l'espagnolisme au Pays basque (Mansvelt, 2005 et Molina, 2013). À partir de 1968, l'ETA contribua à renforcer le sentiment d'incompatibilité entre Basques et Espagnols, incarné par ses victimes, ce que favorisa la stratégie répressive du Gouvernement espagnol. Selon Gurutz Jáuregui, cette attitude propagea l'idée d'occupation espagnole du Pays basque, présente depuis le début du nationalisme basque à la fin du XIXe siècle (Jáuregui, 1985).

L'ETA détériora la diffusion des principes démocratiques parmi les divers secteurs antifranquistes. Les assassinats « réussis » de Manzanas et de Carrero, deux des victimes les plus connues, servirent à accroître la répression, à lui conférer du prestige et à laisser dans l'ombre l'assassinat simultané d'autres personnes dont peu se souviennent. Parmi elles, des victimes « collatérales », comme le chauffeur de taxi Fermín Monasterio, abattu en 1969 par un membre de l'ETA qui avait pris son véhicule pour fuir la police ou encore les treize personnes ayant perdu la vie dans la cafétéria Rolando à Madrid en septembre 1974, un massacre dont l'ETA refusa d'assumer la responsabilité publiquement jusqu'en 2018 et qui, au final, servit de catalyseur à la séparation de l'organisation en deux courants, les milis et les polimilis. Il y eut également des victimes accusées de collaborer avec les FSE, comme Carlos Arguimberri, qui fut banni de sa propre ville, Itziar (Deba, Guipuscoa), bannissement qui ouvrit la voie à son assassinat ultérieur (Zulaika, 1990).

Ces dernières victimes ne passèrent pas seulement pratiquement inaperçues dans les médias de l'opposition. À plus d'une occasion, la presse générale n'en fit que peu ou pas du tout mention. La police elle-même révéla des lacunes dans ses enquêtes, comme le montre le cas des trois jeunes hommes d'origine galicienne (José Humberto Fouz Escobero, Jorge Juan García Carneiro et Fernando Quiroga Veiga), disparus en France, selon toute vraisemblance, en raison de membres de l'ETA les ayant pris pour des policiers. Les proches de ces victimes regrettèrent l'attitude avec laquelle les agents de police chargés de l'affaire les reçurent au commissariat et purent

constater que leurs investigations se limitaient à un dossier constitué, pour l'essentiel, de coupures de journaux (Alonso, Domínguez et García Rey, 2010).

Examinons en détail les évènements de deux années (1973 et 1975) pour évaluer le type de réponse sociale au terrorisme. En 1973, deux attentats imputables à l'ETA eurent lieu et coûtèrent la vie à six personnes : d'une part, les trois jeunes disparus dont nous avons parlé et, d'autre part, Carrero Blanco et ses accompagnants, le policier, Juan Antonio Bueno Fernández et le chauffeur officiel José Luis Pérez Mogena. Seul le deuxième évènement donna lieu à une mobilisation. Une grande confusion entourait le premier événement, car il ne fut pas immédiatement attribué aux membres de l'ETA. Le point culminant des mobilisations ayant suivi l'attentat contre Carrero, auxquelles des milliers de personnes participèrent, fut le salut fasciste effectué par la foule et le *Cara al sol* (hymne de la phalange espagnole et l'un des symboles du franquisme) chanté par celle-ci à Bilbao, après une marche entre les places de Moyúa et de Santiago dans la capitale biscayenne (fig. 6 et 7). Pendant ce temps, à Madrid, on applaudissait Franco et le président du gouvernement assassiné.

En 1975, presque tous les attentats ayant coûté la vie à des policiers et des gardes civils furent accueillis par une forme de protestation publique dans la rue. Dans la plupart des cas, il s'agissait de rassemblements de plusieurs centaines de personnes (parents, voisins, collègues et amis du défunt), devant les églises où se déroulaient les messes. On put en observer à Algorta (district de Getxo), Bilbao (à trois reprises), Deba et Mondragón. Plusieurs éléments des cérémonies funéraires étant répétés, on peut parler d'une certaine ritualisation de la réponse aux attentats de l'ETA. En effet, malgré l'absence d'appel formel au rassemblement de la part des autorités, ce rituel n'était pas le résultat d'une improvisation ou d'une spontanéité populaire.

Il y avait tout d'abord le service religieux, comprenant une homélie du prêtre. Les autorités militaires prenaient ensuite la parole et prononçaient des discours au contenu politique et patriotique. Puis, une fois la cérémonie officielle terminée, l'événement que l'on peut identifier comme une mobilisation sociale avait lieu : la foule, rassemblée à l'extérieur de l'église, entonnait le *Cara al sol*,

généralement lancé par le gouverneur civil concerné et scandé par la foule. Enfin, le cortège funéraire portait le cercueil jusqu'au cimetière local, où il était enterré. Parfois, le cercueil était placé dans un véhicule qui le transportait jusqu'à son lieu d'origine, où les funérailles avaient généralement lieu à nouveau. D'autres expressions officielles de condamnation des crimes de l'ETA et de reconnaissance de ses victimes eurent lieu. Par exemple, la députation provinciale de Biscaye, composée de représentants élus de manière non démocratique, décerna la médaille d'or de la province à la Garde civile (*El Correo,* 16/05/1975).

En 1975, il n'y eut que deux attentats mortels de l'ETA contre des agents des FSE, qui ne donnèrent pas lieu à des mobilisations similaires à celles mentionnées ci-dessus. En effet, l'attentat de Barcelone du 6 juin ayant coûté la vie au policier Ovidio Díaz López ne fut par exemple pas immédiatement attribué à l'ETA.

Il est frappant de constater que le meurtre de civils par l'ETA et d'autres organisations ne donna pas lieu à la dynamique que nous avons vue au paragraphe précédent, lorsque les morts étaient des membres des FSE. Un seul cas fit figure d'exception parmi ces victimes civiles, celui de Carlos Arguimberri, après les funérailles duquel on entendit des cris en faveur de l'Espagne et d'autres contre le crime à la porte de l'église paroissiale d'Itziar. Aucune mobilisation de protestations n'eut lieu pour les cinq autres victimes du terrorisme de 1975 qualifiées de civils. L'une de ces victimes était le maire d'Oiartzun, Antonio Echevarría. D'après les témoignages de plusieurs voisins à *La Vanguardia*, un chat mort était apparu devant sa porte quelques jours avant l'attentat de l'ETA qui lui ôta la vie, une menace rappelant les pratiques de la mafia.

Parmi ces cinq victimes se trouvait également le chef d'entreprise du Guipuscoa Ignacio Etxabe Orobengoa, parent de plusieurs réfugiés de l'ETA au Pays basque français et première victime du terrorisme d'extrême droite. Selon le correspondant José María Portell pour *La Vanguardia*, Juan María Araluce, président de la Députation provinciale du Guipuscoa, était la personnalité institutionnelle la plus haut placée à avoir assisté aux funérailles. Le 4 octobre 1976, tout juste un an après l'attentat conte Etxabe, l'ETA tua Araluce lui-même. Un an plus tard, en octobre 1977, son homologue de Biscaye,

Augusto Unceta, connut le même sort avec ses deux gardes du corps (fig. 8). L'année suivante, en juin 1978, l'ETA cribla de balles .le journaliste Portell (fig. 10), signe de l'escalade terroriste caractéristique de la nouvelle étape de la transition démocratique, que nous examinerons plus loin.

En résumé, entre 1968 et 1975, les réactions officielles aux décès dus au terrorisme, tous imputables à l'ETA sauf pour deux personnes (Etxabe et probablement Germán Aguirre, victimes d'un terrorisme d'extrême droite naissant), ne déploraient pas la mort de sujets jouissant des droits fondamentaux (s'agissant d'une dictature, personne n'en jouissait), mais la détérioration ou la déstabilisation que cela

Tableau 1

Années 1973 et 1975. Cas d'attentats mortels ayant donné lieu à des mobilisations de protestation, selon les auteurs des meurtres (ETA et organisations similaires ou terrorisme d'extrême droite).

Auteurs	Mobilisations 1973 et 1975				Total attentats mortels
	Non	Oui	Non	Oui	
ETA/organisations similaires	5	9	36 %	64 %	**14**
Extrême droite	2	0	100 %	0 %	**2**
Total général	7	9	44 %	56 %	**16**

Source : réalisation personnelle.

Tableau 2.

Années 1973 et 1975. Cas d'attentats mortels ayant donné lieu à des mobilisations de protestation, selon le statut des victimes.

Statut	Mobilisations 1973 et 1975				Total
	Non	Oui	Non	Oui	
Policiers	2	6	25 %	75 %	**8**
Civils v. ETA	4	2	67 %	33 %	**6**
Civils v. ED	2	0	100 %	0 %	**2**

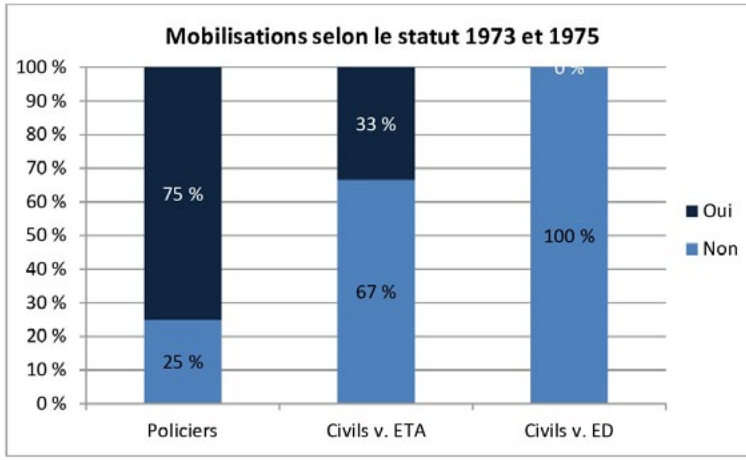
Source : réalisation personnelle. Civils v. ETA : civils victimes de l'ETA et d'organisations similaires. Civils v. ED : civils victimes du terrorisme d'extrême droite.

pouvait entraîner pour le régime, dont les serviteurs en uniforme étaient davantage critiqués publiquement. Le maintien du statu quo était l'objectif ultime des autorités et primait sur les individus, leurs idées politiques et leurs attentes en matière de vie. Il s'agissait d'une perspective similaire, bien que du côté opposé de la lutte politique, à celle des personnes qui avaient commencé, en 1968, à ôter la vie au nom d'autres objectifs politiques particuliers.

Le décret-loi antiterroriste d'août 1975 et les exécutions de « Txiki » et d'Otaegi en septembre de la même année, moins de deux mois avant la mort de Franco, démontrèrent la vocation du régime à durer, y compris en éliminant ses ennemis (Casanellas, 2008 et 2014). Comme en 1968, et comme l'avaient prédit les théoriciens de l'ETA, le franquisme était à nouveau entré dans la spirale « action-réaction ». En 1968, le membre de l'ETA « Txabi » Etxebarrieta tua le jeune garde civil José Pardines, qui devint ainsi la première personne tuée par l'ETA. La mort ultérieure de « Txabi » lui-même par

Graphique 1

Années 1973 et 1975. Pourcentage des attentats mortels ayant donné lieu à des mobilisations de protestation selon le statut des victimes.



Source : réalisation personnelle.

des gardes civils en fit le « premier martyr de la révolution », comme il fut qualifié par ses camarades de l'ETA (Hordago, 1980), ce qui servit de métaphore à la renaissance du Pays basque, à l'exemple de ses héros-martyrs (Aranzadi, Juaristi et Unzueta, 1994 : 189).

Huit ans à peine après ces événements, les manifestations atteignirent un niveau jamais atteint pendant les quarante années du régime franquiste. Ce qui devait être une punition se transforma en boomerang contre la dictature qui, contrairement à ce qui s'était passé en 1970, ne tint pas compte des demandes de clémence. Les autorités présentèrent cela comme un acte de vengeance exemplaire après les derniers assassinats de l'ETA, dont les victimes furent deux jeunes hommes au procès inéquitable et qui servirent de boucs émissaires. L'acte d'expiation massif organisé par le franquisme sur la Plaza de Oriente de Madrid, lors duquel Franco fut acclamé, constitua le meilleur exemple d'un régime sur la défensive, qui allait bientôt disparaître en même temps que sa tête la plus visible, mais non sans laisser une marque profonde sur les années à venir.

CHAPITRE 2
Les effets du terrorisme pendant la transition démocratique espagnole (1976-1981)

Le terrorisme fut l'un des facteurs essentiels conditionnant la transition espagnole. Comme on peut le voir dans les tableaux suivants, qui se réfèrent toujours au cas basque (c'est-à-dire sans inclure les victimes des GRAPO, les Groupes de résistance antifasciste du premier octobre), des organisations d'idéologies opposées multiplièrent les attentats au moment même où la démocratisation des institutions publiques débutait, dans le but évident de déstabiliser et d'influencer le processus.

Le nombre moyen de décès par an pour tous les terrorismes liés au cas basque était de 5,6 personnes pendant l'ère franquiste et de près de 25 après la dictature, réparties comme suit : 56 décès par an en moyenne pendant la transition démocratique, 33 pendant la phase de consolidation démocratique et 6 pendant la dernière période de « socialisation de la souffrance ».

Tableau 3
Décès dus au terrorisme par grandes périodes (dictature/démocratie) et pourcentages associés.

Analyse par étapes 1		
Pendant la dictature (1968-1975)	45	5 %
Après la dictature (1976-2010)	869	95 %
Total	914	

Source : réalisation personnelle.

Tableau 4

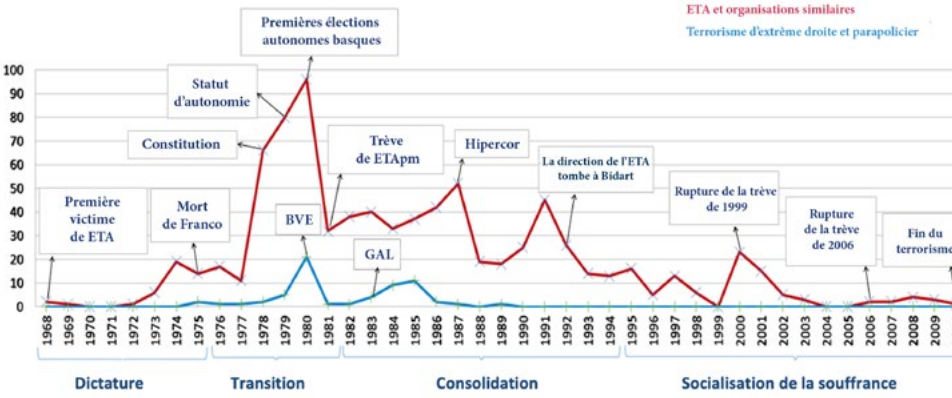
Décès dus au terrorisme par périodes spécifiques et pourcentages associés.

Analyse par étapes 2		
Dictature	45	5 %
Transition	336	37 %
Consolidation démocratique	435	48 %
« Socialisation de la souffrance »	98	11 %
Total	914	

Source : réalisation personnelle.

Graphique 2

Chiffre des décès dus aux attentats terroristes de l'ETA et d'organisations similaires et du terrorisme d'extrême droite et parapolicier et par an lien avec certains évènements marquants de la période 1968-2010.



Source : réalisation personnelle.

Alors que l'ETA avait tué 43 personnes dans les dernières années de la dictature, entre 1968 et 1975, elle en tua 302 rien qu'entre 1976 et 1981, donnant un caractère violent au processus de changement politique. Ce pic sanglant ne fut pas unique. Comme l'a montré le travail de comparaison au niveau européen développé pour la base de données *Terrorism in Western Europe Events Data* (TWEED), la période 1971-1980 connut un nombre de décès dus à des attentats terroristes bien plus élevé que celui enregistré pour les années précédentes et suivantes[1]. L'Irlande, le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Italie sont des pays dans lesquels le terrorisme frappa avec une intensité singulière durant cette période, malgré des spécificités en fonction du contexte de chaque pays. Examinons plus en détail l'activité de l'ETA, principale responsable du fait que la transition démocratique espagnole fut, à l'exception de la Roumanie, la plus sanglante d'Europe, bien plus que celles du Portugal et de la Grèce, qui avaient eu lieu peu avant, en 1974 (Sánchez-Cuenca, 2009).

En 1976, année de l'approbation de la Loi de réforme politique, qui entraîna la disparition des Cortes franquistes, 17 personnes furent tuées par l'ETA militaire et l'ETA politico-militaire. En 1977, année des premières élections générales démocratiques espagnoles depuis 1936, les différentes branches de l'ETA tuèrent 11 personnes. En 1978, année de l'approbation de la Constitution espagnole, l'ETA et d'autres organisations similaires tuèrent 66 personnes. En 1979, année de l'approbation du statut d'autonomie du Pays basque, l'ETA et d'autres organisations similaires tuèrent 80 personnes. En 1980, année des premières élections autonomes basques et de la formation du premier Parlement basque de l'histoire, l'ETA et des organisations similaires tuèrent 96 personnes, soit une tous les 3,8 jours. Ce fut l'année la plus sanglante du terrorisme (voir le documentaire *1980*, d'Iñaki Arteta). En 1981, année du coup d'État manqué contre les institutions démocratiques, qui résistèrent à l'assaut d'une partie rétrograde de l'armée et des Forces de sécurité, l'ETA et des organisations similaires tuèrent 32 personnes.

1 https://old.datahub.io/dataset/terrorism-in-western-europe---events-data-tweed (dernier accès : 26/01/2025).

Tableau 5
Années les plus sanglantes du terrorisme de l'ETA et des autres organisations similaires et nombre de personnes assassinées selon le statut des victimes.

Statut	Total des victimes	Année la plus sanglante	Personnes assassinées
Gardes civils	206	1980	31
Policiers	149	1978	14
Victimes « collatérales »	116	1987	34
Militaires	96	1979	10
« Indics »	60	1980	15
Personnalités politiques de la démocratie	31	2000	8
Personnes accusées de trafic de stupéfiants	30	1980 et 1990	5 / année
Ertzainas (policiers de la CAPB)	14	2001	5

Source : réalisation personnelle.

La transition démocratique fut la période la plus sanglante pour la plupart des groupes sociaux menacés par l'ETA et d'autres organisations similaires. La Garde civile et la police sont les institutions ayant subi le plus de pertes humaines. Plusieurs officiers furent tués alors qu'ils n'étaient en poste au Pays basque que depuis la veille, ce qui démontre à la fois le degré d'exposition des FSE aux attentats et la capacité de l'ETA à obtenir des informations à leur sujet. Ce fut le cas de Ginés Pujante García, Miguel Orenes Guillamont et Juan Bautista Peralta Montoya, assassinés par l'ETA à Saint-Sébastien le 7 avril 1979, alors qu'ils venaient d'arriver de la réserve de Murcie. L'événement provoqua des manifestations des épouses des gardes civils de cette ville demandant le retrait de leurs maris du Pays basque (*Egin*, 11/04/1979), ce qui en dit long sur le climat de terreur présent dans certains milieux. D'autre part, il convient de noter que les victimes « collatérales » figurent en troisième position dans la liste des personnes assassinées. C'est en 1987 que le nombre de victimes de ce type fut le plus élevé, en raison des attentats à la bombe contre le supermarché Hipercor de Barcelone et la caserne de Saragosse.

Selon les calculs de Luis de la Calle et d'Ignacio Sánchez-Cuenca, les responsables de l'administration espagnole (juges, personnalités politiques) assassinés par l'ETA représentaient 1,6 % des personnes

tuées par l'organisation à la fin des années 70 et dans les années 80. Pendant la « socialisation de la souffrance », qui débuta au milieu des années 90, l'ETA se concentra sur un autre profil de victimes. Le nombre de juges et de personnalités politiques assassinés atteignit alors 29,1 % du nombre total de personnes tuées par l'organisation terroriste durant cette période (Calle et Sánchez-Cuenca, 2004 : 63). Comme nous le verrons, l'ETA cibla de nouveaux secteurs de la société à partir des années 90 : les responsables politiques, les agents de la police de la communauté autonome et les personnes accusées de trafic de stupéfiants, qu'elle avait déjà commencé à assassiner pendant la période de transition démocratique.

Parmi les différentes organisations terroristes actives pendant les années de transition, la plus meurtrière et celle qui bénéficia du plus grand soutien au sein de la société fut l'ETA militaire. Ses soutiens dans la population mirent en place un conflit de légitimité, dans les rues entre les nouvelles institutions en construction et les manifestations au cours desquelles ils demandaient l'amnistie pour les prisonniers de l'ETA et acclamaient la poursuite de leur « lutte armée ». Ils cherchaient ainsi une confrontation entre deux pôles présentés comme opposés, le pôle institutionnel démocratique et le pôle populaire révolutionnaire, disposant chacun de leurs mécanismes de légitimation sociale, via les élections ou la mobilisation. Tout cela fit de la transition au Pays basque un cas singulier par rapport au reste de l'Espagne, où le consensus, le désir de réconciliation et la démobilisation sociale précoce prévalurent (Rivera, 1998 et 2001).

La brutalité de la dictature qui venait de prendre fin avait laissé un héritage négatif à la démocratie naissante. Selon les calculs de John Sullivan, rien qu'en 1974 et 1975, 22 personnes furent tuées par des agents des FSE lors de manifestations et de contrôles de police au Pays basque et en Navarre (Sullivan, 1988 : 194 et 195). La police, qui n'avait pas été purgée des éléments franquistes, ne se débarrassa des pratiques typiques d'autrefois que plusieurs années plus tard. De même, en marge de l'État, mais avec la connivence de certains secteurs de celui-ci, des terroristes d'extrême droite assassinèrent 31 personnes entre 1976 et 1981, sous l'égide d'organisations telles que le Bataillon basque espagnol, la Triple A, les Groupes armés espagnols ou l'Action nationale espagnole.

À l'autre extrême, les Commandos autonomes anticapitalistes, une organisation d'extrême gauche qui comprenait également des militants d'idéologie *abertzale*, commirent leurs premiers assassinats en 1978. Ils tuèrent 32 personnes entre 1978 et 1984, dont le sénateur socialiste Enrique Casas (fig. 19), le délégué de la société Telefónica en Guipuscoa, Enrique Cuesta (fig. 16), des policiers et des citoyens accusés d'être des « indics » des Forces de sécurité de l'État. Tout cela contribua à nourrir l'escalade du terrorisme et l'intransigeance de la branche de la gauche *abertzale* liée à l'ETA-m, une organisation qui avait décidé d'intensifier ses attentats face à l'engagement en faveur de moyens pacifiques pris par le reste de l'échiquier politique basque.

Pendant cette période, les victimes de l'ETA étaient principalement des membres des FSE et des civils qualifiés d'« espagnolistes » ou de collaborateurs de la police, que cette accusation soit vraie ou non (et elle ne l'était généralement pas, car elle était basée sur de simples rumeurs) (Alonso, Domínguez et García Rey, 2010). L'une des principales conséquences de cette dynamique fut la clandestinisation de la droite espagnole et du centre non nationaliste, ce qui entraîna un déclin de la qualité de la démocratie (Muñoz Alonso, 1988 et Fernández Sebastián, 1995). Des responsables, des militants et des sympathisants de ces tendances, affiliés à l'AP (Alliance populaire), et surtout à l'UCD (Union du Centre Démocratique), furent assassinés. Ce fut le cas de Luis Candendo, de Ramón Baglietto, de José Ignacio Ustaran, de Jaime Arrese et de Juan de Dios Doval (tous de l'UCD), ainsi que de Vicente Zorita ou de Luis María Uriarte (AP). Les réunions publiques des partis susmentionnés étaient boycottées par les partisans de l'ETA-m, qui gagnaient en présence dans la sphère publique (Oreja in Iglesias, 2009).

L'ETA constituait le point de référence central de ce qu'on appelait le MLNV, le Mouvement de libération nationale basque, qui se développa en intégrant des organisations sectorielles (coalition électorale, parti, syndicat, groupes de femmes, de jeunes, etc.) de la gauche *abertzale* (Mata López, 1993). Durant la transition, celle-ci ne parvint pas à dominer entièrement les rues, car des mobilisations de différentes natures (étudiantes, ouvrières, féministes, environnementales) sans caractère nationaliste se poursuivirent

(López Romo, 2011). Elle devint hégémonique en raison de la priorité qu'acquit progressivement la question des identités territoriales et de sa capacité, à terme, à intervenir dans tous ces espaces sociaux mobilisés, au point d'apparaître dans une bonne partie de ceux-ci comme la culture politique dominante, ainsi qu'en raison du pouvoir de la violence pour orienter la réponse aux différentes questions sociétales en sa faveur ou contre elle.

Les nombreux graffitis et la ritualisation des manifestations démontrent son contrôle de l'espace public. Paradoxalement, cela fut possible en partie grâce à la démocratie qu'elle combattait et qui lui permit d'ouvrir des organes d'expression et d'appeler régulièrement à des manifestations de masse dans lesquelles on faisait explicitement l'apologie du terrorisme (fig. 15). L'État, par manque de responsabilité ou par incompétence, ne l'en empêcha pas, ce qui permit parfois aux stratèges de l'ETA de croire qu'ils pouvaient gagner la bataille de la légitimité. Ils atteignirent également cette hégémonie contre une tendance plus pro-positive de la gauche *abertzale*, incarnée par l'EE (Euskadiko Ezkerra, parti La Gauche du Pays basque), qu'ils attaquèrent de manière agressive lors de réunions ou d'événements-anniversaires importants, comme l'exécution de « Txiki » et d'Otaegi, en parvenant à monopoliser la mémoire de ces figures clés (Fernández Soldevilla, 2013a : 182).

La spirale de la peur et du silence, entretenue pendant quarante ans par les autorités de la dictature, ne disparut pas de la vie quotidienne basque comme on aurait pu s'y attendre dans un nouveau système de libertés, mais se déplaça vers d'autres domaines et d'autres personnes, au rythme de l'influence croissante de nouveaux secteurs autoritaires (Linz, 1986 et López Romo, 2011 : 238). Les autorités regrettèrent par exemple qu'après l'assassinat par l'ETA-m de trois gardes civils à Azpeitia (Pedro Sánchez Marfil, Ángel García Pérez et Antonio Alés Martínez), « aucun des témoins oculaires de l'attentat n'ait apporté la moindre coopération à la police pour ouvrir des enquêtes » (*Egin*, 30/11/1979). De nombreuses familles quittèrent le Pays basque sous la pression du terrorisme ou après avoir subi des attentats (Rivera y Mateo, 2022).

La coalition HB, branche électorale de l'ETA créé en 1978, obtint à cette époque des résultats remarquables, se hissant au rang

de deuxième force politique, en acceptant la violence de l'ETA et en adoptant des positions antisystèmes qui lui apportèrent un soutien dans un contexte de grave crise économique. Lors des premières élections régionales autonomes de 1980, HB obtint 151 636 voix (16,55 %), ce qui lui permit de gagner onze sièges de députés, juste derrière le PNV[2]. Les opinions sympathiques vis-à-vis des membres de l'ETA dépassaient ce secteur. En 1978, 48 % des Basques décrivaient les membres de l'ETA comme des patriotes ou des idéalistes (Linz, 1986).

La campagne terroriste, alimentée avant tout par l'ETA, mais aussi par les extrémistes de droite, conduisit à la discréditation de l'État espagnol, incapable de garantir la sécurité de ses citoyens et, plus généralement, de la démocratie elle-même, qui implique le respect de droits quotidiennement violés par les partisans de la violence. De nombreux policiers, dans une atmosphère de forte pression sociale à leur encontre, sortaient en civil pour semer la panique dans la population. L'un des points culminants de ces actes illégaux fut le pillage commis par des policiers en uniforme dans la ville de Rentería, en plein jour. Cette action contribua à renforcer la stigmatisation sociale attachée aux FSE, tout en enlevant toute légitimité à l'État et aux fonctionnaires. Quelques jours avant les événements de Rentería, la police avait fait irruption dans les arènes de Pampelune pendant les fêtes de San Fermin de 1978, tirant dans la foule et abattant le militant trotskyste Germán Rodríguez, l'une des victimes des abus policiers de l'époque.

En 1995, 59 % de la population basque avait une image très mauvaise ou assez mauvaise des FSE, 30 % en avait une image assez bonne et seulement 10 % en avait une très bonne image (Euskobarometro, 1995). Le sentiment de rejet vis-à-vis des FSE avait été plus fort pendant la transition démocratique et au cours des premières années de la démocratie. Un autre aspect du problème était le manque de moyens antiterroristes adéquats et, parmi eux, l'absence de formation spécifique de la police dans ce domaine. Le centre de formation spéciale de la Garde civile, chargé d'enseigner

2 https://www.euskadi.eus/elecciones/ (dernier accès : 25/01/2025).

des techniques antiterroristes avancées, ne vit le jour qu'au début des années 80.

L'État, et en particulier les FSE qui le représentaient, agissait de façon contradictoire, tentant, d'une part, d'établir sa légitimité sur des bases nouvelles et démocratiques, et maintenant, d'autre part, les inerties du passé franquiste. En raison de ce comportement contradictoire, certaines victimes furent considérées avec plus d'indifférence que d'autres. À plusieurs occasions, les victimes du terrorisme ne furent pas considérées comme des individus ayant des droits, mais plutôt comme des membres d'une des catégories discréditées par la société. En ce sens, le fait que l'assassinat du militant de l'ETA-m Joseba Arregui, victime de tortures dans un commissariat de police en 1981, ait suscité la réprobation de 85 % des Basques, soit beaucoup plus que les nombreux assassinats de membres des FSE commis à cette époque par l'ETA (65 %) ou que celui de José María Ryan (68 %, fig. 14), ingénieur en chef de la centrale nucléaire de Lemoniz, victime de l'ETA (Llera, 1994 : 108 et 109) est révélateur. Ce dernier meurtre eut lieu une semaine avant celui d'Arregui.

Quant à la réponse de la société face au terrorisme, de nombreux témoignages soulignent le sentiment de solitude, d'abandon et d'oubli des victimes. La citation suivante est peut-être un bon exemple de cette situation. Lors des funérailles du caporal Anselmo Durán Vidal, assassiné à Elgoibar en octobre 1978, l'aumônier qui officiait lors de la cérémonie déclara : « Ce jeune homme de 20 ans n'est qu'une autre victime du terrorisme, comme Jésus-Christ. Nous n'avons pas à penser à ces décès. Les larmes se tarissent et seul Dieu et la vie éternelle sont éternels » (*La Vanguardia*, 11/10/1978). Dans le même ordre d'idées, le journaliste Juanfer F. Calderín, attaché de presse du COVITE (Collectif des victimes du terrorisme du Pays basque) a récemment souligné que plusieurs instructions judiciaires sur des assassinats de l'ETA, notamment pendant la période de la transition démocratique, étaient classées alors qu'à peine quelques mois, voire un mois dans certains cas, s'étaient écoulés depuis la date de l'attentat. Enfin, la perte de plus de 50 dossiers d'assassinats terroristes en 2011, dont beaucoup concernaient des crimes commis par l'ETA pendant la transition démocratique, prouve une fois encore le laisser-aller des enquêtes judiciaires de l'époque (Calderín, 2014).

Prenons l'exemple de l'année 1979. Cette année-là, 64 attentats terroristes mortels eurent lieu. 59 étaient imputables à l'ETA et à des groupes similaires, et ils coûtèrent la vie à 80 personnes. À peine 24 % de ces attentats donnèrent lieu à une réponse dans la rue sous forme de mobilisation de protestation, un chiffre éloquent illustrant cet abandon de la société auquel nous faisons référence. Le pourcentage peut être décomposé en fonction du statut de la victime pour obtenir une image plus nuancée et complexe. Lorsque les personnes assassinées étaient des policiers, des mobilisations ne furent organisées que dans 7 % des cas (soit deux fois), pourcentage qui passe à 43 % dans le cas des militaires et à 64 % dans le cas de civils, victimes des attentats suscitant le plus de rejet. Dans ce dernier groupe, nous pouvons identifier les rassemblements de collègues de travail des victimes (centrale nucléaire de Lemoiz, groupe scolaire des Marianistes de Vitoria, usine UFESA) ou les arrêts de travail partiels de membres de la même profession (bars ou chauffeurs de taxi).

Le 31 octobre 1979, l'ETA-m assassina le garde civil Manuel Fuentes Fontán à Portugalete. De manière tout à fait exceptionnelle, une manifestation de rejet fut organisée à Portugalete, par des forces politiques et syndicales telles que le PSE-PSOE (Parti socialiste basque — Parti socialiste ouvrier espagnol), le PCE-EPK (Parti communiste basque), les CCOO et l'UGT (Union générale des travailleurs). La manifestation prit fin avec le chant de *L'Internationale*. En face, des groupes de contre-manifestants acclamaient l'ETA et criaient des slogans en faveur de la « lutte armée ». Cet événement est éloquent à plusieurs égards. Tout d'abord, il montre la spontanéité et l'absence de ritualisation entourant les mobilisations pour les victimes du terrorisme de l'ETA, qui contrastent avec ce qui se produisait pendant la dictature de Franco où, comme dans toute dictature, les slogans et les rassemblements de masse étaient clairement définis par le sommet de l'État. Comme nous l'avons vu, l'absence de mobilisation n'était pas rare à cette époque et, lorsqu'il y en avait une, le symbolisme présent prenait des formes variées et même contradictoires, du chant d'un hymne lié au mouvement ouvrier, comme dans le cas de *L'Internationale*, à des manifestations d'apologie de la violence autoritaire et de nostalgie du franquisme.

Ensuite, le caractère exceptionnel de la manifestation qui suivit l'assassinat de ce garde civil contraste avec les évènements de la phase précédente de la dictature, lorsque les agents des FSE victimes du terrorisme étaient généralement accueillis par des manifestations publiques de soutien et de condamnation des crimes (au Pays basque également), bien que jamais à grande échelle. Pendant la transition, presque personne ne prit publiquement parti, par le biais de manifestations, pour les policiers assassinés, principales cibles de l'escalade terroriste. En effet, ils étaient considérés par une grande partie de l'opinion publique comme les garants de la répression pendant la dictature qui venait de prendre fin et conservaient cette image. Le PCE-EPK faisait figure d'exception, avec une position engagée sur le plan éthique, mais une capacité de mobilisation limitée. À l'inverse, les victimes les plus oubliées du franquisme, les victimes civiles, furent désormais celles qui bénéficièrent d'un soutien relativement plus important, dans le cadre de la démobilisation généralisée de la société basque autour des victimes du terrorisme (fig. 11 et 12).

Enfin, les évènements entourant la mort de Fuentes Fontán sont également révélateurs de la prépondérance qu'avait acquise le nationalisme basque radical dans l'espace public, ses sympathisants s'opposant même à une marque de deuil après l'assassinat d'une personne par l'ETA.

En 1979, cinq attentats terroristes mortels furent perpétrés par des groupes d'extrême droite, faisant cinq victimes : trois militants de l'ETA et deux civils. Tous ces attentats donnèrent lieu à des manifestations de rejet, plusieurs pour chaque attentat, sous forme de grèves et de manifestations comptant des milliers de participants (fig. 13). Quatre cas (les trois militants de l'ETA-m et un civil, le conseiller municipal de HB Tomás Alba), donnèrent lieu à des expressions d'apologie du terrorisme, avec des cris en faveur de l'ETA et de la poursuite de sa « lutte armée ». Les manifestations organisées pour un jeune homme originaire d'Andoain, sans aucun lien avec la gauche *abertzale*, José Ramon Ansa, une victime des GAE, constituèrent une exception, car aucune trace d'acclamation de l'organisation terroriste ne fut constatée. C'est donc le MLNV qui ritualisait les funérailles de ses victimes (Aretxaga, 1988 et Casquete, 2009), établissant une suite d'actes de masse, parmi

Tableau 6
Année 1979. Cas d'attentats mortels ayant donné lieu à des mobilisations de protestation, selon les auteurs des assassinats.

Auteurs	Mobilisations 1979				Total attentats mortels
	Non	Oui	Non	Oui	
ETA/organisations similaires	45	14	76 %	24 %	**59**
Extrême droite	0	5	0 %	100 %	**5**
Total général	45	19	70 %	30 %	**64**

Source : réalisation personnelle.

lesquels, les manifestations qui s'achevaient par le chant *Eusko gudariak* (Combattants basques, un chant des années 30, réapproprié par la gauche *abertzale* pendant la période de transition pour faire l'éloge des membres de l'ETA, les comparant aux guerriers de la guerre civile), accompagné des slogans habituels vantant l'organisation terroriste. Ce type d'attitude n'apparut pas seulement autour des personnes tuées par le terrorisme d'extrême droite, mais aussi souvent autour des prisonniers et fugitifs de l'ETA, lors d'arrestations de commandos, de décès dans des fusillades avec les FSE ou d'explosion de bombes portées par des membres de l'ETA. Tout cela contribua à la propagation d'une « culture antirépressive » aux caractéristiques de désobéissance civile (Casquete, 2006), la gauche *abertzale* acceptant qu'une organisation violente soit l'avant-garde de son espace sociopolitique.

Il y eut en revanche des signes d'apologie de la violence autoritaire après cinq attentats mortels commis par des organisations terroristes de tendance *abertzale*, soit 8 % des attentats mortels perpétrés par l'ETA et des organisations similaires et 35 % des cas ayant donné lieu à une mobilisation. Dans quatre des cinq cas, les victimes étaient des militaires. Dans le dernier cas, il s'agissait d'un policier. C'est un exemple éloquent des tensions rétrogrades qui furent attisées par les attentats contre les militaires. Deux de ces manifestations eurent lieu à Madrid et les autres à Bilbao, La Coruña et

Tableau 7
Année 1979. Cas d'attentats mortels ayant donné lieu à des mobilisations de protestation, selon le statut des victimes.

Statut	Mobilisations 1979				Total
	Non	Oui	Non	Oui	
Militaires	3	4	43 %	57 %	**7**
Policiers	26	2	93 %	7 %	**28**
Civils v. ETA	16	9	64 %	36 %	**25**
Civils v. ED	0	2	0 %	100 %	**2**
Terroristes	0	3	0 %	100 %	**3**

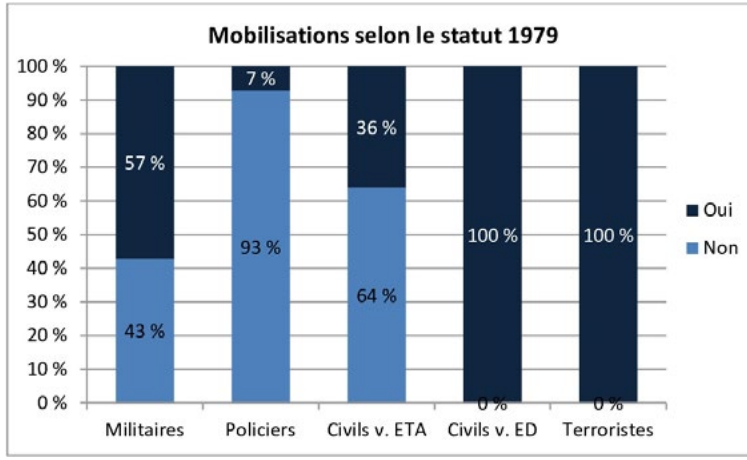
Source : réalisation personnelle. Civils v. ETA : civils victimes de l'ETA et d'organisations similaires. Civils v. ED : civils victimes du terrorisme d'extrême droite.

Pampelune. Des slogans tels que « L'armée au pouvoir » et « Une Espagne unie, grande et libre » et des acclamations pour Franco furent entendus, le *Cara al sol* fut chanté et des saluts fascistes furent réalisés. Cela provenait cependant de groupes d'extrême droite, et non de l'ensemble des participants. Comme nous pouvons le constater, des signes d'adhésion au franquisme ou aux solutions autoritaires contre l'ETA étaient encore présents chez des groupes d'extrémistes qui essayaient de monopoliser le deuil après certains meurtres commis par cette organisation.

D'autre part, les données suivantes sont également éloquentes. Certaines des manifestations ayant suivi les attentats de l'ETA étaient de faible ampleur, comme celles convoquées par le PCE-EPK en 1978 ou celles de certains collègues de travail des victimes en 1979, date que nous avons utilisée comme échantillon. Cette année-là, les seules mobilisations massives consécutives à des attentats terroristes furent celles convoquées par la gauche *abertzale* dont l'objectif, comme nous l'avons vu, n'était pas tant de protester contre le terrorisme adverse que de faire l'éloge du terrorisme perpétré en son propre nom, honorant à la fois une victime et l'organisation à laquelle elle avait appartenu.

Face aux victimes du terrorisme, les institutions démocratiques restèrent surtout silencieuses. S'il était fréquent que des représentants publics des administrations assistent aux funérailles des victimes,

Graphique 3
Année 1979. Pourcentage d'attentats ayant donné lieu à des mobilisations de protestation, selon le statut des victimes.



Source : réalisation personnelle.

ceux-ci n'étaient pas des personnalités de premier ordre. Au-delà de ce geste d'accompagnement cérémoniel, et contrairement à ce qui était le cas pour les victimes du terrorisme d'extrême droite, il n'y eut pas de travail de mémoire pour les victimes de l'ETA. Ces dernières n'avaient pas de voix publique, et étaient condamnées à la « mort sociale » une fois leurs funérailles passées (Mulkay, 1993). La fondation de l'AVT, l'Association des Victimes du Terrorisme, remonte au début des années 80, quand plusieurs centaines de personnes avaient déjà été tuées.

Du point de vue des partis politiques, il convient de mentionner la manifestation convoquée par le PNV en 1978 avec pour slogan « Pour un Pays basque libre et en paix » qui fut soutenue par le PSE-PSOE, le PCE-EPK et d'autres forces politiques et syndicales. Le fait que la présence de l'UCD ait fait l'objet d'un veto de la part des organisateurs et que l'appel ne fasse pas expressément allusion à l'ETA ou au terrorisme est éloquent. En d'autres termes, le terrorisme et ses effets à différents niveaux étaient devenus un acteur et un

élément *de facto* de la vie politique. En même temps, l'ambiguïté des allusions à ce phénomène retarda une disgrâce spécifique de l'ETA, en dissimulant les dénonciations dans une proclamation générique contre la violence ou contre les violences conflictuelles de l'ETA et de l'État, dont la nature semblait ainsi, à toutes fins utiles, liée. Pour autant que nous le sachions, la première manifestation organisée par le Gouvernement basque dont la banderole principale faisait explicitement référence à l'ETA (« Avec le peuple, contre l'ETA ») est celle qui eut lieu après l'assassinat du capitaine Alberto Martín Barrios en octobre 1983 (fig. 18).

Du côté de la société civile, il convient de rappeler le manifeste *Il est encore temps*, signé en 1980 par une trentaine d'artistes et d'intellectuels de premier plan aux idées politiques différentes, parmi lesquels José Miguel de Barandiarán, Koldo Mitxelena, Julio Caro Baroja, Agustín Ibarrola, Eduardo Chillida, Néstor Basterretxea, Xabier Lete, José Ramon Recalde et Gabriel Celaya, qui, sans citer expressément l'ETA, contenait des déclarations catégoriques contre la violence qui « naît et se niche parmi nous, la seule violence qui peut nous transformer en bourreaux sans cœur, en complices lâches ou en dissimulateurs serviles » (*El Correo*, 27/05/1980 et Juliá, 2014 : 595-597). Comme ils l'avaient prévu, les promoteurs de cette initiative furent vilipendés par des personnes proches du nationalisme basque radical[3].

L'impact politique du terrorisme de l'ETA pendant la transition dépassa ce que nous avons décrit jusqu'à présent. En assassinant des commandants de haut rang de l'armée, l'ETA, qui voulait montrer que rien n'avait changé en Espagne depuis l'époque de Franco, encouragea le conservatisme rétrograde au sein des Forces armées. Cela culmina lors de la tentative de coup d'État du 23 février 1981, menée par des militaires et des policiers nostalgiques de la dictature. La démocratie résista au coup d'État et se consolida, notamment avec le développement de l'autonomie basque. Mais le soulèvement, ainsi

3 Une réponse critique à cette « indignité capitale » fut celle du dramaturge Alfonso Sastre, qui les qualifia, entre autres, d'« intellectuels de cour » : http://www.sastre-forest.com/sastree/pdf/cartaa33.pdf (dernier accès : 24/01/2025).

que l'activité même de l'ETA, témoignèrent de la difficulté de délégitimer la violence arbitraire comme forme d'intervention dans la politique, preuve de la persistance du prétorianisme dans des cultures politiques opposées et extrêmes.

Le PCE-EPK, l'un des premiers à appeler à manifester publiquement contre le terrorisme après les attentats meurtriers (Fernández Soldevilla et López Romo, 2012 : 219), que ce soit contre la police ou des civils, fit figure d'exception à une époque de démobilisation importante et dut faire face à une résistance interne de la part des militants qui avaient du mal à défendre dans la rue les FSE qui, jusqu'à récemment, les avaient réprimés. Le PCE-EPK défendit sa position tant sur le plan moral, par lassitude des assassinats, que sur le plan politique, par la nécessité de défendre une démocratie durement acquise (Ibáñez et Pérez, 2005).

Le refus de l'ETA de déposer les armes, ainsi que la pression des secteurs de droite qui interprétaient la mesure comme une capitulation, retardèrent le décret d'amnistie générale qui incluait les personnes purgeant des peines pour des assassinats terroristes. Cette amnistie survint à l'automne 1977. Plusieurs événements ayant contribué à la détérioration du climat social avaient alors déjà eu lieu. Pendant la semaine pro-amnistie de mai 1977, plusieurs manifestants et habitants furent tués par des agents des FSE et des agents incontrôlés. Les meurtres commis par l'ETA avant et après l'amnistie (Unzueta, 1996) montrèrent sa réticence à respecter la décision prise aux Cortes par la grande majorité des députés à l'exception notable des représentants de l'AP et, à l'opposé de l'échiquier politique, du seul représentant de l'EE (Unzueta, 1996). Cette loi fut adoptée dans le but de renforcer la réconciliation, eu égard aux conséquences de la guerre civile, et de réduire les tensions dans les rues du Pays basque (Aguilar, 1996 : 266 et suivants ; Molinero, 2007)[4]. Les bénéficiaires de la loi étaient, avant tout, des prisonniers de l'ETA (Juliá, 2010), outre le fait qu'elle garantissait également l'impunité

4 À cet égard, voir également l'article suivant de Santos Juliá : https://www.tendencias21.es/espana/Las-dos-amnistias-de-la-transicion_a13.html (dernier accès : 23/01/2025).

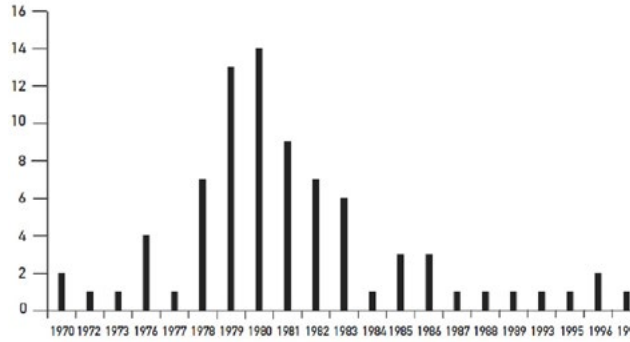
des crimes commis par les fonctionnaires du régime franquiste pendant toute la durée de la dictature.

L'ETA ne tint pas compte de cette amnistie et poursuivit ses actions terroristes. L'une des actions qui eut le plus grand impact social fut la pratique des enlèvements. Si, durant le franquisme, l'ETA avait enlevé quatre personnes, entre 1976 et 1981, ses différentes branches en enlevèrent 48 personnes pendant la transition démocratique. Entre 1982 et sa « cessation définitive » de la violence, l'ETA commit 28 autres enlèvements, ce qui démontre une fois de plus l'intensité du défi terroriste, concentré pendant les six années fondamentales du processus de démocratisation.

Parmi les 48 personnes enlevées par l'ETA et des organisations similaires pendant la période de transition, trois profils principaux peuvent être établis. Tout d'abord, les personnes accusées de dissidence politique, parmi lesquelles se trouvaient à la fois des responsables et des sympathisants de partis qui se distinguaient par leurs prises de position contre l'ETA et des personnes accusées d'« espagnolisme ». Il s'agissait aussi bien de personnes signalées pour leurs prétendues opinions de droite que du leader du PCE-EPK, Roberto Lertxundi, qui fut pris en otage et interrogé en raison de la position combative de son parti contre le terrorisme. L'objectif était dans ce cas de faire taire les ennemis idéologiques. C'est dans ce groupe de personnes enlevées qu'on trouve le pourcentage le plus élevé d'issues fatales. C'est ainsi qu'en 1980, Alfredo Ramos, Mario González et le dirigeant de l'UCD en Alava, José Ignacio Ustaran, furent assassinés, le premier par l'ETA-m et les deux autres par les polimilis.

Le deuxième profil est celui des enlèvements rapides de chefs d'entreprise dans le cadre de conflits du travail. Dans le style des actions des Tupamaros uruguayens et des Brigades rouges italiennes, ces otages étaient généralement libérés après avoir été intimidés d'une balle dans le genou. Les attaques étaient généralement menées par des polimilis. L'objectif était d'intimider les victimes afin qu'elles cèdent aux exigences que les terroristes avaient comptaient formuler. Il convient de noter que les seules personnes assassinées pour des raisons de conflit du travail entre 1968 et 2010 furent Luis Hergueta, directeur de l'usine Michelin de Vitoria, crime revendiqué par l'ETA-pm en 1980, et José María Latiegui, directeur de l'usine

Graphique 4
Nombre annuel d'enlèvements commis par l'ETA et des organisations similaires.



Source : archives de l'équipe Euskobarometro, AEE. Les personnes « retenues », par exemple pour voler leur voiture, ne sont pas comptabilisées. Les seules personnes comptabilisées sont celles qui furent enlevées pour les raisons suivantes : extorsion économique et pressions pour obtenir des revendications politiques, sociales ou syndicales.

Moulinex d'Usurbil, abattu par les Commandos autonomes anticapitalistes en 1981.

Le troisième profil est celui des enlèvements plus longs de chefs d'entreprise retenus contre rançon. L'effet d'effroi recherché était le même que dans le cas précédent. Plusieurs des personnes enlevées pour cette raison furent tuées, les terroristes estimant que leurs exigences financières n'avaient pas été satisfaites. Le premier à subir ce sort fut le sympathisant nationaliste basque Ángel Berazadi (fig. 7), dont la mort en mars 1976 provoqua la plus forte réaction publique du PNV contre l'ETA jusque-là (de Pablo, Mees et Rodríguez Ranz, 2001 : 332 et Pérez-Nievas, 2002). Dans des circonstances similaires, les commandos Bereziak tuèrent Javier Ybarra, homme d'affaires et maire de Bilbao sous le régime franquiste en mai 1977 après plus d'un mois de captivité.

Parallèlement à l'augmentation des enlèvements, l'ETA intensifia l'extorsion des chefs d'entreprise, appelée par euphémisme « impôt révolutionnaire », ainsi que les vols pendant la transition afin de

se financer. La campagne d'attaques contre les lieux d'intérêt touristique, qui débuta en 1979, visait à porter atteinte à un secteur clé de l'économie espagnole afin d'exercer une pression sur le gouvernement. Toutes ces activités (enlèvements, extorsions, hold-up et attaques contre le tourisme et d'autres secteurs d'activité), en plus d'avoir un effet psychologique en répandant la peur, eurent également un fort impact économique. Entre 1973 et 1997, les enlèvements rapportèrent entre 6,5 et 7 milliards de pesetas (entre 39 et 42 millions d'euros) à l'ETA et aux organisations terroristes similaires (Domínguez, 1998 : 139). Selon des recherches menées par le juge Carlos Bueren, l'extorsion, utilisée de façon systématique à partir de 1975, avait rapporté 1 163 millions de pesetas (environ sept millions d'euros) à l'ETA entre cette date et 1986 (Domínguez, 1998 : 141).

En termes d'impact économique, il convient de souligner, pour la période de transition, la campagne lancée par l'ETA contre les actifs d'Iberduero, la compagnie électrique à l'origine de la centrale nucléaire de Lemoiz. Les bombes de l'organisation détruisirent des dizaines de pylônes à haute tension, de centrales et de sous-stations électriques, de locaux et de véhicules appartenant à la compagnie d'électricité (Domínguez, 1998 : 252 et López Romo, 2012). L'ETA s'était érigée en porte-drapeau d'une cause, la cause antinucléaire, qui bénéficiait déjà d'un grand soutien populaire, ce qui lui permit de conserver une certaine image de combattant des causes justes à une époque où la mystique de l'antifranquisme s'effaçait et où le recours à la violence commençait à perdre du soutien.

Malgré toutes ces actions terroristes et antidémocratiques, l'image d'une ETA antifranquiste persista pendant la transition démocratique. Son activité pendant la dictature lui avait tout de même conféré un statut épique qui se manifesta de différentes manières. Par exemple, certains films de l'époque, comme ceux d'Imanol Uribe (1979, 1981) ou de Gillo Pontecorvo (1979), dépeignirent des « actes » de membres de l'ETA, comme l'évasion de la prison de Segovia ou l'attaque de Carrero Blanco.

En maintenant son engagement vis-à-vis de la violence dans de nouvelles circonstances, l'ETA réussit à radicaliser une partie du sentiment nationaliste basque. Elle renforça autour d'elle une culture

politique mobilisée autour d'émotions telles que la nostalgie d'un âge d'or perdu par les Basques nécessitant une rédemption par la violence (Muro, 2005), nourrie par le ressentiment envers l'« autre » (Caro Baroja, 2003 : 135) et par « une catégorisation systématique entre "ami" et "ennemi" » (Bullain, 2011 : 24) et, à terme, prête à comprendre l'assassinat de ce dernier, ainsi que le martyre des siens, sur la base de l'idée d'inéluctabilité. Cette culture politique, après avoir pris racine pendant les dernières années de la dictature de Franco, fit un bond dans l'espace public pendant la transition. Selon Izaskun Sáez de la Fuente, le MLNV devint alors une « religion de substitution », avec la patrie, élevée aux honneurs des autels, au centre de sa vision du monde (Sáez de la Fuente, 2002). Sa branche terroriste atteignit une capacité létale élevée. Sa branche civile obtint une grande capacité de mobilisation et de très bons résultats électoraux qui démontrèrent l'existence d'un corps social prêt à tolérer et à soutenir la violence de l'ETA, ce qui jeta les bases de sa poursuite pendant la période suivante de consolidation démocratique.

Tableau 8
Attentats de l'ETA et kale borroka (violence de rue) dans les différentes campagnes contre les entreprises.

Campagne	Années	Nombre d'attentats
Conflits de travail	1964-1984	19
Lemoiz	1977-1984	300
Autoroute de Leitzaran	1989-1992	18 de l'ETA, 200 kale borroka
Intérêts français	1979-1992	320
Tourisme	1979-2009	225
Kale borroka	1991-2013	5 113 attaques contre des entreprises

Source : Domínguez, 1998, et communication du même auteur lors d'un séminaire du centre d'éthique appliquée de l'université de Deusto sur l'extorsion économique (Vitoria, 25/11/2014).

Chapitre 3
Les effets du terrorisme pendant la période de consolidation de la démocratie (1982-1994)

La construction de l'autonomie basque fut marquée par un contexte de violence. Le développement des compétences en matière de santé, d'éducation, de transports, de culture, de sécurité et d'ordre public par le PNV alors hégémonique, qui partagea pendant dix longues années (1987-1998) les responsabilités gouvernementales avec le PSE, eut toujours lieu dans l'ombre du terrorisme (Rivera, 2007 et Ugarte, 2009). Ce phénomène n'affecta en rien le niveau de compétence du Pays basque par rapport aux autres communautés espagnoles, comme le montre le fait que la Catalogne, dont l'histoire récente fut également marquée par le terrorisme et qui dispose d'une capacité d'autonomie similaire. La seule exception est la fiscalité des territoires basques navarrais, qui remonte aux accords économiques du dernier tiers du XIXe siècle, plus de quatre-vingts ans avant la création de l'ETA.

Le terrorisme fut au contraire un facteur déterminant dans la prévention de la mise en service de la centrale nucléaire de Lemoniz, projet soutenu par les partis rassemblant la majorité des députés du Parlement basque. Les assassinats des ingénieurs en chef successifs du projet, José María Ryan en 1981 et Ángel Pascual en 1982, ainsi que les lettres de menaces reçues par le reste des techniciens d'Iberduero et signées par l'ETA, semèrent la terreur parmi ces derniers, contribuant à la paralysie d'une infrastructure fortement rejetée par la population et qui avait même été boycottée de l'intérieur par les travailleurs contractuels. Le mouvement antinucléaire, l'un des plus importants de l'époque, fut secoué par la décision de l'ETA de

défendre sa cause. Certaines personnes manifestèrent contre Lemoniz et firent ensuite de même pour protester contre les assassinats de Ryan et Pascual (fig. 17). Cependant, au-delà des critiques individuelles, et c'est significatif à l'époque, les organisations du mouvement antinucléaire ne critiquèrent pas publiquement et collectivement l'ETA (López Romo, 2011 : 245).

Des années plus tard, la pression de l'ETA réussit également à stopper le projet d'autoroute Pampelune-Saint-Sébastien approuvé par les institutions. Lemoniz et Leitzaran furent présentées par l'ETA comme des victoires de la violence politique. Le fait qu'il existait des mouvements réclamant par des moyens pacifiques la même chose que ce que l'organisation poursuivait en recourant au terrorisme ne doit pas occulter le fait que l'ETA fut, dans les deux cas, un facteur majeur dans les décisions qui furent finalement adoptées.

Les institutions démocratiques se fixèrent cependant entre 1982 et 1994, laissant derrière elles les périodes les plus turbulentes de la transition. Elles continuèrent d'être confrontées à de graves problèmes d'ordre public (et, comme nous le verrons, le terrorisme fut le plus important d'entre eux), mais il n'y eut plus de tentative de coup d'État comme celle du 23 février 1981.

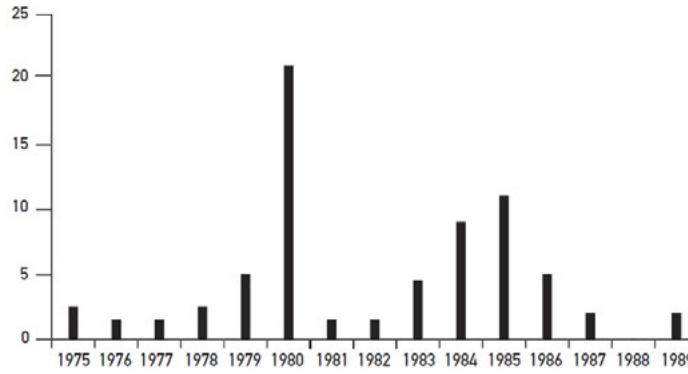
Les différentes organisations terroristes firent 118 morts en 1980, 33 en 1981, 41 en 1982 et 45 en 1983. Le nombre de décès dus au terrorisme a donc diminué depuis 1981, bien qu'il soit resté à des niveaux très élevés et ait eu, comme nous le verrons, un impact important sur le système politique de la toute jeune démocratie. La plupart des crimes furent imputables, une fois de plus, à l'ETA-m, qui continuait à bénéficier d'un soutien social considérable. À partir de 1982, ce fut la seule ETA existante, étant donné la décision de la branche « polimilis » d'abandonner la violence et de réintégrer la société, un processus complexe et non dénué de dissidences internes qui s'acheva en 1985. Le fait que ce processus ait été facilité par des mesures exceptionnelles de grâce pour les membres de l'ETA-pm (une amnistie déguisée après un processus à la légalité douteuse), sans qu'ils ne rendent leurs armes et sans prendre en compte les victimes du terrorisme, qui continuaient à manquer de présence sociale et de capacité d'influence politique est également représentatif de l'époque (Fernández Soldevilla, 2013a : 253-259).

Comme nous l'avons dit, les institutions de la Communauté autonome du Pays basque, développèrent leurs nouvelles compétences, mais toute la société ne devint pas démocratique en même temps. Une partie de la population ne prenait position contre le terrorisme que lorsqu'il était perpétré par « l'ennemi ». Après son ascension pendant la transition, HB conserva un fort soutien électoral pendant les années 80, qui déclina à la fin de cette décennie et, surtout, au début des années 90. Alors que le terrorisme de l'ETA était accepté par ce secteur de la société lui-même en déclin à la fin de la période, d'autres formes de terrorisme, notamment celui des GAL, suscitèrent un rejet généralisé dans la société basque. En 1996, 82,7 % des Basques étaient favorables à l'incarcération des responsables des GAL, tandis que 3,6 % des personnes interrogées étaient contre cette mesure (Euskobarometro, 1996).

Le terrorisme d'extrême droite et parapolicier auquel, comme nous l'avons dit, nous pouvons attribuer des meurtres à partir de 1975 et qui resta actif tout au long de la transition, fut reconfiguré au cours de cette nouvelle période. Après deux années (1981 et 1982) durant lesquelles deux assassinats peuvent lui être attribué, son activité se multiplia sous un nouvel acronyme : les GAL (fig. 21). Derrière ce groupe se trouvaient certains des responsables de la politique antiterroriste qui basculèrent dans l'illégalité, se mettant ainsi au niveau du terrorisme qu'ils combattaient. Parmi les dirigeants de l'organisation figuraient des personnalités politiques socialistes de premier rang (des gouverneurs civils de Biscaye et du Guipuscoa au ministre de l'Intérieur lui-même, José Barrionuevo, qui exerça cette fonction entre 1982 et 1988, en passant par Rafael Vera, directeur de la sécurité de l'État) et des membres des FSE, dont le commandant de la Garde civile, Enrique Rodríguez Galindo qui dirigeait le commandement n° 513 du Guipuscoa. Au début des années 80 et dans le sillage de sa politique pendant l'ère franquiste, la France était encore un refuge pour de nombreux fugitifs de l'ETA, ainsi que pour ses dirigeants. C'est là que les GAL concentrèrent leur activité criminelle, sous forme d'enlèvements et d'assassinats, en essayant d'obliger la politique française à changer vis-à-vis du terrorisme de l'ETA.

Les auteurs des attentats étaient des mercenaires payés avec des fonds réservés du Gouvernement espagnol, ainsi qu'un certain

Graphique 5
Nombre de décès dus à des organisations terroristes d'extrême droite et parapolicières, par an.



Source : réalisation personnelle.

nombre de policiers et de gardes civils cherchant à se venger en toute illégalité dans un climat de pression contre les FSE au Pays basque. Les effets des GAL finirent par se retourner contre leurs instigateurs et nuisirent gravement à la lutte contre le terrorisme de l'ETA, remettant en cause l'État et ses institutions. Au-delà du fait de répandre la peur dans les cercles des militants de la gauche *abertzale* en fuite au Pays basque français, les responsabilités des instigateurs de la « guerre sale » dans les hautes sphères de l'État et le manque de volonté politique d'enquêter en profondeur et de punir sévèrement ces pratiques minèrent non seulement le PSOE, qui était au le Gouvernement espagnol pendant cette période, mais la démocratie dans son ensemble, dont l'image fut gravement endommagée (Woodworth, 2002).

L'existence des GAL donna des arguments à la gauche *abertzale* pour soutenir que rien n'avait changé en Espagne et que la violence de l'ETA était une réaction défensive aux agressions des autres. Les GAL atteignirent leur apogée en 1984 et 1985, quand ils tuèrent

respectivement neuf et onze personnes. Parmi elles se trouvaient des militants de l'ETA et des civils sans lien avec des organisations terroristes, victimes « collatérales » ou cibles erronées. En résumé, en plus d'être condamnables d'un point de vue moral, les GAL furent contre-productifs au niveau politique en renforçant le discours nationaliste radical et en entravant l'unité des partis démocratiques contre le terrorisme. Cette unité fut réalisée en janvier 1988, avec la signature du pacte d'Ajuria Enea (Accord de normalisation et de pacification du Pays basque). Quelques mois auparavant, les GAL avaient commis leur dernier assassinat, celui de Juan Carlos García Goena, un jeune antimilitariste sans lien avec l'ETA.

Le texte du pacte d'Ajuria Enea comportait une mention explicite à la défense de l'État de droit « dans le plus strict respect de la légalité » et rappelait également une résolution approuvée à l'unanimité par le Parlement basque en 1985, affirmant l'absence de légitimité des partisans de la violence pour incarner la volonté des Basques, dont la meilleure expression était les institutions qui existaient déjà. À l'exception de HB, le pacte fut signé par toutes les forces politiques représentées au Parlement basque (PNV, PSE, EA, EE, AP et CDS), dirigé par le *lehendakari* (chef du gouvernement basque) José Antonio Ardanza, membre du PNV. Le pacte appelait notamment le Gouvernement basque à mener « toute action politique et sociale contre la violence en vue de parvenir à la paix ». Il laissait également la porte ouverte à la réintégration des terroristes qui décideraient de déposer les armes et de soutenir la fin de la violence par le dialogue, « en respectant à tout moment le principe démocratique inaliénable selon lequel les questions politiques ne doivent être résolues que par les représentants légitimes de la volonté populaire »[1].

En 1996, près d'une décennie après l'approbation du pacte d'Ajuria Enea, l'opinion publique basque était divisée quant à sa pertinence. 34 % des Basques pensaient qu'il avait été très ou assez positif, 31,8 % qu'il avait été peu ou pas du tout positif et 17,5 %, qu'il n'avait pas eu beaucoup d'incidence. À la question de savoir si

1 http://especiales.diariosur.es/2006/eta/pdf/1892/AJURIA_ENEA.pdf (dernier accès : 23/01/2025).

le pacte d'Ajuria Enea devait continuer, la balance penchait cependant clairement en faveur du oui (56 % du total, cette option étant majoritaire parmi les personnes de toutes les identités nationales), contre 10,2 % des personnes qui demandaient sa dissolution et un pourcentage élevé d'entre elles (26,2 %) qui avouaient ne pas avoir d'avis (Euskobarometro, 1996).

En avril 1987, le Comité de coordination Gesto por la Paz du Pays basque fut officialisé sur la base de divers groupes qui avaient émergé au cours des années précédentes. Il s'agissait d'une initiative issue de la société civile basque et, à l'origine, particulièrement encouragée par les chrétiens de base et des militants de partis tels qu'EE. Elle visait à dynamiser le rejet public des attentats meurtriers au moyen de rassemblements silencieux (des « gestes ») à différents endroits habituels des régions basque et navarraise. Le premier de ces gestes avait eu lieu en novembre 1985 à Bilbao, après le double meurtre de Rafael Melchor García et de José Manuel Ibarzábal Duque à Saint-Sébastien[2]. Ce fut une façon de descendre dans la rue et de dénoncer le terrorisme, non plus seulement par des manifestations ponctuelles après des attentats spécifiques ayant un impact social singulier, mais après chaque assassinat.

Des années plus tard, en 1992, Elkarri apparut comme une plateforme de citoyens visant à promouvoir, (par le biais d'ateliers, de mobilisations, etc.) un dialogue permettant de mettre fin à la violence, en partant du principe de l'existence d'un « conflit basque » aux racines politiques. Dirigée par Jonan Fernández, ancien conseiller municipal HB de Tolosa, Elkarri, avec d'autres forces politiques et syndicales du nationalisme basque, fut l'un des signataires du pacte d'Estella, qui cherchait à trouver une issue à la violence tout en exigeant la souveraineté du Pays basque. Elkarri resta active jusqu'en 2006, date à laquelle elle fut transformée en une nouvelle organisation : Lokarri.

Les pacifistes, notamment ceux de Gesto por la Paz, subirent de nombreuses attaques verbales et physiques de la part de sympathisants

2 http://www.gesto.org/es/que-fue-gesto-por-la-paz/historia/nace-gesto/primer-gesto.html (dernier accès : 23/01/2025).

nationalistes basques radicaux. La campagne entreprise par Gesto por la Paz pour exiger la libération des personnes enlevées par l'ETA, Julio Iglesias Zamora (fig. 26), José María Aldaia, Cosme Delclaux et José Antonio Ortega Lara, fut particulièrement pertinente et est restée dans les mémoires à travers le symbole qui la caractérisait : le ruban bleu (fig. 28) (Funes, 1998 ; Gómez, 2013 ; Bilbao, Merino et Sáez de la Fuente, 2013 ; Alonso et Casquete, 2014 ; Etxaniz, 2014).

Gesto por la Paz est l'un des exemples les plus clairs de la réaction progressive de la population face à un terrorisme dont le nombre de victimes ne faisait qu'augmenter. En juillet 1986, l'ETA assassina douze gardes civils au moyen d'une voiture piégée sur la Plaza de la República Dominicana à Madrid (fig. 23). En septembre de la même année, l'ETA tua María Dolores González Katarain, alias « Yoyes » (fig. 24 et 25), une ancienne dirigeante de l'ETA qui avait été réintégrée dans la société, un acte qui généra de nombreuses manifestations publiques de protestation. En juin 1987, une voiture piégée placée dans le centre commercial Hipercor de Barcelone tua 21 personnes dans ce qui fut l'attentat le plus sanglant de l'histoire de l'ETA (fig. 26). Une autre voiture piégée de l'ETA contre la caserne de la Garde civile de Saragosse fit onze morts en décembre de la même année, dont cinq enfants.

L'impact de ces attentats sur l'opinion publique fut différent de celui des années précédentes. Contrairement aux années de la transition vers la démocratie, il existait désormais une organisation qui, par le biais de mobilisations continues, canalisait le mécontentement croissant de la population à l'égard du terrorisme. HB atteignit son pic électoral lors des élections européennes de 1987, organisées quelques jours avant l'attaque d'Hipercor. Il obtint 360 952 voix en Espagne, dont 210 430 au Pays basque (19,6 % des voix exprimées dans la Communauté autonome basque), ce qui en fit pour la première fois la première force politique de cette communauté autonome, avec 2 000 voix d'avance sur le PNV. En Navarre, la coalition radicale se hissa à la troisième place grâce à la confiance de 40 523 électeurs (14,38 %). Elle obtint presque autant de voix en Catalogne que dans la Communauté autonome de Navarre. Cependant, l'attentat de l'Hipercor et d'autres attentats aveugles, comme celui contre la caserne de Saragosse, eurent des conséquences sur la

sociologie électorale. Lors des élections pour le Parlement européen suivantes, celles de juin 1989, HB tomba à 15 427 voix en Catalogne et à 269 094 voix en Espagne, soit près de 100 000 voix de moins que deux ans auparavant[3]. Les données du Pays basque démontrèrent cependant l'existence d'un noyau stable de sympathisants, insensibles aux attentats tels que ceux mentionnés ci-dessus. Il persistait chez eux un « sentiment communautaire intense » qui, après avoir pris racine à la fin de la période franquiste et pendant la transition (Elorza, 2000 : 25), aboutit dans les phases ultérieures, selon Alfonso Pérez-Agote, au maintien de l'autoréférentialité de ce secteur social en termes de légitimation de la violence (Pérez-Agote, 2008 : 226). En 1989, HB obtint 12,38 % de voix de moins qu'en 1987 dans la Communauté autonome basque (22,23 % de moins en Navarre), tandis qu'en Catalogne, la chute était de 62 %.

Du point de vue de la réponse au terrorisme, la période entre 1982 et 1994 fut une étape intermédiaire, au cours de laquelle l'ETA ne bénéficia pas d'autant de soutien que pendant la transition démocratique, et ne souffrit pas d'autant de rejet que par la suite, de nombreux attentats restant par exemple sans réponse publique organisée (fig. 22 et tableau 9). De même, les institutions n'envoyèrent pas toujours de représentants aux funérailles des victimes du terrorisme, ce qui fut critiqué par leurs rivaux politiques. Prenons un exemple concret. Le socialiste Ramón Jáuregui, délégué du Gouvernement espagnol au Pays basque, regretta qu'aucun membre du Gouvernement basque n'ait assisté à la messe de novembre 1984 pour Juan Sánchez Sierro, accusé par l'ETA d'être un informateur de la police (*Egin*, 10/11/1984).

En d'autres occasions, les autorités tentèrent de donner un sentiment de normalité et de continuité apparentes. Les déclarations du colonel du régiment de Garellano (Bilbao) Mariano Fernández lors des funérailles de trois personnes assassinées à Galdakao en 1984 (Juan Enríquez Criado, Francisco Javier Fernández Lajusticia et Luis Alberto Asensio Pereda) vont dans le même sens : « Demain, le

3 https://infoelectoral.interior.gob.es/opencms/es/elecciones-celebradas/resultados-electorales/ (dernier accès : 24/01/2025).

vide laissé par le lieutenant Enríquez, le sous-lieutenant Fernández et l'employé Asensio sera comblé par d'autres soldats et nous continuerons notre chemin jour après jour. Permettez-moi de dire ici, pour que toute l'Espagne l'entende, qu'il n'y a rien de nouveau à Garellano » (*Egin*, 09/12/1984).

Examinons plus en détail les données de 1984 et 1992 concernant les mobilisations sociales générées par les attentats terroristes mortels. En 1984, 36 attentats de ce type eurent lieu et l'ETA et d'autres organisations similaires tuèrent 33 personnes. Dans trois de ces cas, toujours après des attaques ayant coûté la vie à des militaires, on observa des manifestations d'apologie de la violence autoritaire, avec des cris en faveur de Franco et du lieutenant-colonel de la Garde civile Antonio Tejero Molina (la figure la plus connue du coup d'État de 1981) ou « GAL, tuez-les », deux à Pampelune et une à Madrid.

Les tableaux suivants concernent l'année 1984, pour laquelle il convient de noter que 82 % des attentats mortels de l'ETA et des organisations similaires ne reçurent pas de réponse sous forme de mobilisation de la population. Les données de 1992 ne sont pas incluses dans les tableaux, car leur représentation graphique n'est pas si intéressante : cette année-là, il y eut des mobilisations de protestation après tous les attentats mortels, quel que soit le statut de la victime ou le lieu où du crime.

Tableau 9

Année 1984. Cas d'attentats mortels ayant donné lieu à des mobilisations de protestation selon les auteurs des assassinats.

Auteurs	Mobilisations 1984				Total attentats mortels
	Non	Oui	Non	Oui	
ETA/organisations similaires	23	5	82 %	18 %	**28**
Terr. parapolicier	0	8	0 %	100 %	**8**
Total général	23	13	64 %	36 %	**36**

Source : réalisation personnelle.

Tableau 10
Année 1984. Cas d'attentats mortels ayant donné lieu à des mobilisations de protestation, selon le statut des victimes.

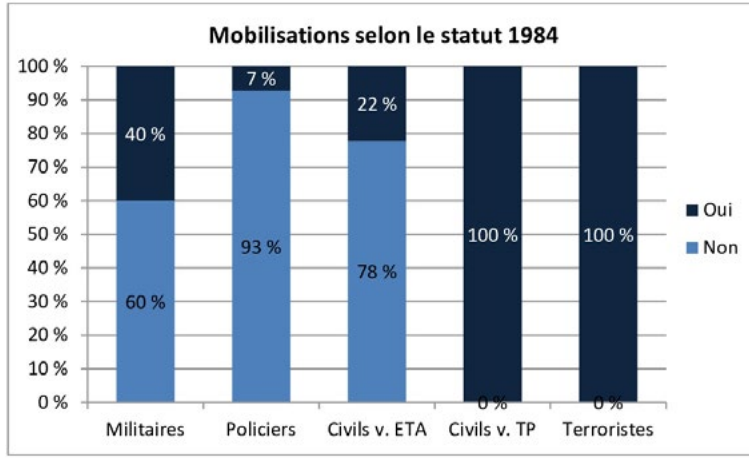
Statut	Mobilisations 1984				Total
	Non	Oui	Non	Oui	
Militaires	3	2	60 %	40 %	5
Policiers	13	1	93 %	7 %	14
Civils v. ETA	7	2	78 %	22 %	9
Civils v. TP	0	3	0 %	100 %	3
Terroristes	0	5	0 %	100 %	5

Source : réalisation personnelle. Civils v. ETA : civils victimes de l'ETA et d'organisations similaires. Civils v. TP : civils victimes du terrorisme parapolicier.

Huit des attentats mortels de 1984 furent imputables aux GAL et ils coûtèrent la vie à neuf personnes. Six d'entre elles étaient des membres de l'ETA et les autres étaient des civils : le leader de HB et maire adjoint de Bilbao, Santiago Brouard (fig. 20), et deux hommes sans lien avec la gauche *abertzale*. Tous ces attentats donnèrent lieu à des mobilisations de protestation à grande échelle, sous forme de plusieurs manifestations pour chaque attentat et, parfois, de grèves générales. En ce qui concerne les victimes liées au MLNV, c'est-à-dire les six membres de l'ETA et Santiago Brouard, des manifestations publiques d'apologie du terrorisme eurent lieu et on put entendre des slogans tels que « gora ETA militarra » (vive l'ETA militaire), « Tuez-les », en faveur de la « lutte armée » ou réclamant « plus de mitrailleuses. Ces expressions n'apparurent pas dans les mobilisations contre les meurtres de Jean-Pierre Leiva et Christian Olazcuaga, les deux civils sans lien avec le MLNV qui furent tués par les GAL cette année-là.

Ce graphique offre un aperçu de l'évolution de l'apologie de la violence arbitraire selon les auteurs et les périodes. Les démonstrations d'apologie de la violence autoritaire ou d'extrême droite dans les manifestations en faveur des victimes de l'ETA varièrent selon l'époque. Elles apparaissaient dans 67 % des cas durant le régime franquiste, 36 % des cas pendant la période de transition démocratique, tombèrent à 8 % pendant la période de consolidation

Graphique 6
Année 1984. Pourcentage d'attentats ayant donné lieu à des mobilisations de protestation, selon le statut des victimes.

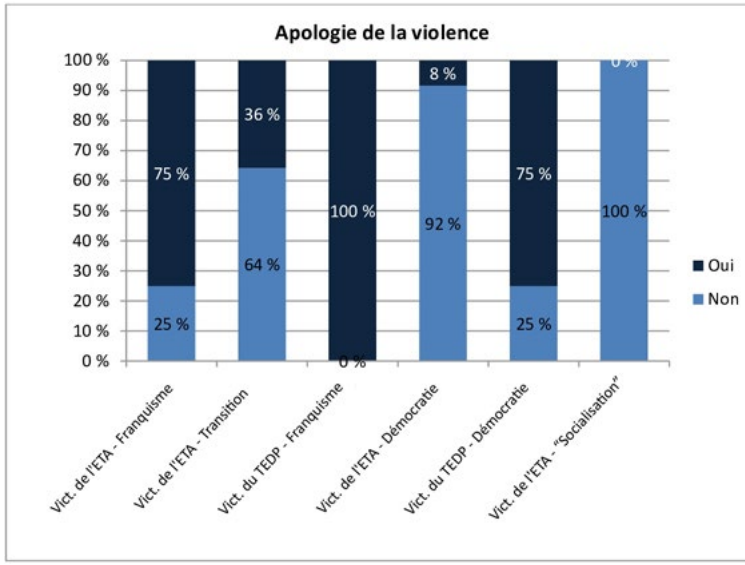


Source : réalisation personnelle.

démocratique et disparurent pendant la période de « socialisation de la souffrance ». Les manifestations contre les assassinats commis par le terrorisme intra et paraétatique générèrent des démonstrations d'apologie du terrorisme de l'ETA dans 100 % des cas pendant la transition et dans 75 % des cas pendant la période de consolidation de la démocratie. Depuis 1990, le terrorisme parapolicier n'a pas fait de victimes.

Concentrons-nous maintenant sur l'autre année choisie comme échantillon pour illustrer la période de la consolidation démocratique. 19 attentats mortels eurent lieu en 1992, tous organisés par l'ETA, tuant au total 26 personnes. Indépendamment du lieu du crime et du statut de la victime, tous ces attentats donnèrent lieu à de nombreuses manifestations de protestation et à aucun moment il ne semble y avoir eu d'apologie du terrorisme ou de la violence autoritaire. Après les attentats meurtriers, la presse rendait compte des appels de Gesto por la Paz à ses rassemblements habituels qui comptaient alors une centaine de personnes. Outre ces « gestes » répandus

Graphique 7
Pourcentage de mobilisations pour les personnes tuées par l'ETA et le terrorisme d'extrême droite et parapolicier (TEDP) lors desquelles on observa des expressions d'apologie de la violence (terroriste ou autoritaire) selon la période.



Source : réalisation personnel.

dans tout le Pays basque et en Navarre, certaines occasions, notamment les attentats commis hors du Pays basque, donnèrent également lieu à des manifestations organisées par des mairies, des partis politiques et des syndicats, ainsi que par une école de Bilbao, dont les élèves s'étaient mobilisés suite à l'assassinat du père d'un élève, policier national de profession.

Pour récapituler, les données dont nous disposons indiquent que pendant plusieurs années, la dynamique de la transition, c'est-à-dire une faible mobilisation après les attentats, se poursuivit. La situation changea à partir de 1986, grâce à Gesto por la Paz. Le rejet

existant commença à s'exprimer sous forme de campagnes soutenues dans le temps, impliquant une partie pacifiste et engagée de la société basque, et devant faire face à une forte résistance du nationalisme basque radical. Les graffitis et les slogans tels que « Aldaia, paye et tais-toi » ou « les assassins portent des rubans bleus » en sont un exemple frappant. Un autre exemple est celui des contre-mobilisations qui, sous le slogan « Euskal Herria askatu » (liberté pour le Pays basque), étaient organisées devant l'endroit où les pacifistes se rassemblaient pour demander la libération des personnes enlevées par l'ETA. Cela montrait bien de façon explicite la division existante au Pays basque concernant le terrorisme, qui agissait une fois de plus comme un facteur de polarisation de la société (fig.33 et 34).

Au-delà de la dégradation des libertés publiques qu'ils entraînèrent, les enlèvements d'Aldaia, d'Iglesias Zamora et d'autres chefs d'entreprise étaient également motivés par des raisons économiques. Non seulement en raison des extorsions et des rançons obtenues par l'ETA, parmi lesquelles l'enlèvement en 1988 de l'industriel Emiliano Revilla, libéré après 249 jours de captivité, qui alimenta les finances du groupe terroriste pendant plusieurs années (Domínguez, 1998 : 139), mais aussi en raison des moyens policiers et judiciaires mis en œuvre pour combattre ces activités et d'autres activités terroristes. Les professeurs Alberto Abadie et Javier Gardeazábal évaluèrent l'impact du terrorisme sur l'économie basque depuis la fin des années 60 à 10 % du produit intérieur brut et soulignèrent, dans ce domaine, les effets positifs de la trêve de 1999, qui furent suivis d'un nouveau déclin après sa rupture (Abadie et Gardeazábal, 2003).

Ce diagnostic coïncide avec la majorité de l'opinion publique basque. En 1996, 82 % des personnes interrogées considéraient l'influence de l'ETA sur l'économie comme très négative ou assez négative. Ceux qui la considéraient comme peu négative représentaient 7 % et ceux qui pensaient qu'elle n'avait aucune influence n'étaient plus que 5,5 %, parmi lesquels 30 % des électeurs de HB (Euskobarometro, 1996).

L'un des instruments grâce auxquels le Gouvernement basque voulut promouvoir une nouvelle politique d'ordre public fut la création de sa propre force de police, l'*Ertzaintza*. Son déploiement sur le territoire basque culmina au milieu des années 90, par un processus

au cours duquel elle remplaça progressivement les différentes forces de police (la Garde civile et la Police nationale) en assumant les fonctions liées à l'ordre public, à la sécurité publique, à la circulation, etc. tout en partageant la lutte contre le terrorisme avec ces autres Forces de sécurité. En 1996, une réponse parlementaire fut apportée à une question de José Navas Amores, membre du Congrès pour IU (Izquierda Unida, Gauche Unie), sur le nombre d'officiers de police au Pays basque. Le secrétaire d'État aux relations avec le Parlement déclara : « il est jugé prudent de maintenir les chiffres actuels afin d'assumer les responsabilités de l'État en matière de sécurité, étant donné que la menace terroriste reste malheureusement une réalité ». Les chiffres suivants furent ensuite fournis. En 1996, le Pays basque comptait 2 908 gardes civils et 1 749 agents de la Police nationale, dont respectivement 615 et 410 étaient engagés dans des tâches antiterroristes. Le reste se chargeait de la surveillance des ports, des aéroports, des côtes, des frontières et des douanes (fonction qui occupait la majorité du personnel, 28 % du total), du contrôle des armes et des explosifs (14 %), de la protection fiscale (18 %), du trafic de drogue et du traitement des cartes d'identité, ainsi que des entrées et sorties du territoire national. Par exemple, si nous comparons avec ceux qui se consacraient à la lutte contre le terrorisme, seuls 88 gardes civils et 153 policiers se consacraient à la lutte contre le trafic de drogue au Pays basque. Les chiffres de 1996 sont les seules données communiquées auxquelles nous avons eu accès (Congrès, série D, n° 34, 2/07/1996).

Malgré l'absence d'éléments de comparaison avec le nombre d'agents affectés à des tâches antiterroristes à d'autres époques ou même dans d'autres pays, la seule existence de 1 025 agents des FSE dédiés à la lutte contre l'ETA au Pays basque en 1996, sans compter ceux qui exerçaient la même fonction dans d'autres communautés autonomes comme la Navarre ou Madrid, ou ceux de la police basque, montre bien l'effort économique et logistique que l'existence du terrorisme entraîna sur une longue période de l'histoire de l'Espagne. Pour contextualiser ces données, nous avons considéré le ratio d'habitants par policier au Pays basque, dans d'autres régions (dont certaines, comme la Catalogne, possédant leur propre force de police autonome) et dans l'ensemble de l'Espagne.

Tableau 11
Nombre d'habitants par policier dans diverses communautés autonomes et dans l'ensemble de l'Espagne (2001-2013)*.

Année	Pays basque	Navarre	Catalogne	Madrid	Asturies	Ceuta	Espagne
2001	182,51	187,10	355,14	207,31	343,44	90,97	302,49
2004	186,04	198,82	376,57	235,58	362,14	97,20	333,86
2007	179,25	196,26	354,35	216,87	347,73	91,63	320,77
2010	183,14	192,24	333,73	189,34	-	-	290,34
2013	178,79	188,00	311,58	171,20	-	-	271,49

Source : réalisation personnelle.

* Pays basque : total des agents des FSE et de l'Ertzaintza.
Navarre : total des FSE et des policiers régionaux.
Catalogne : total des agents des FSE et des Mossos d'esquadra.
Espagne : total des agents des FSE et des forces de police régionales. En aucun cas, la police locale ou les membres des forces armées ne sont inclus. Pour une comparaison européenne, voir Eurostat, qui offre des données générales sur le ratio de policiers par habitant, où, toutefois, la procédure est différente, car les policiers locaux sont inclus : <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics_explained/index.php/.file:police_officers,_1999-2009.png> (dernier accès : 25/11/2014).

Source : compilée par l'auteur sur la base des chiffres officiels de la population de l'INE, l'Institut national de statistique (www.ine.es/) et des données sur le personnel de la police du bulletin statistique du personnel au service des administrations publiques. Registre central du personnel.

Depuis le début du XXIe siècle, seule période pour laquelle nous disposons d'informations, le nombre moyen d'habitants par policier au Pays basque et en Navarre est nettement plus élevé que dans l'ensemble de l'Espagne. Le terrorisme est l'un des principaux facteurs d'explication, bien qu'il ne soit pas le seul à prendre en compte, comme le montrent les données concernant Ceuta (dont la particularité est d'être la frontière de l'Europe avec l'Afrique) et Madrid, la capitale du pays. Cependant, le ratio d'habitants par policier au Pays basque et en Navarre est deux fois plus élevé que dans d'autres communautés autonomes telles que la Catalogne et les Asturies.

L'importance du phénomène du terrorisme au Pays basque donna lieu, outre les répercussions publiques et économiques dont nous avons parlé, à une réflexion constante dans la société, développée

par des sphères intellectuelles et culturelles très différentes. Ainsi, au cours de la période de consolidation démocratique, les bases de l'analyse du terrorisme au Pays basque furent posées à partir de disciplines aussi variées que les sciences politiques, la sociologie, l'historiographie, l'anthropologie et l'éthique. On peut notamment citer les travaux de Julio Caro Baroja, de Robert P. Clark, de Juan Pablo Fusi et de Fernando Reinares en 1984, ceux de William Douglass, d'Ander Gurrutxaga, de Francisco Llera, de José Ignacio Ruiz Olabuénaga et al., ainsi que la réédition du livre de Gurutz Jáuregui (publié à l'origine en 1981) en 1985, ceux de Juan José Linz en 1986, ou encore ceux d'Alfonso Pérez-Agote et de Xabier Etxeberria en 1987, pour ne citer que quelques exemples des premières années de cette période. Depuis lors, la bibliographie universitaire n'a cessé de croître.

On assista également au cours de cette période à une production culturelle croissante (littérature, cinéma) s'éloignant de l'histoire d'une ETA épique dans sa lutte pendant la dictature de Franco pour se concentrer sur des aspects plus prosaïques : l'instrumentalisation des héros-martyrs, le lien avec le monde des drogues ou le non-sens des assassinats politiques. Dans le domaine de la création littéraire, toujours pour la période 1982-1994, nous avons des œuvres telles que *Grand Placen aurkituko gara* (*Nous nous retrouverons sur la Grand Place*, 1982), qui porte la signature de l'un des condamnés à mort du procès de Burgos, Mario Onaindia, qui dirigera plus tard l'EE et le PSE-EE (Molina, 2012) ; *La carta*, de Raúl Guerra Garrido, l'un des pionniers du traitement de la question des victimes du terrorisme (1990) ; ou *Gizona bere bakardadean (L'homme dans sa solitude)*, de l'écrivain le plus connu en langue basque, Bernardo Atxaga (1993). La plupart des romans sur le terrorisme au Pays basque apparurent plus tard, dans la seconde moitié des années 90 et la première décennie du nouveau millénaire (Idoia Estornés : *Memoria de violencia en la narrativa vasca. ETA, El País,* 27/04/2013).

Dans le domaine cinématographique, mieux étudié, seuls cinq films sur l'ETA et d'autres organisations terroristes existaient en 1981. Entre 1982 et 1994, ce chiffre fut multiplié, avec 17 films traitant de ce sujet. Parmi eux, *El caso Almería,* réalisé par Pedro Costa en 1983 et basé sur des faits réels survenus en 1981, à savoir

l'enlèvement, la torture et le meurtre par plusieurs gardes civils de trois jeunes hommes de Cantabrie pris par erreur pour des membres de l'ETA. *La muerte de Mikel* (1984) d'Imanol Uribe, qui connut un grand succès auprès du public, reflète l'évolution de ce réalisateur vers le traitement des contradictions et des débats sur la violence au sein du nationalisme basque. Des années plus tard, le même Uribe réalisa le film *Días contados* (1994), centré sur la désillusion de son protagoniste, un militant de l'ETA. Tout cela montre à la fois l'importance du sujet ainsi que ses difficultés et l'évolution de son traitement, étant donné qu'il s'agit d'un phénomène vivant toujours d'actualité (de Pablo, 2012).

Tout ce processus de réflexion eut lieu en même temps que l'action continue de l'ETA qui, après les sanglantes « années de plomb », perdit cependant progressivement sa capacité opérationnelle tout au long des années 80 étant donné son incapacité à remplacer les commandos au même rythme qu'ils étaient démantelés par la police. Les nouveaux jeunes ne trouvaient pas le fait de rejoindre l'ETA aussi attrayant que la génération précédente, celle qui avait atteint sa majorité dans les périodes turbulentes de la fin de l'ère franquiste et de la transition (Reinares, 2001 : 20). Au cours des neuf années écoulées entre 1977 et 1985, l'ETA réussit à former 71 commandos dans le Guipuscoa. Les dix années suivantes (1986-1995), elle ne put en former que 22 sur le même territoire. Les chiffres suivent le même schéma en Biscaye (54 commandos dans la première phase et 18 dans la seconde), en Navarre (respectivement 20 et 6) et en Alava (8 et 2) (Domínguez, 1998 : 198). Par ailleurs, la collaboration antiterroriste avec la France à partir du milieu des années 80 commença à porter ses fruits et le « sanctuaire français » de l'ETA cessa progressivement d'en être un. Dans ce contexte, l'arrestation de l'ensemble de la direction de l'ETA à Bidart (Pays basque français, fig. 27)) en mars 1992 fut un coup dur pour le groupe terroriste. Pour sa part, HB toucha le fond lors des élections générales de 1993 au cours desquelles il obtint deux députés, alors qu'il en avait obtenu cinq lors des élections de 1986.

La période du franquisme semblant de plus en plus loin, les massacres commis par l'ETA, le travail de sensibilisation réalisé par des organisations comme Gesto por la Paz et l'unité des forces

démocratiques contre le terrorisme sont autant de facteurs qui accentuèrent la perte de prestige de la violence comme outil politique chez les Basques. Tout cela ne réussit cependant pas à générer une vague de rejet telle que celle qui se produisit des années plus tard, après l'enlèvement et le meurtre de Miguel Ángel Blanco en 1997.

Chapitre 4
Répercussions de la « socialisation de la souffrance » (1995-2010)

L'ETA ne parvint pas à modifier sensiblement le processus politique conventionnel. Entre 1977 et 2010, les élections générales, régionales, provinciales et locales, ainsi que la constitution des parlements et des conseils municipaux, continuèrent d'être organisées conformément aux règles de la démocratie. À une échelle plus réduite, nous pouvons cependant constater que l'ETA, accompagnée de ses soutiens civils, mena une intense campagne de persécution, notamment contre les forces non nationalistes basques, en terrorisant et en forçant un nombre indéterminé de citoyens à quitter la Communauté autonome et, dans des cas extrêmes, en tuant une trentaine de représentants publics dans lesquels environ la moitié de Basques se reconnaissaient. Cette pratique, qui avait des précédents (pensons, entre autres, aux assassinats du militant de l'AP Vicente Zorita en 1980 par l'ETA-m, du militant de l'UCD José Ignacio Ustaran en 1980 par l'ETA-pm, ou du socialiste Enrique Casas en 1984 par les CAA), atteignit son apogée entre 1995 et la date de la fin du terrorisme.

Au milieu des années 90, le nationalisme basque radical élabora et mit en pratique une nouvelle stratégie, appelée « socialisation de la souffrance », par laquelle il tentait d'étendre l'impact de la violence à de nouvelles couches de la population afin de provoquer une scission entre les nationalistes basques et les « espagnolistes ».

Contrairement à ce qui a souvent été affirmé, l'expression « socialisation de la souffrance » n'apparaît pas explicitement dans le document *Oldartzen* (que l'on peut traduire par Attaquer ou Assaillir), qui définit la ligne politique de HB à partir de 1995. Ce qui apparaît

dans ce document, c'est un appel à la gauche *abertzale* à passer de la « résistance » à l'offensive dans les domaines éducatif, linguistique et culturel « notamment dans le domaine des médias » (Herri Batasuna, 1995 : 4 et 28). Cependant, les propositions de HB, la branche électorale et politique de l'ETA, restaient proches de ce que le groupe terroriste incarnait : l'avant-garde du MLNV.

Fin 2009 et début 2010, pendant la phase de débat qui mena à l'approbation de la présentation *Zutik Euskal Herria* (Debout Pays basque), qui prônait l'utilisation de méthodes « exclusivement politiques et démocratiques », la gauche *abertzale* reconnut que l'approche de la « socialisation de la souffrance » avait été la sienne et, feignant de la considérer comme dépassée, fit l'évaluation négative suivante de la stratégie adoptée au milieu des années 90 : « Il ne faut pas oublier qu'il y avait un risque évident d'errer dans la lutte, avec des formules telles que la "socialisation de la souffrance" ou le mépris des initiatives politiques »[1].

À première vue, caractériser l'ensemble de la période allant de 1995 à 2010 par l'expression « socialisation de la souffrance » alors que l'ETA décréta deux trêves au cours de celle-ci (fin 1998 et 2006) pourrait sembler inapproprié. Cependant, comme le démontra une équipe de recherche de l'UPV/EHU dirigée par le sociologue Víctor Urrutia et comme le montrent également les données du graphique 8, la violence de rue et la persécution existaient lorsque l'ETA menait des attaques, mais ne cessèrent pas lorsqu'elle déposa temporairement les armes (Urrutia, 1999).

La position de HB concernant l'assassinat du sénateur socialiste Enrique Casas par les CAA en 1984 fut la suivante : « Herri Batasuna est profondément choqué par l'attentat qui a conduit à la mort d'Enrique Casas. Dans une première évaluation urgente, elle exprime à l'opinion publique sa condamnation la plus catégorique de cet acte, par lequel on cherche à créer une confrontation artificielle dans le cadre d'une guerre sale » (*Egin*, 24/02/1984). La stratégie du MLNV n'envisageait donc pas l'assassinat de responsables

1 Archives de Vascopress. AVP. [s. n.] : « Documento para debate. Clarificando la línea política » (2009-2010).

politiques socialistes, et condamnait même expressément ces actes, mais acceptait l'assassinat de policiers, de soldats ou de supposés informateurs de la police.

L'assassinat en janvier 1995 de Gregorio Ordóñez Fenollar, adjoint au maire de Saint-Sébastien et député basque du PP, marqua le début de la nouvelle stratégie de l'ETA. À cette occasion, contrairement à ce qui s'était passé après l'assassinat de Casas, HB ne condamna pas l'attentat, mais le présenta comme une « conséquence du conflit entre l'État espagnol et le Pays basque Sud » (Aginako, 1999 : 288). Le MLNV avait changé de stratégie et ses différentes organisations adaptèrent leurs pratiques et leurs discours en conséquence. Dans une atmosphère de pression pour faire le choix de l'indépendance, le nationalisme basque modéré subit des attaques de violence de rue. Les agressions les plus extrêmes furent cependant subies par ceux que l'on appelait les constitutionnalistes, c'est-à-dire les militants et sympathisants du PP, du PSE-EE et de l'UPN (Union du peuple navarrais).

À partir de 1995, l'ETA commença à étendre la terreur à de nouveaux secteurs sociaux et, parmi eux, aux leaders d'opinion (journalistes, intellectuels) qui avaient été pointés du doigt dans *Oldartzen* pour leur « agressivité » et leur « guerre psychologique » contre le nationalisme basque radical. En 1995, dans le cadre de l'hommage annuel rendu par l'ETA « aux gudaris » (militants de l'ETA) à Oiartzun, le leader *abertzale* Joxe Mari Olarra, membre du Bureau national de HB, déclara ce qui suit : « Jusqu'à présent, nous avons été les seuls à souffrir, mais ils voient que la souffrance commence à être partagée » (*Egin*, 13/03/1995).

Les attentats du groupe terroriste contre des hommes politiques, en particulier des hommes politiques des partis populaire et socialiste, s'accompagnèrent de campagnes de *kale borroka* (violence de rue) et de violence de persécution. La première fut utilisée pour déplacer l'intimidation dans la vie quotidienne des citoyens et ainsi éliminer la sensation de normalité. La destruction de des guichets automatiques et de bus urbains ainsi que les embuscades contre la police à l'aide de cocktails Molotov eurent souvent lieu, et ce n'était pas un hasard, dans le contexte de rassemblements de masse, comme les fêtes patronales des villes basques. Dans certains cas extrêmes, ces

embuscades blessèrent gravement plusieurs membres de la police, le cas le plus connu étant celui de Jon Ruiz Sagarna, qui fut brûlé sur plus de la moitié du corps (*El País*, 06/04/1995). En 1996, 90 % des Basques considéraient la violence de rue comme très ou assez grave. Ceux qui considéraient qu'elle n'était pas très grave représentaient 5,5 % des personnes interrogées, avec un pic à 18,2 % chez les électeurs HB. Deux ans plus tard, les chiffres restaient stables (Euskobarometro, 1996 et 1998).

La violence de la persécution était dirigée de façon spécifique contre les ennemis idéologiques, une conception (ennemis et non adversaires) utilisée exclusivement par la gauche *abertzale* sur l'ensemble de l'échiquier politique. Elle fut utilisée pour cibler des personnes par le biais de harcèlement sous forme d'appels téléphoniques, de lettres anonymes, de rassemblements devant des maisons privées, d'insultes, de graffitis menaçants ou de cocktails Molotov contre leurs biens (fig. 32) (Gesto por la Paz, 2000 et Pérez, 2005). Cette violence dite de « basse intensité » eut néanmoins des répercussions profondes et variées sur le tissu social sous forme, par exemple, de propagation de la peur dans la vie quotidienne de la population. Cet aspect doit encore être analysé par des études sur la microsociologie du terrorisme.

L'ETA mena cette campagne d'intimidation en commettant les attentats les plus graves, comme l'enlèvement et le meurtre déjà cité de Miguel Ángel Blanco en 1997. Par la suite, le groupe terroriste tenta sans succès de répéter des attentats similaires, comme ce fut le cas avec un conseiller socialiste d'Eibar, Benjamín Atutxa (*El País*, 25/07/2008). De son côté, la collecte de « l'impôt révolutionnaire » se poursuivit tout au long de cette période, tout comme l'assassinat de plusieurs chefs d'entreprise pour intimider les autres (Isidro Usabiaga en 1996, José María Korta en 2000 et Ignacio Uría en 2008) et l'utilisation de bombes contre les biens des entreprises ne payant pas ou ne le faisant pas dans les proportions et le délai imposés par les terroristes.

La « socialisation de la souffrance » étendit le statut de victime à un très large spectre de la société basque par le biais de mécanismes tels que les meurtres susmentionnés, les enlèvements, l'extorsion et les attaques intimidantes de *kale borroka*. En 2002, à l'un

des points culminants de la pression terroriste contre divers secteurs sociaux, 963 personnes (responsables politiques, juges, procureurs, journalistes, enseignants, etc.) étaient sous escorte policière en raison de la menace de l'ETA sur leur vie[2]. Cela n'incluait pas les officiers de police, tous ciblés par l'organisation terroriste, malgré le fait que, comme nous l'avons expliqué ci-dessus, seuls certains d'entre eux étaient impliqués dans la lutte antiterroriste. Cette même année 2002, sans compter la police municipale, 11 483 agents travaillaient au Pays basque. Parmi eux, 4 365 étaient membres des FSE et les 7 118 restants étaient membres de l'*Ertzaintza*[3].

La nouvelle stratégie de l'ETA parvint à accentuer la polarisation de la société basque. Mais la division politique se concrétisa en 1998 lorsque les forces nationalistes basques signèrent le pacte de Lizarra (Estella en espagnol) qui, inspiré des récents accords de paix de l'Irlande du Nord, proposait de résoudre le « contentieux basque » en donnant sa souveraineté au Pays basque[4]. Selon Martín Alonso, sur ce point, les différentes forces nationalistes placèrent leur vision commune du conflit, de ses origines et de son développement au-dessus de leurs différences de méthode (Alonso, 2007). L'ETA n'abandonna cependant pas son intransigeance. Elle profita de la trêve de fin 98 pour se réarmer et, ne voyant pas ses désirs satisfaits, recommença, à partir de 2000, à assassiner des fonctionnaires, ainsi que des journalistes, des juges, des membres de la Police nationale, des membres de l'*Ertzaintza,* des militaires, etc.

Contrairement à ce qui s'était passé lors du pacte d'Ajuria Enea, celui d'Estella traça une ligne non pas entre les démocrates et les personnes violentes, mais entre les nationalistes et les constitutionnalistes. Ces derniers signèrent un pacte antiterroriste en 2000 qui conduisit deux ans plus tard à la promulgation de la loi sur les partis,

---

2 Archives de l'Association « Dignidad y Justicia », ADJ. Rapport relatif à l'instruction 35/2002, p. 39 et 40.

3 Ministère de l'Administration publique. « Boletín del Personal al Servicio de las Administraciones Públicas ». Registre central du personnel, 2002.

4 <https://www.libertaddigital.com/suplementos/pvascoe/documentos/pacto_estrella.pdf> (dernier accès : 23/01/2025).

qui prévoyait la mise hors la loi des forces s'attaquant à la démocratie par leur recours à la violence.

Déjà en 2001, un processus d'interdiction des organisations sectorielles du nationalisme basque radical avait été lancé. L'organisation Gestoras Pro-Amnistía (Commission pro-amnistie) avait ainsi été interdite en décembre de cette année. En juin 2003, Batasuna, qui était alors la marque électorale de la gauche *abertzale* majoritaire, fut également interdite en Espagne. En juin 2009, la Cour européenne des droits de l'homme confirma cet arrêt. Cette dynamique conduisit à un certain nombre d'atteintes aux droits, comme la fermeture en 2003 du journal en langue basque *Egunkaria* pour ses liens présumés, mais jamais prouvés, avec l'ETA. L'Audience nationale (tribunal espagnol responsable de certains domaines sensibles) acquitta alors tous les inculpés. Le directeur de ce média, Martxelo Otamendi, dénonça avoir été torturé par la Garde civile. La poursuite de pratiques illégales pour combattre le terrorisme a été avérée dans plusieurs décisions de justice pour mauvais traitements dans les commissariats de police contre des personnes soupçonnées d'appartenir à l'ETA ou de collaborer avec elle. On peut affirmer que l'ampleur de ce problème fut plus importante que ne le reflétèrent certaines décisions de justice, bien qu'il s'agisse d'une pente extrêmement glissante pour les enquêtes. Un groupe de travail, dirigé par l'anthropologue médico-légal Francisco Etxeberria, fut chargé par le Gouvernement basque d'enquêter sur la question de la torture (*El Diario*, 07/11/2014).

Motivés par leur victimisation commune par l'ETA, le PP et le PSE-EE conclurent une entente à l'approche des élections autonomes de 2001. Leur objectif était de déloger du Gouvernement basque un PNV qui avait récemment conclu des accords avec ceux qui les mettaient au centre de leur cible, avant et après Estella. L'ETA restait donc, malgré son déclin organisationnel, un élément important du système politique. La trêve de 1998 avait contribué à l'augmentation des votes pour sa branche électorale, qui se présenta à cette occasion sous l'acronyme EH (Euskal Herritarrok, Citoyens basques) et remporta quatorze sièges. La rupture de la trêve fit perdre des sièges à l'EH, qui n'en obtint que la moitié aux élections régionales de 2001, c'est-à-dire sept. Cette fluctuation montre

que le soutien explicite à l'ETA était en déclin même au sein de la gauche *abertzale*, et pas seulement parmi les partisans d'Aralar, parti qui se sépara de Herri Batasuna en 2001 car il critiquait la violence terroriste.

Ce qui avait uni les démocrates en 1997, l'assassinat de l'un des leurs (Miguel Ángel Blanco), les sépara moins de trois ans plus tard. Après la fin de la trêve de l'ETA, qui n'impliquait pas la rupture immédiate du pacte d'Estella, la division politique prit l'apparence d'une partition sociale. Ceci fut clair après l'attentat qui coûta la vie au chroniqueur et fondateur du Forum d'Ermua, José Luis López de Lacalle (Andoain, mai 2000) et encore plus quelques mois plus tôt, en février, après l'assassinat du porte-parole parlementaire socialiste, Fernando Buesa, successivement député général d'Alava et vice-président du Gouvernement basque, et de son garde du corps, le membre de l'*Ertzaintza* Jorge Díez Elorza. Dans une atmosphère tendue, deux manifestations, toutes deux massives, parcoururent les rues de Vitoria pour condamner ce double crime. L'une d'elles était soutenue par les nationalistes basques qui profitèrent de l'événement pour faire l'éloge du chef du gouvernement basque Juan José Ibarretxe, leader du virage souverainiste du PNV. L'autre manifestation, organisée par les proches de Buesa, rassembla les constitutionnalistes, qui accusèrent les premiers de faire preuve d'ambivalence et d'ambiguïté vis-à-vis du terrorisme (fig. 33 et 34). Entre les deux, un espace était disponible pour un troisième cortège qui rassembla les citoyens, parmi lesquels des membres de Gesto por la Paz, qui ne voulaient s'identifier à aucun des deux autres blocs et appelaient à l'unité contre le terrorisme.

Lors de la période précédente (1982-1994), nous avons vu que la rupture du silence dans la rue s'était traduite par des mobilisations pacifistes régulières, accompagnées toutefois de contre-manifestations de la gauche *abertzale*, qui tentait de garder le contrôle de l'espace public (Rodríguez Fouz, 2010). Le tournant en termes de réponse de la société au terrorisme eut lieu en 1997. L'assassinat du magistrat, professeur et président de la Cour constitutionnelle (1986-1992) Francisco Tomás y Valiente en 1996 avait déjà suscité l'émoi, notamment dans les milieux professionnels et universitaires. L'enlèvement puis l'assassinat de Miguel Ángel Blanco (fig. 31), jeune

Tableau 12
Résultats de la gauche *abertzale* aux élections au Parlement basque, 1980-2020*

Élection	Parti	Votes	%	Sièges**	Place***
1980	HB	151 636	16,55 %	11	2e
1984	HB	157 389	14,65 %	11	3e
1986	HB	199 900	17,47 %	13	3e
1990	HB	186 410	18,33 %	13	3e
1994	HB	166 147	16,29 %	11	3e
1998	EH	224 001	17,91 %	14	3e
2001	EH	143 139	10,12 %	7	4e
2005	PCTV	150 644	12,44 %	9	4e
2009	-	-	-	-	-
2012	EH Bildu	277 923	25 %	21	2e
2016	EH Bildu	225 172	21,26 %	18	2e
2020	EH Bildu	249 580	27,86 %	21	2e
2024	EH Bildu	343 609	37,7 %	27	2e

Source : réalisation personnelle à partir du site http://www.euskadi.net/elecciones/

* Nous référons à la gauche abertzale maximaliste, liée à l'ETA. nous n'incluons donc pas aralar. en 2009, le premier courant, sous le coup d'une interdiction, ne put se présenter.
** En 1980, le nombre de sièges à répartir était de 60. depuis 1984, le nombre de sièges est de 75.
*** Place en fonction du nombre de sièges obtenus. en cas d'égalité, nous avons placé la force ayant le plus grand nombre de sièges à la première place.

conseiller municipal du PP à Ermua (Biscaye), provoqua une réaction publique sans précédent dont l'intensité ne fut plus jamais observée. La cruauté de l'ultimatum (une mort annoncée deux jours à l'avance) fut aggravée par la jeunesse et le statut de la victime, ainsi que par le degré de sensibilisation contre l'ETA acquis par une partie de la société (Iglesias, 1997).

La création de la plateforme ¡Basta Ya! (Assez, 1999) fut une des conséquences de ce que l'on appelait « l'esprit d'Ermua ». Elle mit en évidence l'émergence d'une partie de la société civile basque décidée à affronter le terrorisme avec des mobilisations lors desquelles des slogans étaient scandés, par opposition au silence qui caractérisait les rassemblements de Gesto por la Paz, et critiquant aussi fortement le gouvernement nationaliste pour son attitude envers l'ETA (Martínez Gorriarán, 2003).

Pendant cette période, notamment entre 2000 et 2010, les victimes du terrorisme devinrent progressivement un sujet politique (Llera et Retortillo, 2005 et 2006 ; VVAA, 2006 et Castells et Rivera, 2015 : 265). Cela s'explique par la multiplication des associations leur étant consacrées (l'AVT fut rejointe par d'autres, comme le COVITE au Pays basque, né en 1998, ou la Fondation pour les Victimes du Terrorisme, en 2002), à leur visibilité politique et médiatique, et à la concrétisation finale de leur reconnaissance publique sous la forme d'une législation spécifique, tant au niveau central qu'à l'échelle de la communauté autonome[5]. Le pacte antiterroriste, signé par le PP et le PSOE, indiquait : « les victimes du terrorisme sont notre principale préoccupation »[6].

Examinons ce qui se produisit en 2000 en matière de mobilisation sociale après les attentats terroristes, tous imputables, comme en 1992, l'autre année utilisée pour notre échantillon, à l'ETA. Un an et demi après le dernier assassinat, celui du conseiller du PP Manuel Zamarreño Villoria, l'ETA ôta de nouveau la vie à une personne en janvier 2000 : le lieutenant-colonel de l'armée

---

5 http://www.boe.es/boe/dias/1999/10/09/pdfs/A36050-36052.pdf (Loi espagnole de solidarité avec les victimes du terrorisme, 1999). http://www.boe.es/boe/dias/2011/09/23/pdfs/BOE-A-2011-15039.pdf (Loi espagnole de reconnaissance et de protection totale des victimes du terrorisme, 2011). http://www.avt.org/docs/legislacion/ley_paisvasco.pdf (Loi de reconnaissance et de réparation des victimes du terrorisme, Pays-Basque, 2008). http://www.avt.org/docs/legislacion/ley_navarra.pdf (Loi forale d'aide aux victimes du terrorisme, Navarre, 2010) (Dernier accès : 24/01/2025).

6 https://www.lavozdegalicia.es/archivos/pdf/pacto_antiterrorista.pdf (dernier accès : 25/01/2025).

Pedro Antonio Blanco García. Entre cette date et la fin la même année, 23 personnes furent tuées par cette organisation.

La première différence notable par rapport aux phases précédentes du terrorisme est l'impact médiatique des attentats. Pendant le régime franquiste et la période de transition, l'annonce de ces attentats n'occupait souvent même pas une page entière, sauf dans des cas spécifiques ayant un retentissement particulier. Pendant la phase de consolidation démocratique, l'espace consacré à ces annonces augmenta, celles-ci occupant la première page et plusieurs pages intérieures. Au début du nouveau millénaire, les attentats de l'ETA furent couverts pendant plusieurs jours dans de nombreuses pages, avec des informations sur les auteurs éventuels, le *modus operandi* des auteurs, le profil de la ou des victimes, les réactions des partis, des syndicats et des institutions (même de l'étranger), les funérailles et les mobilisations, le tout accompagné de graphiques abondants et de divers articles de fond. L'ETA se retrouva au centre des problèmes du pays alors que son escalade terroriste retrouvait son niveau des « années de plomb » et que la sélection de ses victimes frappait de plein fouet le processus politique.

La deuxième différence est le degré de crispation et de division politique qui apparut autour des attentats. Au début de l'année 2000, l'accord de législature du PNV avec EH, la branche politique de l'ETA, était toujours en vigueur. Il fut suspendu après l'assassinat de Pedro Antonio Blanco García et rompu après ceux de Fernando Buesa et de Jorge Díez. Au cours de cette période, les accusations les plus graves étaient monnaie courante : exploitation électorale des victimes de l'ETA par le PP, ambiguïté et manque d'intérêt du PNV envers les victimes, etc. Des appels à l'unité furent également lancés, et finirent par prendre la forme de manifestations conjointes de tous les partis, à l'exception d'EH. En ce sens, les manifestations qui suivirent l'assassinat, en juillet 2000, de Juan María Jáuregui, ancien gouverneur civil du Guipuscoa pendant la période socialiste, montrèrent une image différente de celles organisées pour Buesa et Díez : désormais, les forces démocratiques marchaient ensemble derrière la même banderole, conduites par leurs principaux représentants.

La troisième différence notable est le degré de mobilisation sociale. Comme nous l'avons vu, des rassemblements de rejet, ainsi que

quelques grandes manifestations, furent organisés dès 1992 après chaque attentat. En 2000, absolument tous les attentats furent suivis de mobilisations massives répondant à plusieurs appels, généralement une mobilisation centrale dans la ville du crime et de nombreuses autres organisées dans toute l'Espagne. Ces dernières, dans le cas du Pays basque, furent organisées non seulement par Gesto por la Paz et d'autres organisations pacifistes telles que Denon Artean (Entre tous, constituée en 1991), Bakea Orain (La paix maintenant) ou l'Association Pro Derechos Humanos (pro droits de l'homme) du Pays basque, mais aussi par des universités et des institutions dont les fonctionnaires arrêtaient leur travail pour se rassembler aux portes et par des organisations de la société civile, telles que le Forum d'Ermua. Dans certains cas, la presse parlait de la plus grande manifestation organisée dans une ville, comme dans le cas de l'assassinat du responsable politique du PP, José María Martín Carpena à Málaga, où la police locale compta 300 000 personnes présentes.

La responsabilité de l'appel à manifester changea également, et, contrairement à la spontanéité qui avait caractérisé les étapes précédentes, notamment la transition et la première phase de la consolidation démocratique, les manifestations furent désormais toujours organisées. Les attentats contre les responsables politiques constitutionnalistes ou les chefs d'entreprise firent l'objet de nombreuses manifestations de rejet, de même que ceux contre la police et l'armée, auparavant accueillis dans l'indifférence. Lors de ces marches, le silence prédominait généralement, avec des salves d'applaudissements occasionnelles et, en dehors du Pays basque, des cris tels que « Basques oui, ETA non ».

Comme nous l'avons vu, l'assassinat de Miguel Ángel Blanco marqua un avant et un après. La rupture de la trêve de 1999, qui avait fait naître des espoirs de pacification, et le retour de crimes politiques provoquèrent une frustration et une désaffection accrue vis-à-vis de l'ETA. Ce sentiment s'intensifia d'autant plus après la rupture de la nouvelle trêve déclarée par l'ETA en 2006. Dans la sphère politique, diverses initiatives furent développées pour renforcer cette tentative de faire de la violence un outil résiduel, mais aucune ne fut soutenue par la population. Le cabinet du Président de la Communauté autonome, le socialiste Patxi López, entreprit en 2009 une

campagne de délégitimation du terrorisme, dans le but d'effacer toute trace d'apologie de l'ETA de la sphère publique et de faire entrer dans les salles de classe le témoignage des victimes des différentes organisations terroristes.

Les racines de l'aversion de la population vis-à-vis du terrorisme existaient depuis longtemps et ce sentiment ne se développa donc pas spontanément. Il était devenu palpable avec les meurtres et les enlèvements. Les derniers enlèvements commis par l'ETA pour des raisons économiques furent ceux de Julio Iglesias Zamora, José María Aldaia et Cosme Delclaux, qui, comme nous l'avons vu, suscitèrent une importante protestation sociale, tout comme celui du agent pénitentiaire José Antonio Ortega Lara, en raison de la longue durée de ces enlèvements, des conditions inhumaines de la captivité et de la nature de l'extorsion à laquelle furent soumises tant les victimes de façon directe que l'ensemble de la société de façon générale. Dans les premiers cas, il s'agissait de soutirer des fonds à des chefs d'entreprise afin de poursuivre l'activité terroriste. Dans le dernier cas, la vie d'une personne fut mise en jeu en échange du regroupement de prisonniers de l'ETA dans des prisons du Pays basque. Ortega Lara fut otage durant 532 jours, jusqu'à sa libération par la Garde civile.

Les différentes forces de police, dont le travail permit de démanteler l'ETA à plusieurs reprises, notamment au cours de la seconde moitié des années 2000, sont justement le premier élément à mentionner pour expliquer la fin du terrorisme. L'historiographie a mis en évidence d'autres facteurs importants ayant joué un rôle dans celle-ci, notamment ceux que nous allons développer. Tout d'abord, le large rejet social de l'utilisation de la violence en politique, qui finit par atteindre des niveaux élevés, même au sein de la gauche *abertzale* elle-même, à une époque où le Pays basque constituait une exception en étant le dernier endroit d'Europe où la vague de terrorisme née dans les années 60 persistait.

D'autre part, la collaboration antiterroriste de plus en plus étroite des pays européens, notamment de la France, ancien « sanctuaire » des membres de l'ETA à la fin des années 70 et au début des années 80. La normalité sociale et politique du Pays basque, malgré la pression constante que le terrorisme y exerçait depuis plusieurs

décennies, était imposée par un ensemble de services publics caractéristiques d'une société relativement moderne, développée et riche (le PIB maintenait la Communauté autonome du Pays basque parmi les premières régions européennes). Les conséquences des attentats contre des bâtiments et des institutions emblématiques des États-Unis (11 septembre 2001), puis d'autres lieux, comme Madrid le 11 mars 2004, modifièrent l'attitude de l'opinion publique face au terrorisme djihadiste (international) et nationaliste (lié à des affaires locales). L'IRA provisoire, miroir traditionnellement utilisé par l'ETA, annonça la cessation de sa « lutte armée » à l'été 2005.

Enfin, il faut considérer l'évolution du nationalisme basque radical lui-même vers la défense de moyens exclusivement pacifiques, une décision prise après un processus de débat interne en 2009 et 2010, non sans le désaccord des secteurs les plus irrédentistes, et liée au contexte que nous avons décrit dans les pages précédentes : la grande faiblesse de l'ETA, l'interdiction des organisations de la gauche *abertzale* pour leur subordination à la stratégie du groupe terroriste et l'exaspération croissante de la population face à la terreur.

Chapitre 5
Autres effets du terrorisme

Dans ce chapitre, nous allons nous pencher sur divers effets concrets du terrorisme au Pays basque : les blessés, les prisonniers du MLNV, les personnes menacées par l'ETA ou les coûts économiques de la violence. Il s'agit de réalités sur toute la période étudiée (1968-2010), à la dynamique cumulative et sur lesquelles nous avons encore beaucoup à apprendre. Nous proposons ici une approche empirique, non exhaustive et un avertissement sur la nécessité de continuer à travailler dans ce domaine. Nous disposons, comme document de base pour plusieurs des aspects mentionnés, d'une source inédite de l'administration publique : un rapport établi par la Garde civile à la demande de Baltasar Garzón, alors juge de l'Audience Nationale, dans le cadre de l'instruction 35/2002. Ce dernier servit de base à la fermeture judiciaire du siège du parti Batasuna (anciennement HB puis EH), ainsi qu'à la suspension des activités de ces formations politiques, de leurs aides et de leurs contributions financières pendant trois ans.

Dans le cadre des enquêtes de l'instruction 35/2002, Garzón demanda une « liste des attentats ayant entraîné la mort depuis le début des activités de l'organisation terroriste jusqu'à présent (…) La liste des attentats ayant entraîné des blessés. (…) La liste des attentats ayant endommagé des biens publics et privés (…). L'estimation économique des dommages », etc. L'objectif du rapport était d'enquêter sur « l'existence du complexe terroriste ETA-KAS-EKIN et de ses

structures »[1]. Le résultat représente une source d'informations importante, bien que présentant des limites. Dans certains cas, comme pour le nombre de personnes menacées par l'ETA, il est actuellement impossible de recouper les informations fournies avec d'autres sources. Dans d'autres cas, comme le nombre d'actions terroristes par an, la procédure utilisée par la Garde civile pour obtenir les résultats n'est pas indiquée, car elles apparaissent sous la forme d'un tableau de données générales. En bref, l'interprétation de cette source doit être faite à la lumière de ces limites.

Coûts économiques

En ce qui concerne les coûts économiques, les données sont disponibles pour la période 1971-2001. Il s'agit des montants versés par le Consortium d'indemnisation des assurances (organisme public espagnol), qui était chargé d'indemniser les dommages causés par des phénomènes extraordinaires (tels que les catastrophes naturelles), notamment les dommages corporels et matériels causés par le terrorisme.

Comme on peut le constater, les frais entraînés par le terrorisme étaient nettement moindres pendant la dictature franquiste en comparaison de la période démocratique. Selon le tableau, le nombre de dossiers fut multiplié avec l'arrivée de la transition vers la démocratie, parallèlement à l'augmentation des attentats terroristes. Les montants versés atteignirent leur maximum en 1982, pendant la phase finale des « années de plomb », durant lesquelles le nombre d'attentats et de décès fut le plus élevé. Le nombre de dossiers diminua pendant les périodes de faiblesse de l'ETA, par exemple dans les années 90 après la chute de sa direction à Bidart, et augmenta de nouveau de façon exponentielle pendant les premières années du

1 ADJ. Ministère de l'Intérieur. Direction du service d'information de la Garde Civile. Rapport n° 3/2004. Date : 23/01/2004. Rapport relatif à l'instruction 35/2002 sur l'intégration dans un groupe terroriste -nettoyage ethnique-. Destinataire : Tribunal Central de l'Instruction num. 5.

Tableau 13

Montants versés par le Consortium d'indemnisation des assurances pour les dommages corporels et matériels causés par le terrorisme, 1971-2001.

Année	Nombre de dossiers	Montants payés (€)	Coûts moyens (€)
1971	0	0	0
1972	5	1 683	337
1973	6	15 146	2 524
1974	28	18 992	678
1975	43	131 562	3 060
1976	193	360 788	1 869
1977	607	2 337 456	3 851
1978	754	2 137 439	2 835
1979	783	2 065 799	2 638
1980	704	2 100 778	2 984
1981	576	1 075 752	1 868
1982	840	16 745 339	19 935
1983	1 495	4 633 803	3 100
1984	1 796	4 221 689	2 351
1985	946	2 946 221	3 114
1986	1 233	5 256 272	4 263
1987	1 506	12 069 285	8 014
1988	915	3 988 136	4 359
1989	487	1 742 154	3 577
1990	1 035	8 307 009	8 026
1991	1 249	6 898 297	5 523
1992	699	6 211 460	8 886
1993	484	4 457 346	9 209
1994	441	2 294 958	5 204
1995	646	6 157 767	9 532
1996	585	10 107 286	17 277
1997	868	13 107 174	15 100
1998	496	4 463 341	8 999
1999	628	5 001 494	7 964
2000	1 928	15 258 472	7 914
2001	1 828	17 582 602	9 618
Total	**23 804**	**161 695 499**	**6 793**

Source : archives de l'Association « Dignidad y Justicia », ADJ. Rapport concernant l'instruction 35/2002.

nouveau millénaire, après la rupture de la trêve, non seulement en raison de la réactivation de l'ETA, mais aussi de la violence de rue. La meilleure connaissance de leurs droits par les personnes concernées et le travail initial des associations de victimes joua également un rôle important. L'indemnisation pour cause de terrorisme représenta 9 % des dépenses totales du Consortium d'indemnisation des assurances consacrées à l'indemnisation des sinistres entre 1971 et 2001[2].

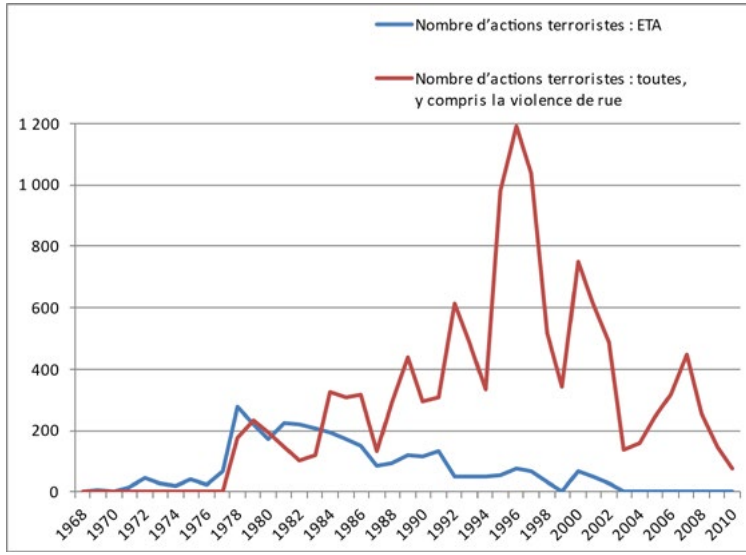
Attentats par année

En ce qui concerne la dynamique des actions terroristes, nous disposons du graphique combiné suivant. Les données représentées par la ligne grise proviennent du rapport relatif à l'instruction 35/2002. Les données représentées par la ligne noire proviennent de l'équipe Euskobarometro. Les deux sources incluent non seulement les attentats mortels, mais aussi d'autres types d'attentats contre des personnes et des biens. Contrairement au rapport de la police, axé sur l'ETA, l'Euskobarometro inclut des données provenant de toutes les organisations terroristes. La ligne grise ne donne pas d'informations sur la violence de rue. C'est pourquoi en 1999, pendant la trêve de l'ETA, elle apparaît à zéro, bien que 344 actions terroristes eurent lieu d'après l'Euskobarometro. L'ETA continuait par ailleurs de voler des voitures et des explosifs en France pendant cette période. Ce sont ces différences de procédure qui expliquent que les chiffres varient autant d'une source à l'autre pour certaines années, comme 1996.

Ces données doivent être traitées avec une extrême prudence. En effet, il est par exemple surprenant que le rapport de la police indique 277 attentats terroristes en 1978, alors que l'Euskobarometro en rapporte 178, un chiffre considérablement inférieur, malgré le fait que le premier ne se réfère qu'à l'ETA et le second à toutes les organisations terroristes. En bref, il s'agit d'un nouvel avertissement sur la nécessité d'entreprendre des recherches rigoureuses afin de dissiper la

2 ADJ. Rapport concernant l'instruction 35/2002, pages 39 et 40.

Graphique 8
Nombre d'actions terroristes par an en Espagne, 1968-2010.



Source : réalisation personnelle à partir du rapport concernant l'instruction 35/2002 de l'AJD et du tableau des actions violentes et des victimes par type de terrorisme en Espagne entre 1978 et 2010 de l'AEE.

confusion sur des aspects pertinents tels que celui-ci et d'unifier les tableaux basés sur des données partielles ou contradictoires.

L'activité terroriste connut une première phase d'augmentation soutenue et lente pendant le régime de Franco, stoppée en 1976 par le démantèlement par la police d'une grande partie des structures de l'ETA, due notamment à l'infiltration d'une taupe de la police, Mikel Lejarza, alias « Lobo », dans l'ETA-pm. L'escalade de la violence s'intensifia ensuite, avec des événements particulièrement importants en 1977 et 1978 où, selon le rapport de la police, 68 et 277 actions terroristes eurent lieu, soit quatre fois plus que l'année précédente (avec les précautions déjà mentionnées concernant la source).

À partir du début des années 80, la spirale terroriste de la période de la transition diminua, bien qu'elle fut compensée par une augmentation du terrorisme de faible intensité ou de la violence de rue. Le nombre d'attentats organisés par l'ETA diminua, mais le nombre de morts resta élevé, car l'organisation commença à utiliser des voitures piégées. Par exemple, sur les 53 personnes tuées par l'ETA en 1987, 40 le furent par cette méthode aveugle.

Le graphique montre également l'effet de l'intervention policière à Bidart (1992) sur l'activité de l'ETA. L'organisation terroriste tenta de compenser ce déclin opérationnel par des attentats très déstabilisants, tels que les tentatives d'assassinat du roi Juan Carlos Ier et du chef de l'opposition, le leader du PP José María Aznar (toutes deux en 1995). L'offensive déclenchée par l'ETA après la trêve de 1999 perdit progressivement en intensité à mesure que les forces de police arrêtaient les commandos impliqués, souvent avant même qu'ils ne commencent à commettre des attentats.

Prisonniers pour crimes terroristes

Selon les institutions pénitentiaires, le nombre de prisonniers de l'ETA dans les prisons espagnoles s'élevait à 622 fin décembre 2008, chiffre qui tomba à 590 un an plus tard[3]. Dans un autre ordre d'idées, le fait que l'administration ne dispose pas, à notre connaissance, d'une liste indiquant le nombre de prisonniers de l'ETA par année et par type de condamnation est révélateur. Il s'agit dans tous les cas d'un groupe important et qui est resté fidèle, à quelques exceptions près (les membres de ce que l'on appelait la « voie de Nanclares », expulsés de l'ETA parce qu'ils avaient renoncé aux méthodes violentes ; Pascual Rodríguez, 2013), à la discipline de la gauche *abertzale*. La question des prisonniers de l'ETA, dispersés dans toutes les prisons d'Espagne de 1989 jusqu'à récemment, fut et est encore aujourd'hui, l'un des principaux motifs de mobilisation du nationalisme basque radical qui manifeste contre ce

3 Rapport général annuel des institutions pénitentiaires (2009).

qu'il considère comme une punition pour les familles des détenus, dont plusieurs membres sont morts dans des accidents de la route alors qu'ils rendaient visite à leurs proches (un exemple dans *Noticias de Navarra,* 27/12/2007).

La politique de dispersion, lancée en 1989 par le gouvernement socialiste de Felipe González avec le soutien initial du PNV, avait pour but de briser la discipline interne du groupe terroriste et de favoriser l'émergence de dissidences pouvant conduire à l'éventuelle réinsertion d'ex-terroristes. En réponse, l'ETA fit des gardiens de prison l'une de ses cibles privilégiées dans les années 90, tuant cinq d'entre eux dans le cadre de sa campagne contre la politique pénitentiaire.

D'autre part, et selon l'*Informe-base de vulneraciones de derechos humanos en el caso vasco* (« Rapport de base des atteintes aux droits de l'homme dans le cas basque »), sur 40 000 détenus pendant toute cette période, moins de 10 000 furent inculpés pour leur lien avec le terrorisme de l'ETA (Carmena, Landa, Múgica et Uriarte, 2013). En l'absence d'un travail sur ces chiffres, tant sur le plan quantitatif que qualitatif (par exemple en faisant des distinctions selon les étapes, c'est-à-dire la dictature franquiste, la transition et la démocratie), ces derniers indiquent une réalité : celle des personnes ayant séjourné dans un commissariat ou une prison de façon abusive, avec les effets que cela eut, par exemple en termes de propagation de la compréhension ou de la justification de la violence terroriste dans le cadre général des « violences ».

Blessés

En ce qui concerne les blessés, nous disposons des données de la Sous-direction générale de l'aide aux victimes du terrorisme. Le tableau présenté inclut les victimes des différentes branches de l'ETA et d'autres organisations connexes, comme les Commandements autonomes anticapitalistes, en date d'octobre 2014. Cependant, nous ne disposons pas pour le moment de données comparables sur les victimes des GAL ou du BVE. Dans ce dernier cas le critère utilisé par l'Administration fut d'accorder une indemnisation du même

montant que celle obtenue par les victimes de l'ETA à celles qui n'avaient aucun lien avec les organisations terroristes et de ne pas l'accorder dans le cas des victimes liées aux organisations terroristes.

D'autre part, il faut garder à l'esprit que le tableau n'inclut pas non plus toutes les victimes de l'ETA, mais seulement celles qui furent indemnisées. Par exemple, plus de 80 personnes furent enlevées par l'ETA et des organisations similaires, mais seules 26 obtinrent une compensation financière. Les données disponibles parlent d'une moyenne d'environ trois blessés par personne assassinée (862 personnes tuées et 2 533 blessées). Il convient également de souligner l'existence d'un groupe de 709 personnes souffrant d'un handicap grave ou d'une invalidité permanente absolue ou totale à la suite d'une activité terroriste. Le nombre de personnes ayant subi des blessures dans des attentats et, nous insistons, ayant été indemnisées, s'élève à 1 642. Le tableau ne comprend pas de variables chronologiques ou géographiques mais plutôt un calcul général basé sur les indemnités versées par les compagnies d'assurance. Enfin, il faut tenir compte de la difficulté de mesurer les traumatismes psychologiques, qui, dans une proportion impossible à préciser, ne sont pas présentés ici (Jiménez et Marrodán, 2019).

L'indemnisation pour cause de terrorisme suivit les procédures établies pour déterminer d'autres types de préjudices courants. Pour préciser certains concepts, on parle d'invalidité majeure « lorsque le travailleur en incapacité permanente a besoin de l'assistance d'une autre personne pour les actes les plus essentiels de la vie ». L'invalidité absolue « disqualifie le travailleur de toute profession ou de tout métier », l'invalidité totale « empêche le travailleur d'exercer sa profession habituelle mais il peut en exercer une autre » et l'invalidité partielle « entraîne pour le travailleur une réduction d'au moins 33 % de l'exercice de cette profession »[4].

4 https://www.seg-social.es/wps/portal/wss/internet/Trabajadores/PrestacionesPensionesTrabajadores (dernier accès : 24/01/2025).

Tableau 14
L'indemnisation des victimes du terrorisme, notamment de la *kale borroka,* et montant global par situation.

Situation	Nombre de victimes	Montant total
Décès	862	228 038 509,97 €
Invalidité majeure	38	24 062 754,42 €
IP absolue	202	39 922 935,11 €
IP totale	469	67 071 554,98 €
IP partielle	60	5 565 542,28 €
Blessures	1 642	29 639 963,52 €
Invalidité temporaire	122	434 659,16 €
Enlèvement	26	866 588,79 €
Total	**3 421**	**395 602 508,23 €**

* IP : invalidité permanente. Source : Sous-direction générale de l'aide aux victimes du terrorisme et de l'attention aux citoyens.

Personnes menacées

En ce qui concerne les personnes menacées, nous disposons des informations contenues dans le dossier réalisé par la Garde civile auquel nous avons eu accès, un travail qui ne couvre pas toute la période du terrorisme au Pays basque, mais seulement la phase 1968 - 2001. Il manque donc les données relatives aux dix dernières années d'activités terroristes.

Une fois encore, ces informations doivent être considérées comme une approximation et donc utilisées avec prudence. Tout d'abord, nous savons qu'il y eut parfois davantage de personnes menacées que celles indiquées dans le tableau ci-joint. Ainsi, seuls quatre « trafiquants de drogue » sont indiqués, alors que l'ETA tua trente personnes pour ce motif. De même, un seul ancien membre de l'organisation est indiqué, alors que l'ETA en tua cinq, « Yoyes » étant le cas le plus marquant (Fernández Soldevilla, 2013b : 106).

Deuxièmement, les personnes figurant dans la liste ne faisaient pas systématiquement l'objet d'un attentat. Sinon, la présence de responsables politiques du Bloque Nacionalista Galego, de Convergència i Unió ou du Partido Andalucista n'a par exemple pas lieu d'être. Ces derniers ne peuvent être décrits comme des « cibles » de l'ETA.

Troisièmement, certaines catégories incluses dans le tableau, telles que « compatriotes » ou « erronés », semblent avoir pour but d'inclure les personnes qui ne rentrent pas dans d'autres catégories, plutôt que de réaliser une liste exhaustive.

Sans perdre de vue ce qui a été dit dans les paragraphes précédents concernant la prudence nécessaire pour travailler avec ce tableau, nous pouvons constater qu'en termes de volume, les informations de l'ETA sur les responsables politiques du PP (plus de 3 700 personnes), les chefs d'entreprise (1 800, principalement en raison de l'extorsion) et d'autres cibles habituelles (comme les membres des Forces armées, de la magistrature et des FSE) se démarquent. La vie quotidienne des forces de police nationales et basques fut souvent affectée, de nombreux agents se voyant par exemple forcés de vivre en dehors de leur zone d'exercice pour des raisons de sécurité. La Garde civile, elle, n'était pas touchée de la même manière étant donné l'existence des casernes, où, de toute façon, le problème était l'isolement et le rejet social auxquels étaient soumis ses membres. Le tableau montre également des enquêtes sur de nombreux responsables politiques du PSOE (plus de 1 000, sans compter les 234 du PSC) et plus de 200 personnes liées au monde universitaire. À l'autre extrême, une seule personne est liée à l'Église catholique, ce qui indique que le monde ecclésiastique ne fut pas considéré par l'ETA comme un ennemi.

►

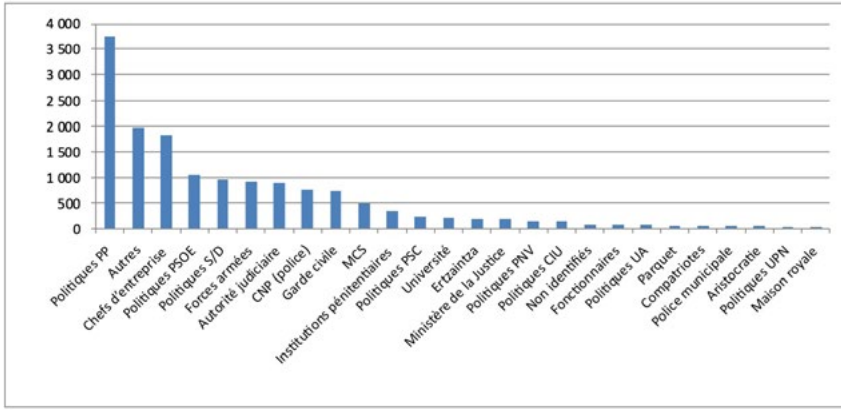
Tableau 15

Nombre de personnes sur lesquelles l'ETA a recueilli des informations, par groupe.

Source : ADJ rapport en lien avec l'instruction 35/2002.

Groupe	Nombre de personnes
Avocats	20
Aristocratie	49
Mairie de Saint-Sébastien	1
Maison royale	30
CNI (renseignement et contre-espionnage)	1
CNP (police)	766
Députation provinciale du Guipuscoa	2
Chefs d'entreprise	1 843
Erronés	7
Ertzaintza	200
Gardes du corps	20
Écrivains	2
Ex-militant de ETA	1
Parquet	61
Forum d'Ermua	9
Forces armées	919
Fonctionnaires	79
Garde civile	733
Église	1
Institutions pénitentiaires	350
Autorité judiciaire	899
MCS	483
Ministère de la Justice	187
Mossos d'Esquadra	16
Non identifiés	83
Autres personnalités	2
Autres	1 983
Compatriotes	60
Police municipale	51
Personnalités politiques : BNG	14
Personnalités politiques : CC	1
Personnalités politiques : CIU	141
Personnalités politiques : DFA	1
Personnalités politiques : EA	13
Personnalités politiques : FE JONS	5
Personnalités politiques : HB	4
Personnalités politiques : IU	26
Personnalités politiques : P. Andalucista	6
Personnalités politiques : PNV	157
Personnalités politiques : PP	3 760
Personnalités politiques : PSC	234
Personnalités politiques : PSOE	1 060
Personnalités politiques : S/D	982
Personnalités politiques : UA	79
Personnalités politiques : UPN	48
Gardes du corps éventuels	23
Présidence du gouvernement	13
Trafiquants de drogue	4
Université	213
Vigiles	7
Total	**15 649**

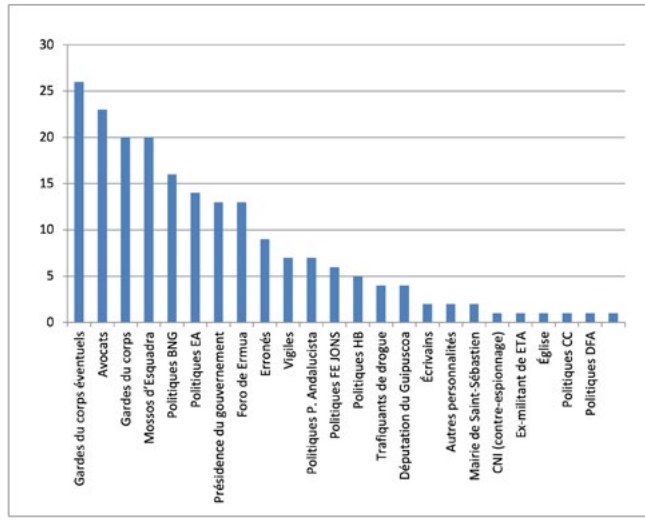
Graphique 9
Nombre de personnes sur lesquelles l'ETA recueillit des informations, par groupe (1). Échelle 0 - 4 000.



Source : réalisation personnelle à partir du rapport concernant l'instruction 35/2002 de l'ADJ.

En résumé, le tableau donne un aperçu des secteurs de la société menacés par le terrorisme de l'ETA, et montre leur relative diversité et par conséquent l'ampleur de l'intimidation qui, selon ces données et comme le montre le décompte global, toucha au moins 15 500 personnes. Rappelons qu'il s'agit de données auxquelles eurent accès les FSE et pas nécessairement de toutes les données. Une étude de Gesto por la Paz estima le nombre total de personnes menacées par l'ETA à environ 42 000 (Bilbao, Merino et Sáez de la Fuente, 2013). En ce sens, les problèmes de calcul sont similaires à ceux générés par le nombre de personnes menacées ayant dû quitter le Pays basque. Les aspects qualitatifs de la violence de persécution furent analysés dans d'autres études, par le biais d'entretiens personnels avec les victimes (Martín-Peña, Opotow et Rodríguez Carballeira, 2011).

Graphique 10
Nombre de personnes sur lesquelles l'ETA recueillit des informations, par groupe (2). Échelle 0 - 30.



Source : réalisation personnelle à partir du rapport concernant l'instruction 35/2002 de l'ADJ.

Opinion publique

Tout au long de cet ouvrage, nous avons intégré diverses données concernant l'opinion publique des Basques sur le terrorisme. Dans cette section, nous concentrerons sur de nouveaux aspects spécifiques pertinents : les principales préoccupations des Basques, leur posture face à l'ETA, leur perception des négociations avec cette organisation et leur sentiment de liberté pour participer à la politique. Nous verrons que l'impact de l'ETA eut également un impact considérable sur ces questions d'opinion publique.

Au cours des dernières décennies, le chômage et la violence furent les principales préoccupations des Basques. Depuis 2002, la violence n'est cependant plus le motif principal d'inquiétude. En 1999,

pendant la période de trêve de l'ETA, le chiffre était également nettement inférieur à celui des années précédentes. Cette question est liée à l'évaluation du problème de la violence au Pays basque, qui était un peu plus positive en 1999 et depuis 2002. Selon les données de la série historique de l'Euskobarometro, qui débute en 1995, l'ETA suscita des niveaux de rejet absolu élevés au Pays basque. Le soutien total à l'ETA des électeurs de HB passa de 20 % en 1995 à 3 % en 2007, tandis que leur justification critique de l'activité de l'organisation passa de 34 % à 11 % au cours de la même période. Il faut garder à l'esprit que, comme le déclara José Manuel Mata López, « le soutien à l'ETA n'était pas tant un soutien explicite à la violence qu'à ce que l'ETA représentait » (Mata López, 1993 : 135 et 136).

En ce qui concerne au groupe terroriste ou sa justification, le pourcentage global de réponses « avant oui/aujourd'hui non » fut assez élevé au fil du temps, toujours supérieur à 10 %, avec des pics jusqu'à 24 % (en 2002). La désapprobation de l'ETA n'empêcha pas un pourcentage significatif de Basques d'être favorable à l'ouverture de négociations politiques avec le groupe terroriste, quelles que soient les circonstances, bien que la position majoritaire fut de ne négocier avec elle qu'en cas d'abandon des armes, sauf en 1999, lors de la trêve.

Tableau 16
Opinion sur la négociation avec l'ETA, 1996-2014 (en %).

	1996	1999	2002	2005	2008	2011	2014
En aucun cas	11	7	14	18	16	19	12
Si l'ETA abandonne les armes	42	39	39	50	49	43	45
Dans tous les cas	34	45	37	27	33	34	40
Ne sait pas	13	9	10	5	2	4	3

Source : Euskobarometro.

La majorité des Basques se révélèrent tout à fait ou plutôt d'accord avec l'affirmation selon laquelle toutes les idées politiques pouvaient s'exprimer au Pays basque sans recourir à la violence, bien que ce pourcentage ait chuté en 2007 et 2009, années au cours desquelles la branche maximaliste de la gauche *abertzale* fut interdite en raison de ses liens avec l'ETA.

En ce qui concerne l'évolution du sentiment de liberté des Basques pour parler de politique, les réponses les plus fréquentes furent « avec tout le monde » et « avec certains ». Si nous décomposons les données en fonction de l'identité nationale subjective, nous obtenons une image plus précise. La minorité qui avouait disposer d'une liberté restreinte pour exprimer ses idées publiquement se limite principalement à la sphère des *non-abertzales*. Ceci est clairement visible si l'on observe l'évolution du sentiment de peur des Basques à l'idée de participer de façon active à la politique. Plus de personnes déclarèrent avoir peu ou pas peur, mais les pourcentages des autres options (très ou assez peur) sont également élevés. Suite à la trêve de l'ETA, ceux qui avouaient avoir très peur passèrent de 26 % en 1998 à 12 % en 1999. Ces chiffres passèrent respectivement à 32 % et 15 % chez ceux qui se disaient *non-abertzales* et à 38 % et 18 % chez les électeurs du PP, pour tomber à 10 % et 4 % chez les électeurs du HB (Euskobarometros en 1998 et 2e vague en

Tableau 17

Aujourd'hui, au Pays basque, on peut défendre toutes les idées sans avoir besoin de recourir à la violence, 1995-2012 (en %).

	1995	1998	2001	2004	2007	2009	2012
Tout à fait d'accord	58	60	58	53	42	34	61
Assez d'accord	25	25	30	34	27	42	29
Plutôt pas d'accord	7	7	7	3	7	10	1
Pas du tout d'accord	5	3	2	1	4	4	1
Ne sait pas*	5	5	3	9	20	10	8

Source : Euskobarometro.

1999). Après la rupture de la trêve, la peur remonta en flèche, atteignant 49 % parmi les électeurs du PP, seuls 4 % d'entre eux affirmant ne ressentir aucune peur (Euskobarometro de 2002, 2e vague). Après la « cessation définitive » du terrorisme de l'ETA, annoncée par le groupe en octobre 2011, le nombre total de personnes déclarant avoir très peur de participer à la vie politique diminua rapidement pour atteindre 4 % en 2013 (Euskobarometro de 2013, 2e vague)[5].

La fin du terrorisme ouvrit la porte à la fois à la normalisation de la vie politique basque et au récit des évènements des dernières décennies, récit qui ne doit pas ignorer les traces profondes laissées par ce phénomène, principalement incarné par l'ETA, dans de multiples aspects de la vie sociale.

5 Les données réparties par identité nationale subjective et les historiques de vote proviennent de l'AEE.

Chapitre 6
Réflexions en guise de conclusion

Ce livre a tenté de mettre en lumière les différents effets générés par le terrorisme au Pays basque et dans l'ensemble de l'Espagne entre 1968 et 2010. Pendant plus de quarante ans, le terrorisme fut un élément majeur de l'histoire espagnole et conditionna toutes les dimensions de la vie citoyenne. Au cours de cette longue période et en tenant compte essentiellement de l'évolution du processus politique, nous avons distingué quatre étapes : le franquisme, la transition vers la démocratie, la consolidation démocratique et la « socialisation de la souffrance ».

La prise en compte sociale des victimes du terrorisme varia considérablement tout au long de ces étapes. Les premières victimes reconnues comme telles par une grande partie de la société basque furent celles causées par la dictature de Franco en lien avec l'activité initiale de l'ETA et, en général, avec les mobilisations de toutes sortes contre le régime (syndicales, civiques, politiques, etc.). Les victimes de ce groupe terroriste ne furent prises en compte que très tardivement, bien que certains aient rapidement perçu la menace que représentait l'ETA pour les droits et libertés (notamment certains dirigeants du PNV pendant le régime de Franco ou les intellectuels signataires du manifeste *Il est encore temps* en 1980).

Bien qu'il soit né pour lutter contre une dictature, le terrorisme de l'ETA fut plus meurtrier en période de démocratie et, surtout, pendant la transition vers celle-ci, qui fut complexe et difficile et marqua le début de l'autonomie basque. L'empathie et le soutien de la population vis-à-vis des victimes du terrorisme de l'ETA furent donc, à l'époque, réduits et de l'ordre du témoignage. Lorsque ces victimes

apparurent en tant que telles, elles ne le firent qu'en tant que bénéficiaires éventuels d'une indemnisation, pratiquement sans aucune présence ou dimension sociale ou politique. Dans le même temps, les victimes de la « guerre sale » générèrent de nombreuses manifestations de soutien dans la rue, incluant des expressions constantes de soutien au terrorisme. C'est surtout dans cette phase de transition de la dictature à la démocratie que s'établit, pour diverses raisons, la culture politique qui favorisa la longévité ultérieure de l'ETA.

La seconde moitié des années 80, qui vit l'émergence de différents types d'initiatives, comme le pacte d'Ajuria Enea ou Gesto por la Paz, fut importante en matière de développement de la réaction sociale et politique contre le terrorisme (d'où qu'il vienne) et de solidarité avec ses victimes. Dans une société tellement punie par la violence et si souvent insensible à la souffrance des « autres », une culture pacifiste, qui mettait en valeur la condition humaine et rejetait le recours à l'intimidation et à la terreur, se développa. Cela fut influencé, entre autres, par la lassitude face à la brutalité des attentats, comme ceux de l'Hipercor à Barcelone, de la Plaza de la República Dominicana à Madrid ou de la caserne de la Garde civile à Saragosse. La perception sociale des victimes et des bourreaux évoluait et le nationalisme basque radical réagit à cette évolution.

L'approche par ce dernier secteur, au milieu des années 90, de la stratégie de « socialisation de la souffrance » fut la conséquence de la conception manichéenne et extrémiste que l'ETA et son entourage avaient de la politique. Cela marqua également son déclin, lorsqu'il transforma des segments de plus en plus importants de la population en victimes. Pour la population, l'enlèvement et le meurtre de Miguel Ángel Blanco en 1997 représentèrent un tournant dans la perception du terrorisme. Les victimes ne devinrent cependant visibles en tant qu'acteurs sociaux et politiques qu'au début du XXIe siècle, sous le gouvernement de José María Aznar, lorsque le terrorisme devint l'une des questions préoccupant le plus les Espagnols et l'une des plus importantes de l'agenda politique, à des degrés divers.

Après l'annonce de la « cessation définitive » de l'activité de l'ETA, les attentats disparurent de la sphère publique et le terrorisme cessa d'être l'une des principales préoccupations de l'opinion publique. Cependant, ce phénomène n'appartient pas seulement au passé,

puisque ses conséquences (les victimes ou les débats sur la façon de raconter ce qui s'est passé) font partie intégrante du présent et de l'avenir. Nous comprenons que les historiens sont les professionnels les plus compétents pour expliquer rigoureusement ce passé sur la base des sources disponibles, sous réserve des contributions pouvant être apportées par les spécialistes d'autres disciplines.

Tout ce qui suit fait partie du bilan du terrorisme : 914 personnes tuées en quarante-trois ans, 845 par l'ETA et des organisations similaires, particulièrement actives dans les années clés de la démocratisation, après la dictature de Franco. Un assassinat de l'ETA sur trois, ou quatre selon la source, reste non résolu à ce jour. C'est également le cas pour un tiers des personnes assassinées par l'extrême droite ou par des groupes parapoliciers.

Pendant la transition vers la démocratie, 76 % des assassinats de l'ETA ne suscitèrent pas de réaction sous forme d'une mobilisation de protestation de la population (données de 1979). Ce chiffre monta à 82 % pendant la première phase de consolidation démocratique (données de 1984). À l'inverse, tous les assassinats de membres de l'ETA suscitèrent des réactions sous forme de grèves et de manifestations, comprenant des expressions constantes d'apologie du terrorisme.

Parmi les personnes blessées lors d'attentats de l'ETA et d'autres groupes similaires, 2 533 obtinrent une indemnisation et de nombreuses autres (au nombre indéterminé) n'en bénéficièrent pas pour diverses raisons. Parmi elles, 709 subirent des séquelles très graves : invalidité majeure, incapacité permanente, absolue ou totale. Quatre-vingt personnes furent enlevées pendant des durées différentes, allant d'un jour à 532 dans le cas de José Antonio Ortega Lara. Neuf victimes d'enlèvement furent finalement assassinées et quatorze autres furent libérées par les terroristes après avoir reçu des balles dans les jambes.

Rien qu'entre 1971 et 2001, le Consortium d'indemnisation des assurances versa 161 695 499 euros pour les dommages corporels et matériels causés par le terrorisme. Jusqu'en 2001, l'ETA collecta des informations sur au moins quinze mille personnes d'origines géographiques et de secteurs professionnels différents. En 2002, près de mille personnes devaient avoir des gardes du corps pour protéger leur

vie. On empêcha ainsi à une grande partie de la société basque de participer à la vie politique et d'exprimer librement ses idées.

L'initiative privée et publique est souhaitable et nécessaire pour approfondir la connaissance de ces aspects et développer celle des autres, dans ce dernier cas par des politiques actives de recherche et de diffusion du passé dont ce livre est un exemple. En tant qu'historiens, notre fonction n'est pas d'indiquer la direction que devrait prendre cette intervention publique, mais de conseiller et d'évaluer son adaptation rigoureuse aux événements passés. En ce sens, nous proposons une série de réflexions finales, orientées notamment vers les institutions.

Première réflexion : il faut éviter de relativiser les victimes du terrorisme. Donner de la dignité aux victimes du terrorisme, c'est ne pas les considérer comme la conséquence d'une tragédie survenue dans l'histoire de façon inéluctable ou comme le produit de la malchance : elles ont été assassinées et les responsables sont les auteurs de ces crimes, qui ont des noms, des prénoms et étaient membres d'une organisation qui commit, et revendiqua par la suite, des crimes de nature politique ; en d'autres termes, des personnes qui cherchaient à imposer un projet de pouvoir particulier. En ce sens, toute politique publique doit disqualifier les auteurs et éviter de réhabiliter ces derniers aux yeux de la population, et de relativiser leurs activités, qui découlent de leur comparaison symétrique avec les infractions commises par les agents de l'État. Celles-ci relevaient de la responsabilité de certains fonctionnaires, alors que la majorité respectait les règles de l'État de droit et de la démocratie. Honorer « toutes les victimes » ou proposer une « mémoire inclusive » conduit, si ces expressions englobent à la fois les victimes du terrorisme et, par exemple, les membres de l'ETA dont les engins explosèrent accidentellement ou qui furent tués lors d'affrontements avec les FSE, à mettre toutes ces personnes sur le même plan dans une sorte de « nivellement de la mémoire nationale ». De même, les références aux victimes du franquisme, qui méritent reconnaissance et réparation, doivent être évitées lorsqu'elles sont faites dans le but de justifier l'émergence du terrorisme au Pays basque ou d'adoucir sa trajectoire.

Deuxième réflexion : il faut donner raison aux victimes de tous les terrorismes. Comme nous l'avons expliqué dans ces pages, la

considération sociale des victimes du terrorisme passa de l'indifférence à l'engagement public. Injustement oubliées pendant longtemps, elles sont le témoignage explicite de la tentative d'imposer un projet politique par la force. Il est déplacé d'opérer des distinctions catégoriques entre les victimes des différentes formes de terrorisme, tout comme il ne faut pas lyncher moralement ces dernières en les mettant, comme nous l'avons souligné au point précédent, sur le même plan que les victimes de leur propre violence dont la souffrance peut être identique, mais dont la signification politique est différente. La revendication des victimes de toutes les formes de terrorisme inclut certains cas dans lesquels elles étaient à la fois victimes et auteurs : tortionnaires franquistes ou militants d'organisations terroristes. Mais ce n'est pas leur passé qui est revendiqué : c'est l'injustice de leur assassinat.

Troisième réflexion : il faut reconnaître la responsabilité des auteurs. Le terrorisme est l'un des principaux facteurs de conditionnement de l'histoire récente de l'Espagne. Il le fut à différents niveaux (politique, économique, social, culturel) et à différentes étapes (dictature, transition, démocratie). C'est au cours des deux dernières phases, durant lesquelles eurent lieu le plus de meurtres, que son impact fut le plus important. Le principal responsable de cette escalade fut l'ETA, l'organisation la plus ancienne et la plus meurtrière, qui bénéficia du plus grand soutien social et dont l'activité (début, développement et fin) façonna le cadre du processus historique du terrorisme au Pays basque (notamment les actions de ses satellites mais aussi de ses opposants terroristes également). En ce sens, d'autres organisations contribuèrent à semer la violence comme forme d'intervention en politique et, parmi elles, celles qui furent promues ou protégées par les appareils de l'État. Elles disposèrent d'un soutien social résiduel au Pays basque, ce qui ne les exonère pas de leurs responsabilités mais les inscrit simplement dans leur contexte. De même, se concentrer sur le terrorisme et ses victimes, comme le fait ce livre, n'implique ni de taire les autres violations des droits de l'homme ni de refuser de rejeter les crimes commis par les policiers qui abusèrent de leurs pouvoirs dans l'exercice de leurs fonctions. Les organisations terroristes consacraient leurs activités à l'assassinat prémédité ou à l'enlèvement. Toute tentative d'assimiler sans nuance ces pratiques

à celles de l'État démocratique est fallacieuse, tout comme il est fallacieux de refuser une reconnaissance aux victimes des abus commis par un groupe d'agents des FSE.

Quatrième réflexion : il faut établir une culture démocratique. Nous ne pouvons pas banaliser ce que la société basque a vécu au cours des quatre dernières décennies, marquées par le terrorisme et l'intolérance. Certains secteurs de la société basque en étaient à l'origine, mais les effets pernicieux furent ressentis par l'ensemble de la population. Pour aborder cette question, il est nécessaire d'expliquer la culture de violence qui se répandit dans ces milieux et l'image positive de la force comme une valeur en soi, qui brutalisèrent l'histoire récente et conduisirent à la violation répétée du droit le plus élémentaire de tous : le droit à la vie. Il exista au Pays basque une culture qui célébrait, ou du moins justifiait et comprenait, l'assassinat de « l'autre » et qui, à l'inverse, saluait l'auteur du crime comme un héros ou un martyr, selon le cas. Face à cela, il convient d'affirmer clairement le rejet de la violence et de développer une culture civique soulignant le rôle de la politique et des institutions démocratiques comme cadre de règlement des désaccords.

Cinquième réflexion : il faut poursuivre les recherches. Un large éventail de questions liées à l'activité terroriste doit encore être exploré : la quantification de ses coûts économiques, les exils qu'elle a engendrés, les blessés, les personnes menacées de différentes manières, la réponse de la société à cette situation ou les multiples répercussions du terrorisme au niveau plus petit de la vie quotidienne. Il est également nécessaire de travailler à la résolution des affaires dont les auteurs n'ont pas été condamnés. Nous avons ici approché certaines de ces variables d'un point de vue historiographique, mais beaucoup de travail reste à faire et signaler ces lacunes en matière de connaissances était l'un des principaux objectifs de ce livre. La création d'un Institut de la Mémoire et d'un Mémorial des Victimes du Terrorisme devrait contribuer, sur le plan pédagogique, à préserver la mémoire de ce qui s'est passé pour les générations futures.

Annexe 1
Liste des personnes tuées par le terrorisme
(1968-2010)

Les personnes tuées par l'ETA et des organisations similaires sont représentées sur un fond blanc, celles des organisations d'extrême droite et parapolicières sur un fond gris clair, et les victimes du terrorisme d'organisations inconnues sur un fond gris foncé. Pour consulter le codage de la base de données, voir la p. 165.

	PERSONNE TUÉE	DATE	LOCALITÉ	AUTEUR	STATUT
1.	Pardines Arcay, José Antonio	07/06/1968	Villabona (Guipuscoa)	1	3
2.	Manzanas González, Melitón	02/08/1968	Irun (Guipuscoa)	1	4
3.	Monasterio Pérez, Fermín	09/04/1969	Arrigorriaga (Biscaye)	1	7
4.	García Cambra, Eloy	29/08/1972	Galdakao (Biscaye)	1	6
5.	Fouz Escobero, José Humberto	24/03/1973	Saint-Jean-de-Luz (France)	1	791
6.	García Carneiro, Jorge Juan	24/03/1973	Saint-Jean-de-Luz (France)	1	791
7.	Quiroga Veiga, Fernando	24/03/1973	Saint-Jean-de-Luz (France)	1	791
8.	Bueno Fernández, Juan Antonio	20/12/1973	Madrid	1	4
9.	Pérez Mogena, José Luis	20/12/1973	Madrid	1	4
10.	Carrero Blanco, Luis	20/12/1973	Madrid	1	81
11.	Posadas Zurrón, Gregorio	03/04/1974	Azpeitia (Guipuscoa)	1	3
12.	Pérez Vázquez, Manuel	03/06/1974	Ataun (Guipuscoa)	1	3
13.	Durán Grande, Martín	11/09/1974	Bilbao (Biscaye)	1	3
14.	Ayuso Pinel, Félix	13/09/1974	Madrid	1	4
15.	Pérez Paino, Concepción	13/09/1974	Madrid	1	792
16.	Alonso Palacín, Antonio	13/09/1974	Madrid	1	792
17.	Arcos Tirado, María Jesús	13/09/1974	Madrid	1	792
18.	Barral Fernández, Baldomero	13/09/1974	Madrid	1	792
19.	Gómez Vaquero, Francisco	13/09/1974	Madrid	1	792
20.	García Pérez, Gerardo	13/09/1974	Madrid	1	792
21.	Llanos Gancedo, Manuel	13/09/1974	Madrid	1	792
22.	Lobo Aguado, Antonio	13/09/1974	Madrid	1	792
23.	Martínez Marín, Luis	13/09/1974	Madrid	1	792
24.	Rey Martínez, María Ángeles	13/09/1974	Madrid	1	792
25.	Baeza Alarcón, Francisca	13/09/1974	Madrid	1	792
26.	Pérez Martínez, María Josefina	13/09/1974	Madrid	1	792
27.	Vera García, Jerónimo	29/10/1974	Pasaia (Guipuscoa)	1	3
28.	Santos Hernández, Luis	17/12/1974	Mondragón (Guipuscoa)	1	3
29.	García Estévez, Argimiro	17/12/1974	Mondragón (Guipuscoa)	1	3
30.	Díaz Linares, José	29/03/1975	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	2	4
31.	Morán González, José Ramón	22/04/1975	Getxo (Biscaye)	2	4
32.	Segovia Peralta, Andrés	06/05/1975	Guernica (Biscaye)	1	3
33.	Llorente Roiz, Fernando	07/05/1975	Bilbao (Biscaye)	1	4

34.	Sánchez Muñoz, Domingo	14/05/1975	Guernica (Biscaye)	1	3
35.	Díaz López, Ovidio	06/06/1975	Barcelone	2	4
36.	Arguimberri Elorriaga, Carlos	07/07/1975	Deba (Guipuscoa)	1	72
37.	Expósito Camio, Francisco	31/07/1975	Usurbil (Guipuscoa)	1	72
38.	Lesmes Martín, Demetrio	08/08/1975	Hernani (Guipuscoa)	1	72
39.	Martín Lozano, Jesús Pascual	05/10/1975	Oñate (Guipuscoa)	1	3
40.	Maldonado Llorente, Esteban	05/10/1975	Oñate (Guipuscoa)	1	3
41.	Moreno Chamorro, Juan José	05/10/1975	Oñate (Guipuscoa)	1	3
42.	Etxabe Orobengoa, Ignacio	05/10/1975	Elorrio (Biscaye)	9	712
43.	Aguirre Irasuegui, Germán	12/10/1975	Legutio (Álava)	9	712
44.	López Treviño, Manuel	18/10/1975	Zarautz (Guipuscoa)	2	3
45.	Echeverría Albisu, Antonio	24/11/1975	Oiartzun (Guipuscoa)	1	81
46.	Vergara Jiménez, Manuel	17/01/1976	Ordizia (Guipuscoa)	1	3
47.	Legorburu Ibarreche, Víctor	09/02/1976	Galdakao (Biscaye)	1	81
48.	Galarza Ayastuy, Julián	10/02/1976	Zizurkil (Guipuscoa)	1	791
49.	Guezala Aramburu, Emilio	01/03/1976	Lezo (Guipuscoa)	1	72
50.	Albizu Idiáquez, Manuel	13/03/1976	Getaria (Guipuscoa)	1	72
51.	Berazadi Uribe, Ángel	18/03/1976	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	2	731
52.	Soria Blasco, Vicente	30/03/1976	Soraluze (Guipuscoa)	1	72
53.	Martínez, José Luis	03/04/1976	Hendaye (France)	1	4
54.	González Ituero, Jesús María	03/04/1976	Hendaye (Francie)	1	4
55.	Gordo García, Miguel	11/04/1976	Baracaldo (Biscaye)	1	3
56.	de Frutos Sualdea, Antonio	03/05/1976	Legazpi (Guipuscoa)	1	4
57.	Albo Llamosas, Luis Carlos	09/06/1976	Basauri (Biscaye)	1	711
58.	Moreno Bergaretxe (Pertur), Eduardo	23/06/1976	Behobia (Guipuscoa)	0	11
59.	Menchaca Gonzalo (Normi), María Norma	09/07/1976	Santurtzi (Biscaye)	9	712
60.	Sanz Flores, Luis Francisco	04/10/1976	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	4
61.	Palomo Pérez, Antonio	04/10/1976	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	4
62.	García González, Alfredo	04/10/1976	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	4
63.	Elicegui Díaz, José María	04/10/1976	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	792
64.	Araluce Villar, Juan María	04/10/1976	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	81
65.	Gómez Barcia, Constantino	13/03/1977	Mondragón (Guipuscoa)	1	3
66.	Galán Aceituno, Antonio	29/04/1977	Tolosa (Guipuscoa)	1	3
67.	Orcera de la Cruz, Manuel	18/05/1977	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	4	4
68.	Ybarra Bergé, Javier	20/05/1977	Barazar (Biscaye)	4	731
69.	Godoy Cerezo, Valentín	26/06/1977	La Puebla de Arganzón (Burgos)	4	4
70.	Salvador Bernardo, David	07/10/1977	Andoain (Guipuscoa)	8	712
71.	Rivera Navarrón, Ángel	08/10/1977	Guernica (Biscaye)	1	3
72.	Hernández Fernández-Segura, Antonio	08/10/1977	Guernica (Biscaye)	1	3
73.	Unceta Barrenchea, Augusto Guillermo	08/10/1977	Guernica (Biscaye)	1	81
74.	Díaz Fernández, José	02/11/1977	Irun (Guipuscoa)	1	6
75.	Imaz Martínez, Joaquín	26/11/1977	Pampelune	1	2

76.	Martínez Ezquerro, Julio	16/12/1977	Irun (Guipuscoa)	1	81
77.	Baena Martín, José Manuel	11/01/1978	Pampelune (Navarre)	1	4
78.	Lemus Noya, Manuel	24/02/1978	Santurtzi (Biscaye)	1	6
79.	Raya Aguilar, Miguel	05/03/1978	Vitoria (Alava)	1	4
80.	Ramos Gómez, Joaquín	05/03/1978	Vitoria (Alava)	1	4
81.	del Val del Río, José Vicente	05/03/1978	Vitoria (Alava)	1	4
82.	Acedo Panizo, José María	10/03/1978	Aduna (Guipuscoa)	1	3
83.	Beldarrain Madariaga, Esteban	16/03/1978	Galdakao (Biscaye)	1	711
84.	Negro Viguera, Alberto	17/03/1978	Lemoiz (Biscaye)	1	741
85.	Guerra Pereda, Andrés	17/03/1978	Lemoiz (Biscaye)	1	741
86.	López González, Manuel	08/05/1978	Pampelune (Navarre)	1	3
87.	Marcos González, Juan	09/05/1978	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	3
88.	Iñigo Blanco, Miguel Ángel	09/05/1978	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	3
89.	Aristondo Trincado, Alfredo	18/05/1978	Pasaia (Guipuscoa)	1	711
90.	Merquelanz Sarriegui, Martín	23/05/1978	Oiartzun (Guipuscoa)	0	7
91.	García Caballero, Antonio	21/06/1978	Tolosa (Guipuscoa)	1	6
92.	Martín González, Francisco	27/06/1978	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	4
93.	Portell Manso, José María	28/06/1978	Portugalete (Biscaye)	1	72 et 781
94.	Arregui Letamendi, Rosario	02/07/1978	Saint-Jean-de-Luz (France)	8	712
95.	Merino Arévalo, Domingo	05/07/1978	Zarautz (Guipuscoa)	1	72
96.	Jáuregui Bernaola, José Javier	08/07/1978	Lemoa (Biscaye)	1	711
97.	Pérez Rodríguez, José Antonio	21/07/1978	Madrid	1	2
98.	Sánchez-Ramos Izquierdo, Juan Manuel	21/07/1978	Madrid	1	2
99.	García Gastiain, José	25/08/1978	Vitoria (Alava)	1	792
100.	Estevas-Gilmain Muñoz, Alfonso	28/08/1978	Hondarribia (Guipuscoa)	2	4
101.	Salgueiro López, Aurelio	28/08/1978	Mondragón (Guipuscoa)	3	3
102.	Barreiro Gens, Amancio	02/09/1978	Usurbil (Guipuscoa)	3	76 et 711
103.	Ferreiro González, José Antonio	23/09/1978	Vitoria (Alava)	1	4
104.	Zafra Regil, José	25/09/1978	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	3
105.	Soto, Lorenzo	25/09/1978	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	3
106.	Quintero Ávila, Ramiro	02/10/1978	Lizartza (Guipuscoa)	1	72
107.	Liesa Morote, Francisco de Asís	03/10/1978	Bilbao (Biscaye)	1	2
108.	Durán Vidal, Anselmo	09/10/1978	Elgoibar (Guipuscoa)	3	3
109.	Pacheco Pata, Ángel	09/10/1978	Markina-Xemein (Biscaye)	1	3
110.	Muiño Fernández, Ramón	13/10/1978	Bilbao (Biscaye)	1	4
111.	García González, Elías	13/10/1978	Bilbao (Biscaye)	1	4
112.	Díaz García, José Benito	13/10/1978	Bilbao (Biscaye)	1	4
113.	Villena Castillo, Alberto	14/10/1978	Lekeitio (Biscaye)	1	3
114.	Silverio Martín, Andrés	22/10/1978	Getxo (Biscaye)	1	3
115.	Mata Corral, Luciano	22/10/1978	Getxo (Biscaye)	1	3
116.	Gancedo Ron, Luis Carlos	22/10/1978	Getxo (Biscaye)	1	3
117.	Vidal Vázquez, Epifanio Benito	25/10/1978	Bilbao (Biscaye)	1	76, 711, 72

118.	Olaiz Michelena, Ignacio	29/10/1978	Urnieta (Guipuscoa)	1	72
119.	Hurtado Fernández, Juan Cruz	02/11/1978	Guernica (Biscaye)	1	72 et 711
120.	Legasa Ubiría, José Luis	02/11/1978	Irun (Guipuscoa)	1	72 et 731
121.	Recaola Landa, Rafael	02/11/1978	Lezo (Guipuscoa)	1	72 et 711
122.	Criado Ramajo, Mariano	05/11/1978	Tolosa (Guipuscoa)	1	3
123.	Candendo Pérez, Luis	09/11/1978	Antzuola (Guipuscoa)	1	82
124.	Revilla Alonso, Lucio	11/11/1978	Zumarraga (Guipuscoa)	1	3
125.	Rodríguez de Lama, José	11/11/1978	Zumarraga (Guipuscoa)	1	3
126.	Mateu Cánoves, Francisco	16/11/1978	Madrid	1	83
127.	Sánchez, José Benito	20/11/1978	Basauri (Biscaye)	1	4
128.	Sancho Mejido, Benjamín	20/11/1978	Basauri (Biscaye)	1	4
129.	Elexpe Astonda, Elías	26/11/1978	Amorebieta-Etxano (Biscaye)	1	72 et 711
130.	Arriaga Ciaurriz, Heliodoro	27/11/1978	Villabona (Guipuscoa)	1	3
131.	Hernández Cuesta, Alejandro	30/11/1978	Irun (Guipuscoa)	1	72 et 711
132.	León Ortega, Manuel	01/12/1978	Oñate (Guipuscoa)	1	3
133.	Serrais Llasera, José María	05/12/1978	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	4
134.	Alonso Perejil, Gabriel	05/12/1978	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	4
135.	Cruz Salcines, Ángel	05/12/1978	Saint-Sébastien	1	6
136.	Rubio Ereño, Vicente	09/12/1978	Santurtzi (Biscaye)	1	6
137.	Jiménez Gómez, Juan	13/12/1978	Pasaia (Guipuscoa)	3	6
138.	Sota Argaiz, Saturnino	13/12/1978	Vitoria (Alava)	1	72
139.	Fernández-Montes Rojas, Diego	17/12/1978	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	2
140.	Azaola Martínez, Joaquín María	19/12/1978	Getxo (Biscaye)	1	9
141.	Beñaran Ordeñana (Argala), José Miguel	21/12/1978	Anglet (France)	6	11
142.	Garrido Caro, Pedro	23/12/1978	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	711
143.	Arrizabalaga Arcocha, José María	27/12/1978	Ondarroa (Biscaye)	1	72 et 711
144.	Sampil Belmonte, Lisardo	30/12/1978	Igorre (Biscaye)	1	72
145.	Vicente Cantón, José Luis	31/12/1978	Llodio (Alava)	1	72
146.	Berlanga Robles, Francisco	02/01/1979	Pampelune (Navarre)	1	4
147.	Herrera Hernández, José María	02/01/1979	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	2
148.	Ortín Gil, Constantino	03/01/1979	Madrid	1	2
149.	Sanz García, Ciriaco	05/01/1979	Llodio (Alava)	1	3
150.	Ramírez Gallardo, Antonio	06/01/1979	Beasain (Guipuscoa)	1	3
151.	González Ruiz, Hortensia	06/01/1979	Beasain (Guipuscoa)	1	792
152.	Gómez-Jiménez, Francisco	13/01/1979	Azpeitia (Guipuscoa)	1	3
153.	García Poyo, Miguel	13/01/1979	Azpeitia (Guipuscoa)	1	3
154.	Mota Calvo, Francisco	13/01/1979	Azpeitia (Guipuscoa)	1	3
155.	Ulayar Liciaga, Jesús	27/01/1979	Etxarri-Aranatz (Navarre)	2	82
156.	Sanz Gómez, Esteban	29/01/1979	Tolosa (Guipuscoa)	1	3
157.	Artola Goicoechea, José Fernando	30/01/1979	Antzuola (Guipuscoa)	1	72
158.	de Diego Martínez, Félix	31/01/1979	Irun (Guipuscoa)	1	3
159.	Díez Pérez, José	03/02/1979	Andoain (Guipuscoa)	1	3

160.	Vivot Undabarrena, José Antonio	06/02/1979	Olaberria (Guipuscoa)	1	81
161.	Irusta Altamira, Vicente	08/02/1979	Muxika (Biscaye)	3	72 et 711
162.	Pinilla Sanz, César	12/02/1979	Mungia (Biscaye)	3	6
163.	Borrajo Palacín, Sergio	14/02/1979	Vitoria (Alava)	1	2
164.	Arroyo Gutiérrez, Benito	23/02/1979	Deba (Guipuscoa)	2	3
165.	Chávarri Isasi, Miguel	09/03/1979	Beasain (Guipuscoa)	1	6
166.	Maderal Oleaga, José María	16/03/1979	Bilbao (Biscaye)	2	711
167.	Recio Claver, Antonio	23/03/1979	Vitoria (Alava)	1	4
168.	Fernández Serrano, Pedro	05/04/1979	Pampelune (Navarre)	1	72
169.	Mariñas Vence, Adolfo	06/04/1979	Tolosa (Guipuscoa)	3	72
170.	Pujante García, Ginés	07/04/1979	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	4
171.	Orenes Guillamont, Miguel	07/04/1979	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	4
172.	Peralta Montoya, Juan Bautista	07/04/1979	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	4
173.	Imaz Gorostiza, Dionisio	09/04/1979	Ordizia (Guipuscoa)	1	711
174.	Bautista García, Juan	17/04/1979	Ikaztegieta (Guipuscoa)	1	3
175.	Ruiz Rodríguez, Pedro	28/04/1979	Durango (Biscaye)	1	6
176.	Díaz Román, Juan Antonio	30/04/1979	Oñate (Guipuscoa)	1	3
177.	Peña Solís, Antonio	02/05/1979	Ordizia (Guipuscoa)	1	3
178.	Maestre Rodríguez, José Miguel	02/05/1979	Ordizia (Guipuscoa)	1	3
179.	Ansa Echevarría, Ramón	06/05/1979	Andoain (Guipuscoa)	8	712
180.	Pérez García, Antonio	17/05/1979	Lemoa (Biscaye)	1	72
181.	Gómez Hortigüela, Luis	25/05/1979	Madrid	1	2
182.	Laso Corral, Agustín	25/05/1979	Madrid	1	2
183.	Ábalos Giménez, Jesús	25/05/1979	Madrid	1	2
184.	Gómez Borrego, Luis	25/05/1979	Madrid	1	792
185.	Berasategui Mendizábal, Luis	06/06/1979	Vergara (Guipuscoa)	1	72 et 711
186.	Varela Rúa, Andrés Antonio	07/06/1979	Tolosa (Guipuscoa)	1	2
187.	Baños Espada, Ángel	13/06/1979	Lemoiz (Biscaye)	1	741
188.	Muñoz Espinoza, Héctor Abraham	19/06/1979	Irun (Guipuscoa)	1	72
189.	Alfaro Orihuela, Diego	22/06/1979	Basauri (Biscaye)	1	792
190.	Medina Albala, Francisco	22/06/1979	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	72
191.	Álvarez Gómez (Korta), Enrique	25/06/1979	Bayonne (France)	6	11
192.	Colomo Rodríguez, Jesus María	21/07/1979	Beasain (Guipuscoa)	1	72
193.	Saro Pérez, Miguel Ángel	28/07/1979	Bilbao (Biscaye)	1	4
194.	López de la Peña, Emilio	28/07/1979	Bilbao (Biscaye)	1	4
195.	Cordero López, Moisés	28/07/1979	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	3
196.	Pastor Martín, Antonio	28/07/1979	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	3
197.	Luna Azol, Juan	29/07/1979	Madrid	2	3
198.	Rey Amez, Dionisio	29/07/1979	Madrid	2	4
199.	Pérez Palma, Jesús Emilio	29/07/1979	Madrid	2	792
200.	Redondo Vian, Guadalupe	29/07/1979	Madrid	2	792
201.	Fertig, Dorothy	29/07/1979	Madrid	2	792

202.	Juan Boix, José Manuel	29/07/1979	Madrid	2	792
203.	Amaya Pérez, José Manuel	29/07/1979	Madrid	2	792
204.	Lopategui Carrasco (Pantu), Juan José	02/08/1979	Anglet (France)	6	11
205.	Tauste Sánchez, Juan José	04/08/1979	Eibar (Guipuscoa)	1	3
206.	Nieves Cañuelo, Antonio	08/08/1979	Sondita (Biscaye)	1	3
207.	Ferreira Simois, Manuel	13/08/1979	Portugalete (Biscaye)	1	6
208.	López Carrera, Antonio	16/08/1979	Sondika (Biscaye)	1	711
209.	Calvo Val, Aureliano	30/08/1979	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	4
210.	Pérez Rodríguez, José María	30/08/1979	Zumarraga (Guipuscoa)	1	4
211.	Elizarán Sarasola (Periko), Justo	13/09/1979	Biarritz (France)	9	11
212.	Carriegas Pérez, Modesto	13/09/1979	Baracaldo (Biscaye)	1	711
213.	Pérez-Zamora Cámara, Aureliano	19/09/1979	Bilbao (Biscaye)	1	2
214.	Ezquerro Serrano, Julián	19/09/1979	Bilbao (Biscaye)	1	2
215.	González-Vallés Sánchez, Lorenzo	23/09/1979	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	2
216.	Holgado Agudo, Sixto	26/09/1979	Errenteria (Guipuscoa)	1	72
217.	Alba Irazusta, Tomás	28/09/1979	Astigarraga (Guipuscoa)	7	782
218.	Uriarte Alza, Luis María	29/09/1979	Lemoa (Biscaye)	1	81
219.	Vilariño Orce, Alfonso Manuel	30/09/1979	Guernica (Biscaye)	1	6
220.	Goiri Rovira, Pedro	30/09/1979	Getxo (Biscaye)	1	72
221.	Sanz Biurrun, Carlos	08/10/1979	Pampelune (Navarre)	1	4
222.	Mesa Portillo, Antonio	11/10/1979	Getxo (Biscaye)	1	4
223.	González López, Germán	27/10/1979	Urretxu (Guipuscoa)	3	72
224.	Fuentes Fontán, Manuel	31/10/1979	Portugalete (Biscaye)	1	3
225.	Rodríguez Espínola, Fernando	12/11/1979	Oiartzun (Guipuscoa)	1	72
226.	Aguirreurreta Arzamendi, Juan Luis	16/11/1979	Mondragón (Guipuscoa)	3	72 et 711
227.	Sánchez Marfil, Pedro	28/11/1979	Azpeitia (Guipuscoa)	1	3
228.	García Pérez, Ángel	28/11/1979	Azpeitia (Guipuscoa)	1	3
229.	Alés Martínez, Antonio	28/11/1979	Azpeitia (Guipuscoa)	1	3
230.	Montoya Ortueta, Juan Cruz	18/12/1979	Vitoria (Alava)	1	791
231.	García, Jesús	05/01/1980	Baracaldo (Biscaye)	1	76 et 711
232.	Arroyo González, Sebastián	08/01/1980	Alsasua (Navarre)	1	3
233.	Velasco Zuazola, Jesús Ignacio	10/01/1980	Vitoria (Alava)	1	2
234.	Moya Jiménez, Francisco	14/01/1980	Elorrio (Biscaye)	1	3
235.	Saldise Corta, Carlos	16/01/1980	Lezo (Guipuscoa)	7	712
236.	Palacios Domínguez, José Miguel	19/01/1980	Getxo (Biscaye)	1	72
237.	Arana Gómez, Liborio	20/01/1980	Baracaldo (Biscaye)	7	712
238.	Ariño Barón, María Paz	20/01/1980	Baracaldo (Biscaye)	7	712
239.	Fica Zubiaga, Pacífico	20/01/1980	Baracaldo (Biscaye)	7	712
240.	Santacoloma Velasco, Manuel	20/01/1980	Baracaldo (Biscaye)	7	712
241.	Ramos Vázquez, Alfredo	23/01/1980	Baracaldo (Biscaye)	1	72 et 711
242.	Domínguez Jiménez, Luis	25/01/1980	Vergara (Guipuscoa)	1	76, 711 et 72
243.	Román Moreno, Juan Manuel	27/01/1980	Basauri (Biscaye)	1	4

244.	Martínez Pérez-Castillo, José	01/02/1980	Ispaster (Biscaye)	1	3
245.	Marín Gamero, Antonio	01/02/1980	Ispaster (Biscaye)	1	3
246.	Gómez Martiñán, José	01/02/1980	Ispaster (Biscaye)	1	3
247.	Gómez Trillo, José	01/02/1980	Ispaster (Biscaye)	1	3
248.	Villamor González, Victorino	01/02/1980	Ispaster (Biscaye)	1	3
249.	Díez Marcos, Alfredo	01/02/1980	Ispaster (Biscaye)	1	3
250.	Zubicaray Badiola (Jihsa), Jesús María	02/02/1980	Bilbao (Biscaye)	6	712
251.	González Martín, Yolanda	02/02/1980	Madrid	6	712
252.	Rodríguez Fuentes, Miguel	08/02/1980	Errenteria (Guipuscoa)	1	2
253.	Astuy Rodríguez, Ángel	08/02/1980	Oñate (Guipuscoa)	1	6
254.	Arocena Arbelaiz, Ignacio	16/02/1980	Oiartzun (Guipuscoa)	1	72
255.	Saracíbar González de Durana, Eugenio	20/02/1980	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	2
256.	Ramírez Villar, José Luis	18/03/1980	Madrid	1	1
257.	Sánchez Soto, Dámaso	24/03/1980	Durango (Biscaye)	1	72
258.	Artero Quiles, José	24/03/1980	Eskoriatza (Guipuscoa)	1	72
259.	Aresti Urien, Enrique	25/03/1980	Bilbao (Biscaye)	1	731
260.	Piris Carballo, José María	29/03/1980	Azkoitia (Guipuscoa)	1	792
261.	Pascual Andreu, Francisco	06/04/1980	Orio (Guipuscoa)	3	3
262.	Lopetegui Barjacoba, Florentino	06/04/1980	Orio (Guipuscoa)	3	72
263.	Lázaro Valle, Eugenio	13/04/1980	Vitoria (Alava)	1	2
264.	Torralba López, José	16/04/1980	Irun (Guipuscoa)	1	3
265.	Martos García, Luis	16/04/1980	Irun (Guipuscoa)	1	3
266.	Sagarna Ormazábal, Felipe	19/04/1980	Hernani (Guipuscoa)	6	712
267.	Muñoz Alcalde, Rufino	28/04/1980	Hondarribia (Guipuscoa)	1	3
268.	Vidaurre Olleta, Jesús	01/05/1980	Pampelune (Navarre)	1	75
269.	Oyaga Marañón, José	01/05/1980	Pampelune (Navarre)	1	75
270.	Espinosa Viscarret, José	08/05/1980	Pasaia (Guipuscoa)	1	2
271.	Moreno Núñez, Antonio	09/05/1980	Santurtzi (Biscaye)	1	4
272.	Baglietto Martínez, Ramón	12/05/1980	Azkoitia (Guipuscoa)	1	82
273.	Rodríguez Fontana, José Manuel	15/05/1980	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	4
274.	Villadangos Calvo, Dionisio	15/05/1980	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	4
275.	Holgado Sabio, Jesús	15/05/1980	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	4
276.	Ruiz Fernández, Francisco Ramón	16/05/1980	Goizueta (Navarre)	1	3
277.	Puig Mestre, Francisco	16/05/1980	Goizueta (Navarre)	1	3
278.	Peña Zubía, Ceferino	16/05/1980	Zestoa (Guipuscoa)	1	791
279.	Sulibarria Goitia, Tomás	03/06/1980	Bilbao (Biscaye)	1	9
280.	Etxeberria Álvarez (Naparra), José Miguel	11/06/1980	Saint-Jean-de-Luz (France)	0	11
281.	Postigo Mejías, Ángel	15/06/1980	Pampelune (Navarre)	1	4
282.	García Lorenzo, José Pablo	19/06/1980	Amorebieta-Etxano (Biscaye)	1	72
283.	Expósito Pascual, Julio Santiago	20/06/1980	Sestao (Biscaye)	1	76 et 711
284.	Hergueta Guinea, Luis	25/06/1980	Vitoria (Alava)	2	732
285.	Quindos López, Justino	28/06/1980	Azkoitia (Guipuscoa)	3	3

286.	López Camarón, Elío	28/06/1980	Azkoitia (Guipuscoa)	3	72
287.	Muñoz Grau, Julio	28/06/1980	Azkoitia (Guipuscoa)	3	72
288.	Becerra Calvente, Joaquín	02/07/1980	Amurrio (Alava)	1	72
289.	Gómez Ramos, Antonio	13/07/1980	Orio (Guipuscoa)	1	3
290.	Navio, Aurelio	13/07/1980	Orio (Guipuscoa)	1	3
291.	Ledo Taboada, Ramón	18/07/1980	Vergara (Guipuscoa)	1	72
292.	López Bescos, Francisco	22/07/1980	Villamediana (Castille-et-León)	1	3
293.	Contreras Gabarra, Antonio	23/07/1980	Bilbao (Biscaye)	8	712
294.	Contreras Gabarra, María	23/07/1980	Bilbao (Biscaye)	8	712
295.	Leal Cerradilla, Anastasio	23/07/1980	Bilbao (Biscaye)	8	712
296.	González Blasco, Mario	02/08/1980	Eibar (Guipuscoa)	2	76
297.	Etxebeste Toledo, Jesús María	27/08/1980	Irun (Guipuscoa)	8	712
298.	Etxaniz Olabarría, Ángel	30/08/1980	Ondarroa (Biscaye)	6	712
299.	Fernández Guzmán, Antonio	03/09/1980	Santurtzi (Biscaye)	1	72
300.	Altuna Fernández de Arroyabe, Basilio	06/09/1980	Iruraiz-Gauna (Alava)	2	4
301.	Arbelaiz Echevarria, Miguel María	07/09/1980	Hernani (Guipuscoa)	6	712
302.	Elizondo Arrieta, Luis María	07/09/1980	Hernani (Guipuscoa)	6	712
303.	Urquizu Goyogana, José María	13/09/1980	Durango (Biscaye)	1	2
304.	Hernández Espigares, Miguel	20/09/1980	Markina-Xemein (Biscaye)	1	3
305.	García Argente, Antonio	20/09/1980	Markina-Xemein (Biscaye)	1	3
306.	Martínez Bellas, Alfonso	20/09/1980	Markina-Xemein (Biscaye)	1	3
307.	González Huergo, Mariano	20/09/1980	Markina-Xemein (Biscaye)	1	3
308.	Coto Abad, Ramón	29/09/1980	Bilbao (Biscaye)	1	791
309.	Ustaran Ramírez, José Ignacio	29/09/1980	Vitoria (Alava)	2	82
310.	Morales Fabián, Benito	02/10/1980	Errenteria (Guipuscoa)	1	72
311.	Canal, Sergio	03/10/1980	Durango (Biscaye)	1	4
312.	Merenciano Ruiz, José Antonio	03/10/1980	Durango (Biscaye)	1	4
313.	Hernando Ortega, Jesús	03/10/1980	Durango (Biscaye)	1	4
314.	Vázquez Platas, José Luis	04/10/1980	Salvatierra (Alava)	1	3
315.	Palma Brioa, Avelino	04/10/1980	Salvatierra (Alava)	1	3
316.	Prado Mella, Ángel	04/10/1980	Salvatierra (Alava)	1	3
317.	García Fernández, Carlos	07/10/1980	Eibar (Guipuscoa)	1	72 et 711
318.	Moto Rodríguez, Lorenzo	13/10/1980	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	2
319.	Extramiana Unanue, Felipe Alejandro	23/10/1980	Amorebieta-Etxano (Biscaye)	1	72
320.	García Cordero, Juan Manuel	23/10/1980	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	3	72
321.	Arrese Arizmendiarreta, Jaime	23/10/1980	Elgoibar (Guipuscoa)	3	82
322.	Fernández Azpiazu, Juan Carlos	29/10/1980	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	75
323.	Pérez López de Orueta, José María	31/10/1980	Hernani (Guipuscoa)	1	75
324.	Doval Mateos, Juan de Dios	31/10/1980	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	2	82
325.	López Hernández, Arturo	03/11/1980	Zarautz (Guipuscoa)	1	3
326.	Retamar Nogales, Ángel	03/11/1980	Zarautz (Guipuscoa)	1	3
327.	García Lorenzo, Modesto	03/11/1980	Zarautz (Guipuscoa)	1	3

328.	Castillejos Pérez, Julio César	03/11/1980	Zarautz (Guipuscoa)	1	3
329.	Lasa Arruabarrena, Miguel	03/11/1980	Zarautz (Guipuscoa)	1	792
330.	Lisalde Ramos, José Alberto	06/11/1980	Eibar (Guipuscoa)	1	4
331.	Mazo Figueroa, Sotero	06/11/1980	Eibar (Guipuscoa)	1	792
332.	Pueyo, Jeanine	06/11/1980	Tarbes (France)	4	792
333.	Zunzunegui Arratibel, Miguel	12/11/1980	Ataun (Guipuscoa)	1	75
334.	Zorita Alonso, Vicente	14/11/1980	Santurtzi (Biscaye)	1	82
335.	Antimasbere Escoz, Joaquín	14/11/1980	Hernani (Guipuscoa)	6	712
336.	Etxeberria, Joaquín	14/11/1980	Caracas (Vénézuela)	6	712
337.	Arana, Esperanza	14/11/1980	Caracas (Vénézuela)	6	712
338.	García León, Juan	17/11/1980	Eibar (Guipuscoa)	1	3
339.	Prieto, Aurelio	21/11/1980	Tolosa (Guipuscoa)	3	3
340.	Camio, José	23/11/1980	Hendaye (France)	6	712
341.	Haramendi, Jean Pierre	23/11/1980	Hendaye (France)	6	712
342.	Fernández Valcárcel, Carlos	27/11/1980	Logroño	1	4
343.	San Martín Fernández, Miguel Ángel	27/11/1980	Logroño	1	792
344.	Martínez Simón, Joaquín	27/11/1980	Logroño	1	792
345.	Garciarena Baraibar, Miguel	27/11/1980	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	2
346.	Lasa Errezola, Iñaki	06/12/1980	Azpeitia (Guipuscoa)	3	72
347.	Moreno Castro, José Javier	11/12/1980	Eibar (Guipuscoa)	1	4
348.	Sagardia Zaldua (Usurbil), José Martín	30/12/1980	Biarritz (France)	6	11
349.	Díaz García, Antonio	05/01/1981	Errenteria (Guipuscoa)	1	75
350.	Oliva Hernández, José Luis	14/01/1981	Sodupe (Guipuscoa)	1	9
351.	García Martín, Leopoldo	17/01/1981	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	4
352.	Ryan Estrada, José María	06/02/1981	Zaratamo (Biscaye)	1	741
353.	Ansa Cincunegui, Francisco Javier	03/03/1981	Andoain (Guipuscoa)	6	712
354.	Raimundo Moya, José Luis	05/03/1981	Bilbao (Biscaye)	1	4
355.	Romeo Rotaeche, Ramón	19/03/1981	Bilbao (Biscaye)	1	2
356.	Prieto Gracia, José Luis	21/03/1981	Pampelune (Navarre)	1	2
357.	Costa Otamendi, Juan	27/03/1981	Tolosa (Guipuscoa)	1	75
358.	Sánchez Vicente, Vicente	08/04/1981	Baracaldo (Biscaye)	1	4
359.	Francés Garzón, Francisco	09/04/1981	Bilbao (Biscaye)	1	4
360.	Cadarso San Juan, Luis	14/04/1981	Basauri (Biscaye)	1	3
361.	Rodríguez Fernández, Oswaldo José	14/04/1981	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	2
362.	Latiegui Balmaseda, José María Félix	14/04/1981	Usurbil (Guipuscoa)	3	732
363.	Nogueras García, Antonio	07/05/1981	Madrid	1	1
364.	Rodríguez Taboada, Manuel	07/05/1981	Madrid	1	1
365.	Tevar Seco, Guillermo	07/05/1981	Madrid	1	2
366.	Olaya de la Flor, José	14/05/1981	Lemoa (Biscaye)	1	3
367.	Sánchez Barallo, Manuel	14/05/1981	Lemoa (Biscaye)	1	3
368.	Álvarez Merayo, Esteban	05/06/1981	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	4
369.	García Sánchez, María José	15/06/1981	Zarautz (Guipuscoa)	1	4

370.	de la Parra Urbaneja, Luis	22/06/1981	Irun (Guipuscoa)	1	2
371.	Ibarguchi Erostarbe, Ignacio	24/06/1981	Tolosa (Guipuscoa)	1	791
372.	Martínez Castaños, Juan Manuel	24/06/1981	Tolosa (Guipuscoa)	1	791
373.	Martínez Castaños, Pedro Conrado	24/06/1981	Tolosa (Guipuscoa)	1	791
374.	Murillo Chacón, Antonio	26/06/1981	Hernani (Guipuscoa)	3	75
375.	Miranda Blanco, Luis	05/07/1981	Oiartzun (Guipuscoa)	1	3
376.	Fernández Ferrero, Magín	05/07/1981	Baracaldo (Biscaye)	1	2
377.	Gorjón González, Joaquín	10/07/1981	Basauri (Biscaye)	1	3
378.	Ferreira Martín, Ovidio	10/07/1981	Bilbao (Biscaye)	1	792
379.	Galíndez Llano, Félix	25/07/1981	Amurrio (Alava)	1	72
380.	González de Paz, Santiago	17/10/1981	Santurtzi (Biscaye)	1	3
381.	Hernández Seisdedos, Manuel	26/11/1981	Getxo (Biscaye)	1	72
382.	Garayalde Jauregizabal, Pablo	02/01/1982	Leitza (Navarre)	8	712
383.	García Díez, Benigno	27/01/1982	Ondarroa (Biscaye)	1	6
384.	Fragoso Martín, José	16/02/1982	Oiartzun (Guipuscoa)	1	3
385.	Fernández, Benjamín	16/02/1982	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	3
386.	Martín Sánchez, Modesto	15/03/1982	Errenteria (Guipuscoa)	1	3
387.	Martínez Pérez, Agustín	22/03/1982	Sestao (Biscaye)	1	4
388.	Maside Bouzo, Alfonso	22/03/1982	Sestao (Biscaye)	1	4
389.	Illarramendi Ricci, Cristina Mónica	22/03/1982	Sestao (Biscaye)	1	792
390.	Gómez García, Antonio	26/03/1982	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	3	4
391.	Cuesta Jiménez, Enrique	26/03/1982	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	3	72
392.	Carasa Pérez, Ramiro	30/03/1982	Urnieta (Guipuscoa)	1	72 et 711
393.	Garcera López, Vicente Luis	17/04/1982	Pampelune (Navarre)	1	4
394.	Fernández Rico, Antonio Pablo	02/05/1982	Ondarroa (Biscaye)	1	3
395.	Pascual Múgica, Ángel	05/05/1982	Bilbao (Biscaye)	1	741
396.	Huegun Aguirre, Antonio	14/05/1982	Eibar (Guipuscoa)	0	7
397.	Allende Porrúa, Luis Manuel	01/06/1982	Bilbao (Biscaye)	4	731
398.	Enríquez García, Daniel	03/06/1982	Bilbao (Biscaye)	1	2
399.	Vega Gil, Rafael	05/06/1982	Santurtzi (Biscaye)	1	72
400.	Fernández Pernas, José Luis	13/06/1982	Pasaia (Guipuscoa)	1	3
401.	Aybar Yáñez, José	30/06/1982	Baracaldo (Biscaye)	1	6
402.	García González, Juan Antonio	04/07/1982	Burguete (Navarre)	1	3
403.	López-Jaureguizar Poncela, Alberto	16/07/1982	Getxo (Biscaye)	1	72
404.	Gómez Duarte, Vicente	25/08/1982	Mungia (Biscaye)	1	3
405.	Garrido Romero, Miguel	25/08/1982	Mungia (Biscaye)	1	3
406.	Seronero Sacristán, Juan	14/09/1982	Errenteria (Guipuscoa)	1	4
407.	López Fernández, Alfonso	14/09/1982	Errenteria (Guipuscoa)	1	4
408.	Cedillo Toscano, Antonio	14/09/1982	Errenteria (Guipuscoa)	1	4
409.	Ordoñez Pérez, Jesús	14/09/1982	Errenteria (Guipuscoa)	1	4
410.	Fernández Arias, Emilio	22/09/1982	Erandio (Biscaye)	1	1
411.	Ribeiro de Aguiar Nalda, Juan Carlos	05/10/1982	Bermeo (Biscaye)	0	7

412.	Toca Echeverría, Alberto	08/10/1982	Pampelune (Navarre)	3	711
413.	Jiménez Mayoral, José	09/10/1982	Irun (Guipuscoa)	1	3
414.	Hernández Corchete, Gregorio	15/10/1982	Leitza (Navarre)	1	792
415.	Uceda Vera, César	21/10/1982	Bilbao (Biscaye)	1	2
416.	García González, Domingo Javier	22/10/1982	Getxo (Biscaye)	1	75
417.	González Ruiz, Francisco	31/10/1982	Vitoria (Alava)	1	4
418.	Lago Román, Víctor	04/11/1982	Madrid	1	2
419.	Patiño Casanova, Carlos Manuel	18/11/1982	Errenteria (Guipuscoa)	1	76
420.	Joya Lago, Juan Ramón	12/12/1982	Tolosa (Guipuscoa)	1	3
421.	García Mencía, Juan Manuel	29/12/1982	Irun (Guipuscoa)	1	3
422.	López Fernández, Manuel	29/12/1982	Irun (Guipuscoa)	1	3
423.	Mateo Pastor, Miguel	02/02/1983	Ordizia (Guipuscoa)	1	3
424.	Iturriondo García, Ramón	05/02/1983	Bilbao (Biscaye)	1	792
425.	Izquierdo Emperador, Aníbal Alfonso	05/02/1983	Bilbao (Biscaye)	1	792
426.	Alonso Gómez, Benicio	05/02/1983	Bilbao (Biscaye)	1	792
427.	Llanillo Borbolla, Joaquina Patricia	12/02/1983	Tolosa (Guipuscoa)	1	72
428.	Martínez García, Ramón Ezequiel	25/03/1983	Oiartzun (Guipuscoa)	3	4
429.	Sutil Pelayo, Aniano	27/03/1983	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	4
430.	Segarra Blanco, Julio	04/05/1983	Bilbao (Biscaye)	1	4
431.	Barquero González, Pedro	04/05/1983	Bilbao (Biscaye)	1	4
432.	Ledo García, Mª Dolores	04/05/1983	Bilbao (Biscaye)	1	792
433.	Lázaro Aparicio, Fidel	28/05/1983	Pampelune (Navarre)	3	3
434.	Conejo Salguero, Antonio	28/05/1983	Pampelune (Navarre)	3	3
435.	Vadillo, Eduardo	14/06/1983	Durango (Biscaye)	1	792
436.	Maldonado Moreno, Juan	22/06/1983	Pasaia (Guipuscoa)	1	3
437.	Casanova López, Emilio Juan	23/06/1983	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	3	4
438.	Blanco Cereceda, Jesús	27/06/1983	Pampelune (Navarre)	1	791
439.	Machio Martos, Francisco	07/07/1983	Azpeitia (Guipuscoa)	3	72
440.	García San Miguel, Manuel Francisco	13/07/1983	Sopela (Biscaye)	1	4
441.	Salazar Suero, Ramiro	23/07/1983	Vitoria (Alava)	1	75
442.	Rua Díez, Enrique	31/07/1983	Getaria (Guipuscoa)	3	3
443.	Gil Marín, Rafael	31/07/1983	Getaria (Guipuscoa)	3	3
444.	Peronié Díaz, Manuel	05/08/1983	Oiartzun (Guipuscoa)	1	6
445.	Quintanilla Salas, Arturo	06/09/1983	Hernani (Guipuscoa)	1	731
446.	Alberdi Iriarte, Francisco Javier	06/09/1983	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	0	7
447.	Sánchez César, Pablo	16/09/1983	Urnieta (Guipuscoa)	1	4
448.	Benito José, Manuel	03/10/1983	Portugalete (Biscaye)	1	4
449.	Pulido Pavón, Juan José	08/10/1983	Hernani (Guipuscoa)	1	72
450.	Flórez Jiménez, Ángel	13/10/1983	Errenteria (Guipuscoa)	1	3
451.	Suar Muro, Alfredo Jorge	14/10/1983	Puerto de Santa María (Cadix)	1	77
452.	Corchado Muñoz, José Reyes	15/10/1983	Oñate (Guipuscoa)	1	3
453.	Lasa Aróstegui, José Antonio	15/10/1983	Bayonne (France)	5	11

454.	Zabala Artano, José Ignacio	15/10/1983	Bayonne (France)	5	11
455.	Martín Barrios, Alberto	18/10/1983	Bilbao (Biscaye)	4	2
456.	Cuña González, Cándido	20/10/1983	Errenteria (Guipuscoa)	1	72
457.	Mendizábal Iturrarte, Lorenzo	26/10/1983	Irun (Guipuscoa)	1	72
458.	Carrasco Merchán, Manuel	05/11/1983	Villabona (Guipuscoa)	1	72
459.	Martínez Trelles, Ángel	09/11/1983	Bilbao (Biscaye)	1	711
460.	de Vicente Comesaña, Antonio	12/11/1983	Bermeo (Biscaye)	1	2
461.	Julián Ballano, José Antonio	26/11/1983	Vitoria (Alava)	1	72 et 711
462.	Collado Azurmendi, Francisco Javier	08/12/1983	Zegama (Guipuscoa)	1	72
463.	Garraza García, Pablo	09/12/1983	Errenteria (Guipuscoa)	1	72
464.	Navarro Cañada, Eduardo	15/12/1983	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	4
465.	Arín Urcola, Francisco	15/12/1983	Tolosa (Guipuscoa)	3	731
466.	Oñaderra Vergara (Kattu), Ramón	19/12/1983	Bayonne (France)	5	11
467.	Goikoetxea Elorriaga (Txapela), Mikel	28/12/1983	Saint-Jean-de-Luz (France)	5	11
468.	Quintana Lacaci, Guillermo	29/01/1984	Madrid	1	2
469.	Solaun Angulo, Mikel	04/02/1984	Getxo (Biscaye)	1	9
470.	Gurmindo Lizarraga (Stein), Ángel	08/02/1984	Hendaye (France)	5	11
471.	Perurena Telletxea (Peru), Vicente	08/02/1984	Hendaye (France)	5	11
472.	Casas Vila, Enrique	23/02/1984	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	3	82
473.	Gutiérrez Salazar (Tigre), Eugenio	25/02/1984	Ideaux-Mendy (France)	5	11
474.	Ortiz de Urbina Garayalde, Pedro	01/03/1984	Vitoria (Alava)	1	4
475.	Leiva, Jean-Pierre	01/03/1984	Hendaye (France)	5	712
476.	Pérez de Arenaza y Sogorb, Javier	23/03/1984	Biarritz (France)	5	11
477.	Naranjo Martín, José	27/03/1984	Elorrio (Biscaye)	1	6
478.	Pérez Sobrino, Bernardo	02/04/1984	Bilbao (Biscaye)	1	4
479.	Verdú Ortiz, José	06/04/1984	Galdakao (Biscaye)	1	4
480.	Palacín Pellejero, Tomás	13/04/1984	Pampelune (Navarre)	1	4
481.	Visiedo Calero, Juan José	13/04/1984	Pampelune (Navarre)	1	4
482.	Alcocer Jiménez, Jesús	13/04/1984	Pampelune (Navarre)	1	2
483.	Velasco Benito, Antonio	21/04/1984	Bilbao (Biscaye)	1	3
484.	Goikoetxea Errazkin, Rafael	03/05/1984	Bayonne (France)	5	11
485.	Rodríguez Sanchez, Ángel	03/05/1984	Irun (Guipuscoa)	1	76 et 72
486.	Flores Villar, Juan	14/05/1984	Hondarribia (Guipuscoa)	4	1
487.	Ollo Ochoa, Luis	27/05/1984	Pampelune (Navarre)	1	3
488.	Torrente Reverte, Diego	07/06/1984	Pampelune (Navarre)	1	4
489.	Zapatero Antolín, Ángel	14/06/1984	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	3
490.	Pérez Revilla, Tomás	15/06/1984	Biarritz (France)	5	11
491.	González Vilorio, Manuel Vicente	18/06/1984	Ispaster (Biscaye)	1	72
492.	Aznar Feix, Alberto	02/07/1984	Portugalete (Biscaye)	1	2
493.	Torrón Santamaría, Antonio	19/07/1984	Portugalete (Biscaye)	1	3
494.	Rodríguez Rosales, Juan	25/07/1984	Lekeitio (Biscaye)	1	6
495.	Martínez-Cubero, José María	21/09/1984	Trapagaran (Biscaye)	1	75

496.	Veiga Pérez, José Luis	28/09/1984	Alegría (Alava)	1	3
497.	Pascual Jove, Agustín David	28/09/1984	Alegría (Alava)	1	3
498.	Collado Arribas, Victoriano	28/09/1984	Alegría (Alava)	1	3
499.	Gajate Martín, Vicente	17/10/1984	Errenteria (Guipuscoa)	1	6
500.	Sánchez Sierro, Juan	08/11/1984	Zestoa (Guipuscoa)	1	72
501.	Couchot, Joseph	16/11/1984	Irun (Guipuscoa)	1	76
502.	Olazcuaga, Christian	18/11/1984	Biriatou (France)	5	712
503.	Brouard Pérez, Santiago	20/11/1984	Bilbao (Biscaye)	5	782
504.	Abderramán, Mohamed Ahmed	23/11/1984	Irun (Guipuscoa)	1	4
505.	Enríquez Criado, Juan	07/12/1984	Galdakao (Biscaye)	1	2
506.	Fernández Lajusticia, Francisco Javier	07/12/1984	Galdakao (Biscaye)	1	2
507.	Asensio Pereda, Luis Alberto	07/12/1984	Galdakao (Biscaye)	1	792
508.	Pardo Romero, Pedro	26/12/1984	Bermeo (Biscaye)	1	75
509.	Larrañaga Arenas, José Tomás	31/12/1984	Azkoitia (Guipuscoa)	1	82
510.	Sánchez Angulo, Agapito	19/01/1985	Portugalete (Biscaye)	1	75
511.	Tejero Magro, Ricardo	19/02/1985	Madrid	1	731
512.	Facal Soto, Ángel Manuel	26/02/1985	Pasaia (Guipuscoa)	1	72 et 75
513.	Díaz Arcocha, Carlos	07/03/1985	Vitoria	1	5
514.	Pecastaing, Benoit	29/03/1985	Bayonne (France)	5	712
515.	Galdeano Arana, Xabier	30/03/1985	Saint-Jean-de-Luz (France)	5	712
516.	García Vadillo, Jesús Ildefonso	29/04/1985	Galdakao (Biscaye)	1	72
517.	García Kleiner, Máximo Antonio	13/05/1985	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	4
518.	Navarro Izquierdo, Luis Lorenzo	16/05/1985	Basauri (Biscaye)	1	4
519.	Uriarte Orue, Juan José	17/05/1985	Bermeo (Biscaye)	1	72
520.	Rivas López, Francisco	21/05/1985	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	4
521.	Díaz Bardera, Máximo	21/05/1985	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	4
522.	Herrero Luengo, Moisés Cosme	26/05/1985	Getxo (Biscaye)	1	4
523.	Martínez Parens, José	30/05/1985	Markina-Xemein (Biscaye)	1	72
524.	Miguel Sánchez, Francisco	30/05/1985	Pampelune (Navarre)	1	4
525.	Aguirre Belascoain, Alfredo	30/05/1985	Pampelune (Navarre)	1	792
526.	Millarengo de Bernardo, José	12/06/1985	Portugalete (Biscaye)	1	2
527.	Romero González-Calatayud, Vicente	12/06/1985	Madrid	1	2
528.	García Jiménez, Juan	12/06/1985	Madrid	1	7
529.	del Amo García, Esteban	12/06/1985	Madrid	1	4
530.	Weiss, Emile	14/06/1985	Ciboure (France)	5	712
531.	Doer, Claude	14/06/1985	Ciboure (France)	5	712
532.	Recio García, Eugenio	18/06/1985	Santurtzi (Biscaye)	1	3
533.	Montes Abad, Ignacio	24/06/1985	Lekeitio (Biscaye)	1	75
534.	Galíndez Llano, Estanislao	26/06/1985	Amurrio (Alava)	1	72
535.	Blanco González (Aitite), Santos	27/06/1985	Bayonne (France)	5	11
536.	Trujillo Comino, Antonio Jesús	09/07/1985	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	3
537.	Merino Antúnez, Juan	09/07/1985	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	3

538.	Ruiz Fernández de Retana, Agustín	29/07/1985	Vitoria (Alava)	1	4
539.	Escrigas Estrada, Fausto	29/07/1985	Madrid	1	2
540.	Otegi Elizegi (Txato), Juan María	02/08/1985	Ascarat (France)	5	11
541.	Amor Calvo, Fernando	03/08/1985	Luiaondo (Alava)	1	3
542.	Expósito Afán, José	04/08/1985	Elgoibar (Guipuscoa)	1	3
543.	Perret, Clément	16/08/1985	Castelló de la Plana	1	76
544.	Brown, Eugene Kenneth	09/09/1985	Madrid	1	792
545.	Gallego Salmón, Félix	14/09/1985	Vitoria (Alava)	1	4
546.	Etxaniz Maiztegi (Potros), José María	25/09/1985	Bayonne (France)	5	11
547.	Asteasuinzarra Pagola (Beltza), Iñaki	25/09/1985	Bayonne (France)	5	11
548.	Irazustabarrena Urruzola (Legra), Agustín	25/09/1985	Bayonne (France)	5	11
549.	Etxaide Ibarguren (Eskumotz), Sabino	25/09/1985	Bayonne (Francie)	5	11
550.	Díez Ratón, Isidoro	25/11/1985	Pasaia (Guipuscoa)	1	3
551.	Ibarzábal Duque, José Manuel	25/11/1985	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	1
552.	Melchor García, Rafael	25/11/1985	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	1
553.	Herrero Quiles, José	26/11/1985	Lasarte-Oria (Guipuscoa)	1	3
554.	Leal Baquero, Mario Manuel	05/12/1985	Mondragón (Guipuscoa)	1	3
555.	Atarés Peña, Juan	23/12/1985	Pampelune (Navarre)	1	3
556.	Caplanne, Robert	24/12/1985	Biarritz (France)	5	712
557.	Sáenz Sánchez, Alejandro	30/12/1985	Lasarte-Oria (Guipuscoa)	1	3
558.	Colón de Carvajal y Maroto, Cristóbal	06/02/1986	Madrid	1	2
559.	Trigo Muñoz, Manuel	06/02/1986	Madrid	1	792
560.	Matxikote, Christophe	17/02/1986	Bidarray (France)	5	712
561.	Brion, Catherine	17/02/1986	Bidarray (France)	5	712
562.	Álvarez Díez, José Antonio	14/03/1986	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	4
563.	Aguirrezabalaga de la Granja, José Ignacio	20/03/1986	Zumaia (Guipuscoa)	1	76
564.	González Rentero, Juan Carlos	25/04/1986	Madrid	1	3
565.	Mateos Pulido, Juan	25/04/1986	Madrid	1	3
566.	Alonso Gómez, Alberto Amancio	25/04/1986	Madrid	1	3
567.	Catón Vázquez, Juan José	25/04/1986	Madrid	1	3
568.	Domínguez González, Vicente Javier	25/04/1986	Madrid	1	3
569.	Moreno Arguilea, Enrique	02/05/1986	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	791
570.	Fuentes Pedreira, Manuel	20/05/1986	Arrigorriaga (Biscaye)	1	4
571.	Ramos Ramírez, Antonio	08/06/1986	Mondragón (Guipuscoa)	1	3
572.	Casillas Martín, Francisco	17/06/1986	Madrid	1	1
573.	Besteiro Pérez, Carlos	17/06/1986	Madrid	1	2
574.	Sáenz de Ynestrillas Martínez, Ricardo	17/06/1986	Madrid	1	2
575.	Moros Peña, José Miguel	27/06/1986	Portugalete (Biscaye)	4	792
576.	Marrero Sanabria, José Carlos	28/06/1986	Zarautz (Guipuscoa)	1	3
577.	Muriel Muñoz, Francisco	28/06/1986	Zarautz (Guipuscoa)	1	3
578.	Lancharro Reyes, Antonio	14/07/1986	Madrid	1	3
579.	Calvo Gutiérrez, José	14/07/1986	Madrid	1	3

580.	Cornejo Ros, Miguel Ángel	14/07/1986	Madrid	1	3
581.	Fernández Pertierra, Andrés José	14/07/1986	Madrid	1	3
582.	Freixes Montes, Jesús María	14/07/1986	Madrid	1	3
583.	García Ruiz, José Joaquín	14/07/1986	Madrid	1	3
584.	Jiménez Jimeno, Jesús	14/07/1986	Madrid	1	3
585.	Bella Álamo, Carmelo	14/07/1986	Madrid	1	3
586.	Iglesias Godino, Santiago	14/07/1986	Madrid	1	3
587.	Esteban Plaza, Javier	14/07/1986	Madrid	1	3
588.	de la Higuera López, Miguel Ángel	14/07/1986	Madrid	1	3
589.	Calvo Guerrero, Juan Ignacio	14/07/1986	Madrid	1	3
590.	Mateu Istúriz, Ignacio	26/07/1986	Aretxabaleta (Guipuscoa)	1	3
591.	González Revilla, Adrián	26/07/1986	Aretxabaleta (Guipuscoa)	1	3
592.	Picatoste González de Echávarri, José María	18/08/1986	Legutio (Alava)	1	2
593.	González Katarain (Yoyes), María Dolores	10/09/1986	Ordizia (Guipuscoa)	1	9
594.	González del Pozo, Ángel	14/10/1986	Barcelone	1	4
595.	Garrido Gil, Rafael	25/10/1986	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	2
596.	Velasco Martínez de Vidaurreta, Daniela	25/10/1986	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	792
597.	Garrido Velasco, Daniel	25/10/1986	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	792
598.	Teixeira Gonçalves, María José	25/10/1986	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	792
599.	Sánchez Rodríguez, Julio César	28/10/1986	Bilbao (Biscaye)	1	4
600.	García de Andoain Larrinaga, Genaro	02/11/1986	Ubide (Biscaye)	1	5
601.	Peña Medina, José Antonio	24/12/1986	Oiartzun (Guipuscoa)	1	3
602.	Rivera Sánchez, Manuel	30/01/1987	Saragosse	1	2
603.	Ramos Saavedra, Ángel José	30/01/1987	Saragosse	1	792
604.	Sánchez Ortega, María Luisa	19/02/1987	Bilbao (Biscaye)	1	792
605.	González Herrera, Antonio	27/03/1987	Barcelone	1	3
606.	Fructuoso Gómez, Juan	02/04/1987	Barcelone	1	792
607.	Peña Mazagatos, Félix	25/04/1987	Portugalete (Biscaye)	4	7
608.	Torrano Francia, María Teresa	25/04/1987	Portugalete (Biscaye)	4	7
609.	Pascual Carrillo, Carmen	17/05/1987	Madrid	1	792
610.	Mármol Cubillo, María del Carmen	19/06/1987	Barcelone	1	792
611.	Cabrerizo Mármol, Sonia	19/06/1987	Barcelone	1	792
612.	Cabrerizo Mármol, Susana	19/06/1987	Barcelone	1	792
613.	Morales Ocaña, Rafael	19/06/1987	Barcelone	1	792
614.	Valls Bauzá, Xavier	19/06/1987	Barcelone	1	792
615.	Valero Sánchez, José	19/06/1987	Barcelone	1	792
616.	Amez Franco, Milagros	19/06/1987	Barcelone	1	792
617.	Eyre Diéguez, María Emilia	19/06/1987	Barcelone	1	792
618.	Saltó Viñuales, Luis Enrique	19/06/1987	Barcelone	1	792
619.	Manzanares Servitjá, Mercedes	19/06/1987	Barcelone	1	792
620.	Martínez Domínguez, Matilde	19/06/1987	Barcelone	1	792
621.	Caparrós Ubierna, Felipe	19/06/1987	Barcelone	1	792

622.	Ortega Pérez, Consuelo	19/06/1987	Barcelone	1	792
623.	Vicente Manzanares, Silvia	19/06/1987	Barcelone	1	792
624.	Vicente Manzanares, Jordi	19/06/1987	Barcelone	1	792
625.	Ramírez Caranda, Luisa	19/06/1987	Barcelone	1	792
626.	Daza Cecilia, María Teresa	19/06/1987	Barcelone	1	792
627.	Moreno, Mercedes	19/06/1987	Barcelone	1	792
628.	Valldellou Mestre, María Rosa	19/06/1987	Barcelone	1	792
629.	Serret Cervantes, Bárbara	19/06/1987	Barcelone	1	792
630.	Diéguez Fernández, María Paz	19/06/1987	Barcelone	1	792
631.	López Martínez Colmenero, Antonio Ángel	14/07/1987	Oñate (Guipuscoa)	1	3
632.	Galnares Barrera, Pedro	14/07/1987	Oñate (Guipuscoa)	1	3
633.	García Goena, Juan Carlos	24/07/1987	Hendaye	5	712
634.	Ligero Hec, Antonio	06/08/1987	Vitoria (Alava)	1	4
635.	Mucientes Sanz, Rafael	06/08/1987	Vitoria (Alava)	1	4
636.	Martín Luengo, Cristóbal	08/09/1987	Bilbao	1	3
637.	Carro Jiménez, Federico	09/09/1987	Guernica (Biscaye)	1	3
638.	Ávila García, Manuel	09/09/1987	Guernica (Biscaye)	1	3
639.	Montoya Salazar, Vicente	25/09/1987	Baracaldo (Biscaye)	1	4
640.	Maya Vazquez, Wenceslao	27/09/1987	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	4
641.	Yoldi Orradre, María Cruz	17/10/1987	Pampelune (Navarre)	1	792
642.	Mateo Melero, Antonio	01/11/1987	Ordizia (Guipuscoa)	1	3
643.	Gómez Solís, José Luis	11/12/1987	Soraluze (Guipuscoa)	1	3
644.	Pino Arriero, José Julián	11/12/1987	Saragosse	1	3
645.	Ballarín Cazaña, José Ignacio	11/12/1987	Saragosse	1	3
646.	Capilla Tocado, Emilio	11/12/1987	Saragosse	1	3
647.	Fernández Muñoz, María del Carmen	11/12/1987	Saragosse	1	792
648.	Pino Fernández, Silvia	11/12/1987	Saragosse	1	792
649.	Ballarín Gay, Silvia	11/12/1987	Saragosse	1	792
650.	Franco Muñoz, María Dolores	11/12/1987	Saragosse	1	792
651.	Capilla Franco, Rocío	11/12/1987	Saragosse	1	792
652.	Alcaraz Martos, Pedro Ángel	11/12/1987	Saragosse	1	792
653.	Barrera Alcaraz, Julia	11/12/1987	Saragosse	1	792
654.	Barrera Alcaraz, Esther	11/12/1987	Saragosse	1	792
655.	Ballesteros Rodríguez, Pedro	19/03/1988	Durango (Biscaye)	1	3
656.	Azcárraga Pérez-Caballero, Luis	27/03/1988	Salvatierra (Alava)	1	2
657.	Espina Vargas, Francisco	15/04/1988	Vitoria (Alava)	1	4
658.	Gómez Osuna, Antonio	15/04/1988	Vitoria (Alava)	1	4
659.	Aizpiri Leyaristi, Sebastián	25/05/1988	Eibar (Guipuscoa)	1	72 et 75
660.	Zabaleta Aizpitarte, Francisco Javier	06/06/1988	Elgoibar (Guipuscoa)	1	75
661.	Fernández Alvárez, Antonio	21/08/1988	Estella (Navarre)	1	3
662.	Ferri Pérez, José Antonio	21/08/1988	Estella (Navarre)	1	3
663.	Martínez Velasco, Martín	10/09/1988	Izurtza (Biscaye)	1	4

664.	Fonte Salido, Pedro Antonio	10/09/1988	Izurtza (Biscaye)	1	4
665.	Barrios Capetillo, José Luis	17/09/1988	Santurtzi (Biscaye)	1	72 et 75
666.	Bañuelos Echevarria, Ramón	07/10/1988	Bilbao (Biscaye)	1	75
667.	Gangoso Otero, Julio	16/10/1988	Pampelune (Navarre)	1	3
668.	Pacheco Cano, José Juan	16/10/1988	Legazpi (Guipuscoa)	1	5
669.	Díaz García, Cristóbal	29/10/1988	Bilbao (Biscaye)	1	4
670.	Bilbao Iglesias, Jaime	22/11/1988	Madrid	1	792
671.	Delgado Villalonga, Luis	22/11/1988	Madrid	1	792
672.	Barrado Recio, José Antonio	18/12/1988	Eibar (Guipuscoa)	1	4
673.	González Macho, Engraciano	22/12/1988	Zarautz (Guipuscoa)	1	72 et 75
674.	Calvo de la Hoz, José	12/04/1989	Getxo (Biscaye)	1	3
675.	Castellanos Martín, Juan Bautista	25/04/1989	Bilbao (Biscaye)	1	2
676.	Montes Gila, José Antonio	08/05/1989	Alcalá de Henares (Madrid)	1	4
677.	García Andrés, Juan Antonio	08/05/1989	Alcalá de Henares (Madrid)	1	4
678.	Jódar Cabrera, Manuel	24/05/1989	Bilbao (Biscaye)	1	4
679.	Sánchez García, José María	24/05/1989	Bilbao (Biscaye)	1	4
680.	Hortelano García, Luis	24/05/1989	Bilbao (Biscaye)	1	5
681.	Caño García, Gregorio	29/06/1989	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	791
682.	Martín-Posadillo Muñiz, José María	19/07/1989	Madrid	1	2
683.	Barangua Arbués, Ignacio Julio	19/07/1989	Madrid	1	2
684.	Muñoz Herrera, Conrada	11/08/1989	La Montillana (Grenade)	1	792
685.	Reina Mesonero, Luis	12/09/1989	Bilbao (Biscaye)	1	791
686.	Tagle González, Carmen	12/09/1989	Madrid	1	83
687.	Cardosa Morales, José Antonio	20/09/1989	Errenteria (Guipuscoa)	0	7
688.	González Manzano, Juan Pedro	29/09/1989	Irun (Guipuscoa)	1	4
689.	Álvarez Suárez, José Ángel	06/10/1989	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	4
690.	Rodríguez García, Eladio	06/11/1989	Getxo (Biscaye)	1	4
691.	Bañuelos Lasso, Ignacio	15/11/1989	Bilbao (Biscaye)	1	75
692.	Martínez Moreno, José	17/11/1989	Madrid	1	2
693.	Muguruza Guarrotxena, Josu	20/11/1989	Madrid	9	782
694.	Pérez Álvarez, José Ignacio	30/01/1990	Galdakao (Biscaye)	1	4
695.	Rodríguez Arenas, Aureliano	01/03/1990	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	2
696.	Mota Iglesias, Ángel Jesús	13/03/1990	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	77
697.	Quintano Carrero, Benjamín	04/04/1990	Pasaia (Guipuscoa)	1	3
698.	Paredes García, Miguel	06/04/1990	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	75
699.	Moreno Jiménez, Elena María	06/04/1990	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	75
700.	Do Nascimento Afonso, Virgilio	23/05/1990	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	75
701.	Almagro Carmona, Francisco	03/06/1990	Pampelune (Navarre)	1	75
702.	Saint-SébastienFlechoso, Rafael	10/06/1990	Getxo (Biscaye)	1	791
703.	Lasanta Martínez, José	13/06/1990	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	2
704.	Hervás Mañas, José Luis	25/06/1990	Lumbier (Navarre)	1	3
705.	Urrutia Bilbao, Ignacio	28/06/1990	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	2

706.	Alba Morales, José Manuel	02/09/1990	Bilbao (Biscaye)	1	3
707.	Sánchez García, Luis Alberto	02/09/1990	Bilbao (Biscaye)	1	792
708.	Arberas Arroyo, Carlos	06/10/1990	Plentzia (Biscaye)	1	75
709.	Hernández Herrera, José Francisco	18/11/1990	Santurtzi (Biscaye)	1	4
710.	López Tizón, Daniel	18/11/1990	Santurtzi (Biscaye)	1	4
711.	Marcos Martínez, Miguel	08/12/1990	Sabadell (Barcelone)	1	4
712.	Escudero Ruiz, Juan José	08/12/1990	Sabadell (Barcelone)	1	4
713.	Gómez Salar, Juan	08/12/1990	Sabadell (Barcelone)	1	4
714.	Hidalgo Carzo, Eduardo	08/12/1990	Sabadell (Barcelone)	1	4
715.	Díaz García, Ramón	08/12/1990	Sabadell (Barcelone)	1	4
716.	Pérez, Francisco	08/12/1990	Sabadell (Barcelone)	1	4
717.	López Jiménez, Vicente	13/12/1990	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	72
718.	Achurra Cianca, Luis Alfredo	14/12/1990	Amorebieta-Etxano (Biscaye)	1	4
719.	García Lozano, Luis	02/01/1991	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	2
720.	Jiménez Dual, Isidro	09/01/1991	Bilbao (Biscaye)	1	75
721.	Díaz de Cerio Gómez, Francisco	31/01/1991	Bilbao (Biscaye)	1	3
722.	Casañ Pérez-Serrano, José Edmundo	04/03/1991	Valence	1	742
723.	Aragó Guillén, Luis	16/03/1991	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	3
724.	Echevarría, Manuel	21/03/1991	Bilbao (Biscaye)	1	75
725.	Cruz Martín, José Manuel	08/04/1991	Baracaldo (Biscaye)	1	4
726.	Villamudria Sánchez, María del Coro	15/04/1991	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	792
727.	Robles Fuentes, Francisco	06/05/1991	Pasaia (Guipuscoa)	1	3
728.	Álvarez Gómez, Francisco	09/05/1991	Ortuella (Biscaye)	1	3
729.	Salas Píriz, Juan	29/05/1991	Vic (Barcelone)	1	3
730.	Chincoa Alés, Juan	29/05/1991	Vic (Barcelone)	1	3
731.	Ribó Parera, Nuria	29/05/1991	Vic (Barcelone)	1	792
732.	Duque Durán, Maudilia	29/05/1991	Vic (Barcelone)	1	792
733.	Rosa Muñoz, Rosa María	29/05/1991	Vic (Barcelone)	1	792
734.	Quesada Araque, María Pilar	29/05/1991	Vic (Barcelone)	1	792
735.	Porras López, Ana Cristina	29/05/1991	Vic (Barcelone)	1	792
736.	Díaz Sánchez, Francisco Cipriano	29/05/1991	Vic (Barcelone)	1	792
737.	Ruiz Lara, Vanessa	29/05/1991	Vic (Barcelone)	1	792
738.	Aguilar Prieto, Enrique	05/06/1991	Madrid	1	2
739.	Suárez Fernández, Raúl	08/06/1991	Errenteria (Guipuscoa)	1	75
740.	Muñoz Pérez, Andrés	12/06/1991	Madrid	1	4 et 742
741.	Martín Sánchez, Valentín	12/06/1991	Madrid	1	4 et 742
742.	Couso Río, Ricardo	13/06/1991	Trapagaran (Biscaye)	1	3
743.	Pérez Ortega, Manuel	28/06/1991	Séville	1	792
744.	Calzado García, Donato	28/06/1991	Séville	1	792
745.	Sánchez Lozano, Jesús	28/06/1991	Séville	1	792
746.	Pérez Crespo, Raimundo	28/06/1991	Séville	1	792
747.	Domínguez Pérez, Pedro	01/07/1991	Villaverde (Madrid)	1	4

748.	Claraco López, Luis	01/07/1991	Villaverde (Madrid)	1	4
749.	Jiménez Barrero, José Luis	01/07/1991	Villaverde (Madrid)	1	4
750.	Pérez Dacosta, Carlos	28/07/1991	Getxo	1	3
751.	Gil Mendoza, Francisco	07/08/1991	Irun (Guipuscoa)	1	75
752.	Mentxaka Lejona, Alfonso	29/08/1991	Bilbao (Biscaye)	1	5
753.	Jiménez Vargas, José Luis	16/09/1991	Muchamiel (Alicante)	1	6
754.	Puertas Viera, Víctor Manuel	16/09/1991	Muchamiel (Alicante)	1	6
755.	Cebrián Cabezas, Francisco	16/09/1991	Muchamiel (Alicante)	1	792
756.	Carballar Muñoz, Francisco	17/10/1991	Madrid	1	2
757.	Sobrino González, Eduardo	23/10/1991	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	3
758.	Trujillo García, Juan Carlos	23/10/1991	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	3
759.	Moreno Asla, Fabio	07/11/1991	Erandio (Biscaye)	1	792
760.	Carbonero Fernández, Pedro	19/11/1991	Galdakao (Biscaye)	1	3
761.	Urritegui Aramburu, José Javier	25/11/1991	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	75
762.	Delgado González-Navarro, Francisco Javier	13/12/1991	Barcelone	1	4
763.	Garrido Martínez, José Ángel	13/12/1991	Barcelone	1	4
764.	Anguera Vallés, Arturo	08/01/1992	Barcelone	1	2
765.	Anseán Castro, José	14/01/1992	Bilbao (Biscaye)	1	4
766.	Broseta Pons, Manuel	15/01/1992	Valence	1	82
767.	Mas Navarro, Virgilio	16/01/1992	Barcelone	1	2
768.	Querol Queralt, Juan Antonio	16/01/1992	Barcelone	1	2
769.	Núñez Sánchez, Juan Antonio	06/02/1992	Madrid	1	2
770.	Navia Refojo, Ramón Carlos	06/02/1992	Madrid	1	2
771.	Tejedor Fuentes, Emilio Domingo	06/02/1992	Madrid	1	2
772.	Carrillo García, Francisco	06/02/1992	Madrid	1	1
773.	Ricote Castillo, Antonio	06/02/1992	Madrid	1	792
774.	García Rabadán, Ángel	10/02/1992	Murcia	1	4
775.	Gómez, Eutimio	19/02/1992	Santander (Cantabrie)	1	792
776.	Ríos Rioz, Julia	19/02/1992	Santander (Cantabrie)	1	792
777.	Ricondo Somoza, Antonio	19/02/1992	Santander (Cantabrie)	1	792
778.	San Martín Bretón, José	25/02/1992	Getxo (Biscaye)	1	3
779.	Martínez Hernández, Enrique	19/03/1992	Lliça d´Amunt (Barcelone)	1	3
780.	Martos Martínez, Antonio José	19/03/1992	Sant Quirze del Vallès (Barcelone)	1	792
781.	Carrasco Guerrero, Juan José	23/03/1992	Madrid	1	792
782.	Vasco Alvarez, Aquilino Joaquín	31/03/1992	Madrid	1	2
783.	Helices Patino, Juan Manuel	23/04/1992	Irun (Guipuscoa)	1	4
784.	Fernández Lozano, José Manuel	17/08/1992	Oiartzun (Guipuscoa)	1	3
785.	Martínez Gil, Juan Manuel	17/08/1992	Oiartzun (Guipuscoa)	1	3
786.	Heredero Gil, Antonio	02/09/1992	Salamanca	1	2
787.	González Colino, Ricardo	14/09/1992	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	4
788.	Luengos Martínez, José Luis	29/09/1992	Errenteria (Guipuscoa)	1	72
789.	Miranda Puertas, Miguel	30/11/1992	Madrid	1	3

790.	Santamaría Vaqueriza, José Antonio	19/01/1993	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	75
791.	Domínguez Burillo, José Ramón	22/01/1993	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	77
792.	Castillo López de la Franca, Emilio	18/03/1993	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	3
793.	González Sabino, Ángel María	02/06/1993	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	75
794.	Olivo Esparza, Domingo	21/06/1993	Madrid	1	2
795.	Calvo Alonso, José Manuel	21/06/1993	Madrid	1	2
796.	Dávila Garijo, Fidel	21/06/1993	Madrid	1	2
797.	Baró Díaz de Figueroa, Javier	21/06/1993	Madrid	1	2
798.	Romero Álvarez, Juan	21/06/1993	Madrid	1	2
799.	Carretero Sogel, José Alberto	21/06/1993	Madrid	1	2
800.	Robles López, Pedro	21/06/1993	Madrid	1	792
801.	Villafañe García, Juvenal	16/09/1993	Andoain (Guipuscoa)	1	3
802.	Herrero Albiñana, Dionisio	19/10/1993	Madrid	1	2
803.	Goikoetxea Asla, Joseba	22/11/1993	Bilbao (Biscaye)	1	5
804.	García Campos, Leopoldo	07/02/1994	Barcelone	1	2
805.	Jiménez Pascual, Fernando	04/04/1994	Bilbao (Biscaye)	1	3
806.	Beti Montesinos, Vicente	18/04/1994	Barcelone	1	792
807.	Villalobos Blanco, José Benigno	28/04/1994	Trapagaran (Biscaye)	1	3
808.	Peralta Utrera, Miguel	23/05/1994	Madrid	1	2
809.	Hernández Rovira, Juan José	01/06/1994	Madrid	1	2
810.	Olarte Urresti, José Manuel	27/07/1994	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	76 et 75
811.	Veguillas Elices, Francisco	29/07/1994	Madrid	1	2
812.	Martín Moya, Francisco Joaquín	29/07/1994	Madrid	1	792
813.	García Contonente, César	29/07/1994	Madrid	1	792
814.	Díaz Losada, José Antonio	09/08/1994	Bilbao (Biscaye)	1	75
815.	Santana Ramos, José	21/08/1994	Berango (Biscaye)	1	4
816.	Morcillo Calero, Alfonso	15/12/1994	Lasarte-Oria (Guipuscoa)	1	6
817.	Durán Díez, Domingo	13/01/1995	Bilbao (Biscaye)	1	4
818.	Leiva Loro, Rafael	13/01/1995	Bilbao (Biscaye)	1	4
819.	Ordóñez Fenollar, Gregorio	23/01/1995	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	82
820.	De Juan Santamaría, Mariano	10/04/1995	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	2
821.	López Moreno, Eduardo	19/04/1995	Endarlatsa (Navarre)	1	4
822.	González Mansilla, Margarita	19/04/1995	Madrid	1	792
823.	Nieto Viyella, Enrique	08/06/1995	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	4
824.	Rebollo García, Jesús	19/06/1995	Madrid	1	6
825.	Esteban Junquer, Santiago	11/12/1995	Madrid	1	7
826.	Intriago Esteban, José Ramón	11/12/1995	Madrid	1	7
827.	Carrasco Almansa, Manuel	11/12/1995	Madrid	1	7
828.	López del Castillo, Florentino	11/12/1995	Madrid	1	7
829.	Ramos Bailón, Félix	11/12/1995	Madrid	1	7
830.	Rosa Varela, Martín	11/12/1995	Madrid	1	7
831.	Corresa Huerta, Josefina	16/12/1995	Valencia	1	7

832.	Cortizo Alonso, Luciano	22/12/1995	León	1	2
833.	Múgica Herzog, Fernando	06/02/1996	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	82
834.	Tomás y Valiente, Francisco	14/02/1996	Madrid	1	83
835.	Doral Trabadelo, Ramón	04/03/1996	Irun (Guipuscoa)	1	5
836.	Ayllón Díaz-González, Miguel Ángel	20/05/1996	Cordoue	1	2
837.	Usabiaga Esnaola, Isidro	26/07/1996	Ordizia (Guipuscoa)	1	731
838.	Cuesta Abril, Jesús Agustín	08/01/1997	Madrid	1	2
839.	Olaciregui Borda, Eugenio	30/01/1997	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	72
840.	Puente Marín, Domingo	10/02/1997	Armilla (Grenade)	1	792
841.	Martínez Emperador, Rafael	10/02/1997	Madrid	1	83
842.	Arratibel Fuentes, Francisco	11/02/1997	Tolosa (Guipuscoa)	1	731
843.	Rico Pasarín, Modesto	17/02/1997	Bilbao (Biscaye)	1	4
844.	Gómez Elósegui, Francisco Javier	11/03/1997	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	77
845.	Samperio Sañudo, Luis Andrés	24/04/1997	Bilbao (Biscaye)	1	4
846.	García Fernández, José Manuel	03/05/1997	Zierbena (Biscaye)	1	3
847.	Blanco Garrido, Miguel Ángel	12/07/1997	Lasarte-Oria (Biscaye)	1	82
848.	Villar Enciso, Daniel	05/09/1997	Basauri (Biscaye)	1	4
849.	Aguirre Larraona, José María	13/10/1997	Bilbao (Biscaye)	1	5
850.	Caso Cortines, José Luis	11/12/1997	Irun (Guipuscoa)	1	82
851.	Iruretagoyena Larrañaga, José Ignacio	09/01/1998	Zarautz (Guipuscoa)	1	82
852.	García Ortiz, Ascensión	30/01/1998	Séville	1	7
853.	Jiménez-Becerril Barrio, Alberto	30/01/1998	Séville	1	82
854.	Caballero Pastor, Tomás	06/05/1998	Pampelune (Navarre)	1	82
855.	Parada Ulloa, Alfonso	08/05/1998	Vitoria (Alava)	1	3
856.	Zamarreño Villoria, Manuel Francisco	25/06/1998	Errenteria (Guipuscoa)	1	82
857.	Blanco García, Pedro Antonio	21/01/2000	Madrid	1	2
858.	Díez Elorza, Jorge	22/02/2000	Vitoria (Alava)	1	5
859.	Buesa Blanco, Fernando	22/02/2000	Vitoria (Alava)	1	82
860.	López de Lacalle, José Luis	07/05/2000	Andoain (Guipuscoa)	1	781
861.	Pedrosa Urquiza, Jesús María	04/06/2000	Durango (Biscaye)	1	82
862.	Martín Carpena, José María	15/07/2000	Málaga	1	82
863.	Jáuregui Apalategui, Juan María	29/07/2000	Tolosa (Guipuscoa)	1	82
864.	Korta Uranga, José María	08/08/2000	Zumaia (Guipuscoa)	1	731
865.	Casanova Vicente, Francisco	09/08/2000	Berriozar (Navarre)	1	2
866.	de Jesús Encinas, José Ángel	20/08/2000	Sallent de Gállego (Huesca)	1	3
867.	Fernández Perera, Irene	20/08/2000	Sallent de Gállego (Huesca)	1	3
868.	Indiano Azaustre, Manuel	29/08/2000	Zumarraga (Guipuscoa)	1	82
869.	Ruiz Casado, José Luis	21/09/2000	Sant Adrià de Besòs (Barcelone)	1	82
870.	Portero García, Luis	09/10/2000	Grenade	1	83
871.	Muñoz Cariñanos, Antonio Emilio	16/10/2000	Séville	1	2
872.	Casado Carrera, Máximo	22/10/2000	Vitoria (Alava)	1	77
873.	Escudero García, Jesús	30/10/2000	Madrid	1	4

874.	Medina Sánchez, Armando	30/10/2000	Madrid	1	792
875.	de Querol y Lombardero, José Francisco	30/10/2000	Madrid	1	83 et 2
876.	Sánchez Martínez, Jesús	30/10/2000	Madrid	1	792
877.	Lluch Martín, Ernest	21/11/2000	Barcelone	1	82
878.	Cano Consuegra, Francisco	14/12/2000	Terrassa (Barcelone)	1	82
879.	Gervilla Valladolid, Juan Miguel	20/12/2000	Barcelone	1	6
880.	Díaz García, Ramón	26/01/2001	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	7
881.	Santos Laranga, José Ángel	22/02/2001	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	792
882.	Leonet Azkune, Josu	22/02/2001	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	792
883.	Totorika Vega, Iñaki	09/03/2001	Hernani (Guipuscoa)	1	5
884.	Santamaría Avedaño, Santos	18/03/2001	Roses (Gérone)	1	5
885.	Elespe Inciarte, Froilán	20/03/2001	Lasarte-Oria (Guipuscoa)	1	82
886.	Giménez Abad, Manuel	06/05/2001	Saragosse	1	82
887.	Oleaga Elejabarrieta, Santiago	24/05/2001	Saint-Sébastien (Guipuscoa)	1	781
888.	Oreja Pedraza, Justo	28/06/2001	Madrid	1	2
889.	Ortiz de la Rosa, Luis	10/07/2001	Madrid	1	4
890.	Uribe Aurkia, Mikel María	14/07/2001	Leaburu (Guipuscoa)	1	5
891.	Múgica Astibia, José Javier	14/07/2001	Leitza (Navarre)	1	82
892.	Lidon Corbi, José María	07/11/2001	Getxo (Biscaye)	1	83
893.	Arostegi Legarreta, Ana Isabel	23/11/2001	Beasain (Guipuscoa)	1	5
894.	Mijangos Martínez de Bujo, Francisco Javier	23/11/2001	Beasain (Guipuscoa)	1	5
895.	Priede Pérez, Juan	21/03/2002	Orio (Guipuscoa)	1	82
896.	Gallego Alaminos, Cecilio	04/08/2002	Santa Pola (Alicante)	1	792
897.	Martínez Santiago, Silvia	04/08/2002	Santa Pola (Alicante)	1	792
898.	Beiro Montes, Juan Carlos	24/09/2002	Leitza (Navarre)	1	3
899.	Molina Martín, Antonio	17/12/2002	Collado Villalba (Madrid)	1	3
900.	Pagazaurtundúa Ruiz, Joseba	08/02/2003	Andoain (Guipuscoa)	1	6
901.	Martín Hernández, Bonifacio	30/05/2003	Sangüesa (Navarre)	1	4
902.	Embid Luna, Julián	30/05/2003	Sangüesa (Navarre)	1	4
903.	Estacio Sivisapa, Diego Armando	30/12/2006	Madrid	1	792
904.	Palate Sailema, Carlos Alonso	30/12/2006	Madrid	1	792
905.	Centeno Bayón, Raúl	01/12/2007	Capbreton (France)	1	3
906.	Trapero Blázquez, Fernando	01/12/2007	Capbreton (France)	1	3
907.	Carrasco Miguel, Isaías	07/03/2008	Mondragón (Guipuscoa)	1	82
908.	Piñuel Villalón, Juan Manuel	14/05/2008	Legutio (Alava)	1	3
909.	Conde de la Cruz, Luis	22/09/2008	Santoña (Cantabrie)	1	2
910.	Uría Mendizabal, Ignacio	03/12/2008	Azpeitia (Guipuscoa)	1	731 et 743
911.	Puelles García, Eduardo Antonio	19/06/2009	Arrigorriaga (Biscaye)	1	4
912.	Sáenz de Tejada García, Carlos Enrique	30/07/2009	Calviá (Îles Baléares)	1	3
913.	Salvà Lezáun, Diego	30/07/2009	Calviá (Îles Baléares)	1	3
914.	Nérin, Jean-Serge	16/03/2010	Dammarie-les-Lys (France)	1	10

Codage de la base de données

Auteur des attentats mortels : 0 = auteur inconnu ; 1 = ETA/ETA-m (attentats de l'ETA avant sa scission en 1974 et de l'ETA-m après cette date) ; 2 = ETA-pm ; 3 = CAA ; 4 = autres (abertzales : comandos Bereziak, Gazte Gudaroste, KIBAETAM, VIII assemblée de l'ETA-pm, Gatazka, Iraultza et Mendeku) ; 5 = GAL ; 6 = BVE ; 7 = Triple A ; 8 = GAE ; 9 = autres (extr. droite).

Statut des personnes tuées par le terrorisme : 1 = soldat ; 2 = officier ou sous-officier de l'armée ; 3 = garde civile ; 4 = armée ou police nationale ; 5 = police régionale ; 6 = police locale ; 7 = civil (autre) ; 711 = civil accusé d'être franquiste ou d'extrême-droite ; 712 = civil tué par le terrorisme d'extrême droite et parapolicier ; 72 = civil accusé d'être un informateur ; 731 = chef d'entreprise extorqué ; 732 = chef d'entreprise avec un conflit de travail ; 741 = Lemoiz ; 742 = Leitzaran ; 743 = TAV ; 75 = accusé de trafic de drogue ; 76 = accusé de participation à la « guerre sale » ; 77 = agent pénitentiaire ; 781 = opposant idéologique de l'ETA (deux journalistes, José María Portell et José Luis López de Lacalle, sont inclus dans cette rubrique, bien qu'il faille garder à l'esprit qu'ils ne sont pas les seuls « opposants idéologiques » tués par l'ETA) ; 782 = opposant idéologique au terrorisme d'extrême droite et parapolicier (victimes du terrorisme d'organisations d'extrême droite et parapolicier qui ne furent pas tuées en raison de leur militantisme dans l'ETA, ne furent pas des victimes « collatérales » ou des cibles erronées, mais furent tuées en raison de leur militantisme politique dans la gauche abertzale : Santiago Brouard ou Josu Muguruza parmi eux) ; 791 = erreur ou erreur de cible ; 792 = victime « collatérale » ; 81 = personnalité politique ou fonctionnaire de la dictature ; 82 = personnalité politique ou fonctionnaire de la démocratie ; 83 = membre du pouvoir judiciaire ; 9 = membre d'une organisation terroriste ; 10 = policier français ;11 = membre de l'ETA assassiné par le terrorisme d'extrême droite et parapolicier.

Annexe 2
Tableaux concernant les personnes tuées par le terrorisme

Tableau 18
Personnes tuées par le terrorisme selon les auteurs des attentats et pourcentages correspondants.

Auteur		
ETA et organisations similaires	**845**	**92 %**
ETA et ETA-m	782	86 %
ETA-pm	21	2 %
CAA	32	4 %
Autres (Iraultza, Mendeku...)	10	1 %
Terrorisme d'extrême droite et parapolicier	**62**	**7 %**
GAL	27	3 %
BVE	16	2 %
GAE	6	1 %
Triple A	8	1 %
Autres (extrême droite)	5	1 %
Inconnue	**7**	**1 %**
Total	**914**	

Source : réalisation personnelle.

Tableau 19
Personnes tuées par le terrorisme selon la période et l'année.

Étape	Année	Personnes tuées
Dictature	1968	2
	1969	1
	1972	1
	1973	6
	1974	19
	1975	16
Transition	1976	19
	1977	12
	1978	69
	1979	85
	1980	118
	1981	33
Consolidation démocratique	1982	41
	1983	45
	1984	42
	1985	48
	1986	44
	1987	53
	1988	19
	1989	19
	1990	25
	1991	45
	1992	26
	1993	14
	1994	13
« Socialisation de la souffrance »	1995	16
	1996	5
	1997	13
	1998	6
	2000	23
	2001	15
	2002	5
	2003	3
	2006	2
	2007	2
	2008	4
	2009	3
	2010	1

Tableau 20

Personnes tuées par le terrorisme selon la localité et la province

Province/Localité	Victimes
Alava	45
Alegría-Dulantzi	3
Amurrio	3
Erentxun	1
Laudio	2
Luyando	1
Salvatierra	4
Legutio	3
Vitoria	28
Alicante	5
Mutxamel	3
Santa Pola	2
Barcelone	53
Barcelone	34
Lliça d´Amunt	1
Sabadell	6
Sant Adrià de Besòs	1
Sant Quirze del Vallès	1
Terrasa	1
Vic	9
Burgos	1
La Puebla de Arganzón	1
Cadix	1
El Puerto de Santa María	1
Cantabrie	4
Santander	3
Santoña	1
Castellón	1
Castellón	1
Cordoue	1
Cordoue	1
France	44
Anglet	2
Ascarat	1
Bayonne	11
Biarritz	5
Bidarray	2
Biriatou	1
Capbreton	2
Ciboure	2
Dammarie-les-Lys	1
Hendaye	8
Ideaux-Mendy	1
Saint-Jean-de-Luz	7
Tarbes	1

Province/Localité	Victimes
Gérone	1
Roses	1
Grenade	3
Armilla	1
Grenade	1
La Montillana	1
Guipuscoa	324
Aduna	1
Aginaga	1
Alto de Azkarate	1
Andoain	7
Antzuola	2
Arechavaleta	2
Arrona	1
Astigarraga	1
Ataun	2
Azcoitia	5
Azpeitia	10
Beasain	6
Behobia	1
Zegama	1
Zestoa	1
Zizurkil	1
Eibar	10
Elgoibar	4
Eskoriatza	1
Hondarribia	3
Getaria	3
Hernani	10
Astegieta	1
Irun	23
Itziar	2
Lasarte-Oria	5
Leaburu	1
Legazpia	2
Lezo	3
Lizartza	1
Mondragon	8
Olaberria	1
Ognate	9
Ordizia	8
Orio	5
Oyartzun	11
Pasaia	10

Province/Localité	Victimes
Guipuscoa	324
Soraluze	2
Errenteria	18
Saint-Sébastien	94
Tolosa	16
Urnieta	3
Urretxu	1
Usurbil	2
Vergara	3
Villabona	3
Zarautz	12
Zumarraga	4
Zumaia	2
Huesca	2
Sallent de Gállego	2
Îles Baléares	2
Calviá	2
León	1
León	1
Logroño	4
Logroño	3
Villamediana	1
Madrid	125
Alcalá de Henares	2
Collado Villalba	1
Madrid	119
Villaverde	3
Málaga	1
Málaga	1
Murcie	1
Murcie	1
Navarre	43
Altsasu	1
Berriozar	1
Auritz	1
Etxarri-Aranatz	1
Endarlatsa	1
Estella	2
Foz de Lumbier	1
Goizueta	2
Leitza	4
Pampelune	27
Sangüesa	2
Salamanque	1
Salamanque	1

Provincia/Localidad	Victimes
Séville	7
Séville	7
Valence	3
Valence	3
Venezuela	2
Caracas	2
Biscaye	225
Amorebieta-Etxano	4
Arrigorriaga	3
Baracaldo	13
Barazar	1
Basauri	9
Berango	1
Bermeo	4
Bilbao	64
Zierbena	1
Durango	9
Elorrio	3
Erandio	2
Galdakao	10
Getxo	19
Guernica	9
Ibarruri	1
Ispaster	7
Izurtza	2
Lemoa	5
Lemoiz	3
Lekeitio	3
Markina-Xemein	6
Mungia	3
Ondarroa	4
Ortuella	1
Plentzia	1
Portugalete	11
San Salvador del Valle	3
Santurtzi	12
Sestao	4
Sodupe	1
Sondika	2
Sopela	1
Ubide	1
Yurre-Ihurre	1
Zarátamo	1
Saragosse	14
Saragosse	14
Total	**914**

Source : réalisation personnelle.

Tableau 21
Nombre de personnes tuées par le terrorisme par statut (dans l'ordre décroissant).

Statut	Personnes tuées	Nom statut
3	206	Garde civil
4	149	Policier armé ou national
792	116	Victime « collatérale »
2	87	Officier ou sous-officier de l'armée
72	60	Civil accusé d'être un informateur
712	38	Civil assassiné par le terrorisme d'extrême droite
82	30	Personnalité politique ou fonction publique pendant la démocratie
75	30	Accusé de trafic de drogue
6	25	Policier local
11	23	Membre de l'ETA assassiné par le terrorisme d'extrême droite
7	18	Civil (autres)
791	15	Erreur de cible
5	14	Policier de la communauté autonome
72 et 711	12	Accusé d'être franquiste ou d'extrême droite et un informateur
711	11	Civil accusé de franquisme ou d'extrême droite
731	10	Chef d'entreprise victime d'extorsion
1	9	Soldat
81	9	Personnalité politique ou fonction publique pendant la dictature
83	6	Membre de l'autorité judiciaire
9	5	Ancien membre d'une organisation terroriste
76	5	Accusé de participation à la « guerre sale »
77	5	Agent pénitentiaire
741	5	Lemoiz
72 et 75	4	Accusé de franquiste ou d'extrême droite et de trafic de drogue
782	3	Opposant idéologique au terrorisme d'extrême droite
76 et 711	3	Accusé de participation à la « guerre sale » et de franquisme ou d'extrême droite
732	2	Chef d'entreprise affecté par un conflit de travail
781	2	Opposant idéologique de l'ETA
4 et 742	2	Policer national et campagne contre Leitzaran
76, 711 et 72	2	Accusé de participation à la « guerre sale », de franquisme, d'extrême droite ou un informateur
10	1	Policier français
742	1	Leitzaran
72 et 731	1	Civil accusé d'être un informateur et chef d'entreprise victime d'extorsion
72 et 781	1	Civil accusé d'être un informateur et opposant idéologique d'ETA
731 et 743	1	Chef d'entreprise victime d'extorsion et campagne contre l'ETA
76 et 72	1	Accusé de participation à la « guerre sale », et d'être un informateur
76 et 75	1	Accusé de participation à la « guerre sale », et de trafic de drogue
83 et 2	1	Membre de l'autorité judiciaire et officier de l'armée
Total	**914**	

Source : réalisation personnelle.

Tableau 22
Personnes tuées par le terrorisme selon le statut.

Statut	Personnes tuées
Militaires	97
Civils	397
FSE	397
Terroristes	23
Total	914

Source : réalisation personnelle.

Annexe 3
Histoire illustrée

►

Fig. 1. Irún, 03/08/1968. Enterrement de l'inspecteur de police Melitón Manzanas, chef de la brigade politico-sociale du guipuscoa, assassiné par l'ETA. On peut voir le cortège funéraire accompagnant le cercueil, composé d'un petit groupe de membres en uniforme du mouvement national, des autorités civiles et militaires et, derrière eux, du reste de la population. Fonds de *La Gaceta del Norte*. FGN F-000379-001_001.

Fig. 2-4. Comparution de plusieurs membres de l'ETA devant la cour martiale de Burgos, décembre 1970. Photographies des avocats de la défense échangeant leurs impressions dans leur hôtel avant le début du procès ; manifestation anti-franquiste à Berne (Suisse) sous le slogan principal : « pour une Espagne démocratique. contre le procès fasciste de Burgos » ; et rassemblement franquiste à Madrid, avec les participants faisant le salut fasciste, F-000202-001_005, F-000202-001_010 ET F-000202-001_025.

▼►

Années 1968-1975

FRANCO
FRANCO
40
BURGOS – PROZESS !

FUERA EL ANARQUISMO
PAZ ORDEN

▲

Fig. 5 et 6. Bilbao, 22/12/1973. Manifestation de condamnation de l'assassinat du président du gouvernement franquiste, l'amiral Luis Carrero Blanco par l'ETA. Des participants agitent des drapeaux espagnols sur la Plaza Moyúa devant le siège du gouvernement civil de Biscaye, et chantent le « Cara al sol », les bras levés, sur la plaza de Santiago de la capitale de Biscaye, devant la cathédrale où eurent lieu les funérailles du défunt.
FGN F-000133-001_040 ET F-000133-001_042.

Fig. 7. Elgoibar, 08/04/1976. La foule sur la Plaza de los Fueros lors des funérailles d'Ángel Berazadi Uribe, chef d'entreprise enlevé et assassiné par les commandos Bereziak, dissidents de l'ETA-pm. FGN F-000203-002_051.

Fig. 8. Funérailles d'Augusto Unceta Barrenchea, président de la députation provinciale de Biscaye, assassiné par l'ETA avec deux de ses gardes du corps, Antonio Hernández Fernández-Segura et Ángel Antonio Rivera Navarrón. Les participants, peu nombreux, sont rassemblés devant l'église Santa María de Guernica, 08/10/1977. Des graffitis en faveur de la liberté de « Pertur », de l'amnistie pour les prisonniers de l'ETA et d'autres de la KAS (koordinadora abertzale sozialista, comité de coordination patriote socialiste), sont visibles sur les murs, signe de la prédominance symbolique du nationalisme radical basque dans les rues. FGN F-000546-004_049.

Années 1976-1981

▲

Fig. 9. Pampelune, 26/11/1977. Marche avec des drapeaux espagnols sous le slogan « Navarra sí ; Euzkadi (…) », après les funérailles de Joaquín Imaz Martínez, commandant de la police armée assassiné par l'ETA-m. Pendant la Transition, l'*abertzalisme* ne connut pas un essor aussi important dans la Navarre que dans la communauté autonome voisine du Pays basque. Des attentats comme celui-ci enflammèrent les esprits des partisans de la double identité de la Navarre et de l'Espagne. FGN F-000203-011_031.

▲

Fig. 11. L'ETA-m assassine trois policiers (Elías García González, Ramón Muiño Fernández et José Benito Díaz) dans une embuscade sur la route de Santa Marina, à Bilbao. Le cercueil de l'un des agents reste à l'aéroport de la capitale biscayenne, le 13/10/1978, pour le transfert du cadavre vers son lieu d'origine. Preuve de la pression à laquelle étaient soumis les agents et qui suscitait la peur, l'attentat provoqua de graves incidents le lendemain à la caserne de la police armée de Basauri : 25 agents furent renvoyés et 300 autres furent transférés dans d'autres régions d'Espagne. Ils furent remplacés par deux compagnies de réserve, qui furent à leur tour victimes d'attentats meurtriers. FGN F-000204-012_013.

◀

Fig. 10. José María Portell, premier journaliste assassiné par l'ETA-m, 28/06/1978. Le soir même de l'attentat, le comité local du Parti Communiste du Pays basque appela à une manifestation de protestation dans les rues de Portugalete. La photo montre le petit rassemblement final, présidé par une banderole portant le slogan : « Nous en avons assez de la violence et des assassinats. Askatasuna eta pakea (liberté et paix) », près duquel on trouve d'autres graffitis et des banderoles demandant l'amnistie pour les prisonniers de l'ETA et (en haut de la photo) faisant l'éloge de cette organisation terroriste. FGN F-000437-012_016.

Fig 12. Assassinat par l'ETA-m de trois gardes civils dans le quartier de Las Arenas (Getxo) : Andrés Silverio Martín, Luciano Mata Corral et Luis Carlos Gancedo Ruiz, 22/10/1978. Une petite manifestation de rejet, dont il n'existe aucun témoignage photographique, fut organisée par le comité local du Parti Communiste du Pays basque. En hommage aux morts, quelqu'un a déposé des fleurs sur le lieu de l'attentat. À cette époque, la réponse sociale aux attentats contre les membres des FSE prenait, le cas échéant, la forme de petits gestes tels que celui-ci. FGN F-000204-014_002.

▼

Fig. 14. Assassinat de José María Ryan Estrada, ingénieur en chef de la centrale nucléaire de Lemoniz, par l'ETA-m. Manifestation de rejet à Bilbao, 09/02/1981. Plan aérien de la tête du cortège au niveau de la Plaza Zabálburu. La banderole, tenue par des représentants des forces politiques, porte la mention : « Euskadi paix et liberté ». Il s'agit de la plus grande manifestation à ce jour contre un attentat de l'ETA. Elle se tient, et ce n'est pas une coïncidence, après le meurtre d'un civil victime d'un bref enlèvement, tout comme Miguel Ángel Blanco des années plus tard. L'ETA avait exigé la démolition de Lemoniz en échange de sa libération. FGN F-000117-007_005.

▼

Fig. 13. La foule assiste aux funérailles de Miguel María Arbelaiz Echevarría et Luis María Elizondo Arrieta, des civils sans lien avec des organisations terroristes, assassinés à Hernani par un commando du Bataillon basque espagnol, le 07/09/1980. Plusieurs prêtres concélèbrent les funérailles devant l'église paroissiale de San Juan Bautista. FGN f-000227-007_035.

◀

▲

Fig. 15. Un exemple d'apologie du terrorisme dans l'espace public pendant la Transition démocratique. Rassemblement de personnes après « la bandera de la Concha » (régate) en septembre 1980, sur la Plaza de la Constitución de Saint-Sébastien, sur laquelle flotte une banderole avec la hache et le serpent, symbole de l'ETA. Fonds privés FPR.

Années 1982-1994

▲

Fig. 16. Manifestation à Saint-Sébastien, le 02/04/1982, des travailleurs de Telefónica du Guipuscoa, pour protester contre l'assassinat de leur délégué provincial, Enrique Cuesta Jiménez, par les Commandos autonomes anticapitalistes. FGN F-000211-009_009.

▲

Fig. 17. Meurtre par l'ETA-m d'Ángel Pascual Múgica, l'ingénieur en chef de la centrale nucléaire de Lemoniz qui remplaçait Ryan, également assassiné par le groupe terroriste. Manifestation de rejet divisée en plusieurs cortèges selon les forces politiques et syndicales appelant à la manifestation, preuve du manque d'unité contre le terrorisme, 07/05/1982. FGN F-000211-014_003.

Fig. 19. Enlèvement et meurtre du pharmacien militaire Alberto Martín Barrios à Galdakao, œuvre de l'ETA-pm VIII assemblée. Après une manifestation massive « contre l'ETA » à Bilbao, le lehendakari Carlos Garaikoetxea (PNV) s'adresse au public depuis le kiosque de l'Arenal, 18/10/1983.
FGN F-000214-014_001.

▶

Fig. 18. Assassinat du leader socialiste Enrique Casas Vila, revendiqué par les Commandos autonomes anticapitalistes. Les camarades du défunt portent le cercueil de la maison du peuple à la basilique de Saint-Sébastien où eurent lieu les funérailles, en traversant les rues du centre-ville de la capitale du Guipuscoa le 24/02/1984. FGN F-000214-025_018.

▲

Fig. 20. Assassinat du dirigeant de HB Santiago Brouard par les GAL. Ses camarades veillent son corps dans le Salon Arabe de la mairie de Bilbao, le 20/11/1984. La gauche *abertzale* entourait la mort de ses militants de nombreux événements de masse, tels que des manifestations ou des grèves, lors desquelles on observa de nombreuses démonstrations d'apologie du terrorisme. FGN F-000093-003_001.

Fig. 21. Procès des membres du GAL à Pau. Jean-Philippe Labbade entre au tribunal de Pau entouré de gendarmes. Le 21 mars 1988.
Photo : Jesús Uriarte.

▼

Fig. 22. Assassinat par l'ETA-m d'Agapito Sánchez Angulo, résident de Portugalete accusé d'être lié au trafic de drogue, 20/01/1985. Vue de l'humble salon de coiffure tenu par la victime, lieu où se déroula le crime, qui ne suscita pas de réactions de masse, comme de nombreux autres attentats commis contre des personnes qualifiées d'« informateurs » ou de « trafiquants ». FGN F-000215-011_003.

Fig. 23. Vue de la Plaza de la República Dominicana de Madrid, le 14/07/1986, en plein chaos après un attentat à la voiture piégée de l'ETA-m qui coûta la vie à douze jeunes gardes civils : Antonio Lancharrao Reyes, José Calvo Gutiérrez, Miguel Ángel Cornejo Ros, Andrés Fernández Pertierra, Jesús María Freixes Montes, José Joaquín García Ruiz, Jesús Jiménez Jimeno, Carmelo Bella Álamo, Santiago Iglesias Godino, Javier Esteban Plaza, Ángel de la Higuera López et Juan Ignacio Calvo Guerrero. Les gardes voyageaient dans l'autobus détruit visible à l'arrière-plan. FGN F-000216-024_001.

▲

Fig. 24. Meurtre de l'ancienne dirigeante de l'ETA-m, María Dolores González Katarain, alias « Yoyes », par ses anciens camarades de l'organisation terroriste. Rassemblement de rejet sur la Place Principale d'Ordizia, 10/09/1986.
FGN F-000217-001_015.

▲

Fig. 25. Vue de la Plaza Unamuno à Bilbao, lors de la célébration par la gauche *abertzale* du *Gudari eguna* (jour du combattant nationaliste basque, euphémisme désignant les membres de l'ETA), deux semaines seulement après l'attentat contre « Yoyes ». Le porte-parole de HB, Tasio Erkizia, s'adresse au public, mégaphone en main, à côté d'une bannière sur laquelle on peut lire « Gudariak ez dira damutzen » (les gudaris — combattants — ne se repentent pas). Grâce à des attentats comme celui-ci, et avec le soutien de sa branche civile, l'ETA envoya un message exemplaire aux anciens terroristes qui souhaitaient abandonner leur activité criminelle pour réintégrer la société. RPF

Fig. 26. L'ETA-m tue 21 personnes au supermarché Hipercor de Barcelone avec une voiture piégée qui explose avant que le bâtiment ne soit vidé. Ce fut l'attaque la plus sanglante de l'organisation terroriste. Aperçu des autorités politiques après la manifestation de protestation, dont le président du Gouvernement espagnol, Felipe González, le président de la Generalitat de Catalogne, Jordi Pujol, et le *lehendakari*, José Antonio Ardanza, 19/06/1987. FGN F-000218-011_013.

◀

Fig. 27. La direction de ETA tombe à Bidart, 29 mars 1992. Photo : Fidel Raso.

▼

▲

Fig. 28. Manifestation massive organisée par Gesto por la Paz pour exiger la libération de Julio Iglesias Zamora, chef d'entreprise enlevé par l'ETA. En tête du cortège, on trouve un grand ruban bleu, symbole apparu à cette époque. Saint-Sébastien, 12/09/1993. Archive. *El Correo* AEC GF00AYZ1.

▲

Fig. 29 et 30. Autocollants d'Iparretarrak et de son entourage, issus de groupes nationalistes violents du Pays basque français : Karrika borroka, herri borroka da ! (Le combat de rue est le combat du peuple), Herriak bizi behar du (Le peuple doit vivre), Batasuna borrokan (Unité dans la lutte). Source : Archives d'autocollants de Fernando Iñigo Aristu.s

Années 1995-2010

Fig. 31. Rassemblement massif sur la Plaza Moyúa pour protester contre le meurtre de Miguel Ángel Blanco, conseiller du PP à Ermua. Bilbao, 13/07/1997.
AEC GF00ASM1

▲

Fig. 32. Persécution et désignation publique de l'« ennemi espagnoliste ». Des membres de Gesto por la Paz effacent un graffiti portant le nom de la conseillère du PP Margarita Santo Domingo, inscrit sur une cible. Guernica, 07/05/1998. AEC CF00P5X1.

▲

Fig. 34. Marche organisée par les proches de Fernando Buesa, à laquelle participent des constitutionnalistes avec une grande banderole portant le slogan : « Basta ya. ETA no ». AEC CF01IU51

Fig. 33. La division sociale est claire après l'assassinat du député socialiste basque Fernando Buesa Blanco et de son garde du corps, l'agent de l'*Ertzaintza* Jorge Díez Elorza, lors de deux manifestations dans les rues de Vitoria, le 26/02/2000. Il s'agissait d'une réponse à l'appel à la paix lancé par le lehendakari Juan José Ibarretxe, auquel les nationalistes basques participèrent avec ce message : « ETA ez, lehendakari bai » (ETA non, lehendakari oui). AEC CF01IU21.

◀

Fig. 35. Cérémonie au Parlement basque, avec des représentants de différents partis politiques, en hommage à Jean-Serge Nérin, premier policier français tué par l'ETA. Il s'agit de la dernière personne tuée par l'organisation terroriste. Vitoria, 19/02/2010. AEC CF0E_J4N1.

▼

Bibliographie

Abadie, Antonio et Gardeazábal, Javier (2003): "The Economic Costs of Conflict: A Case Study of the Basque Country", *The American Economic Review*, vol. 93, núm. 1, pp. 113-132.

Aginako, Julen, et al. (1999): *Herri Batasuna: 20 años de lucha por la libertad, 1978-1998*. [s. l.]: Herri Batasuna.

Águila, Juan José del (2001): *El TOP. La represión de la libertad (1963-1977)*. Barcelona: Planeta.

Aguilar, Paloma (1996): *Memoria y olvido de la guerra civil española*. Madrid: Alianza.

Alonso, Martín (2007): "¿Sifones o vasos comunicantes? La problemática empresa de negar credibilidad a la violencia desde la aserción del 'conflicto' vasco", *Cuadernos Bakeaz*, núm. 80.

Alonso, Martín et Casquete, Jesús (2014): "ETA, el miedo domesticado y el desafío de los gestos", *Claves de Razón Práctica*, núm. 236, pp. 66-77.

Alonso, Rogelio, Domínguez, Florencio et García Rey, Marcos (2010): *Vidas rotas. Historia de los hombres, mujeres y niños víctimas de ETA*. Madrid: Espasa.

Aranzadi, Juan, Juaristi, Jon et Unzueta, José Luis (1994): *Auto de terminación. (Raza, nación y violencia en el País Vasco)*. Madrid: El País Aguilar.

Aretxaga, Begoña (1988): *Los funerales en el nacionalismo vasco radical. Ensayo antropológico.* Donostia-San Sebastián: Baroja.

Avilés, Juan (2011): "Prólogo", a VVAA: *Las armas NBQ-R como armas de terror*. Madrid: Ministerio de Defensa, pp. 9-22.

Barruso, Pedro (2007): "La represión en las zonas republicana y franquista del País Vasco durante la Guerra Civil", *Historia Contemporánea*, núm. 35, pp. 653- 681.

Bidegain, Eneko (2011): *Iparretarrak. Historia de una organización política armada.* Tafalla: Txalaparta.

Bilbao, Galo, Merino, Francisco Javier et Sáez de la Fuente, Izaskun (2013): *Gesto por la Paz. Una historia de coraje y coherencia ética*. Bilbao: Bakeaz.

Calderín, Juanfer F. (2014): *Agujeros del sistema. Más de 300 asesinatos de ETA sin resolver*. Vitoria-Gasteiz: Ikusager.

Calle, Luis de la et Sánchez-Cuenca, Ignacio (2004): "La selección de víctimas en ETA", *Revista Española de Ciencia Política*, núm. 10, pp. 53-69.

— (2011): "The Quantity and Quality of Terrorism: the DTV dataset", *Journal of Peace Research*, núm. 48 (2).

Carmena, Manuela, Landa, Jon Mirena, Múgica, Ramón et Uriarte, Juan Mª (2013): *Informe base de vulneraciones de derechos humanos en el caso vasco*. Vitoria: Gobierno Vasco.

Carnicero Herreros, Carlos (2009): *La ciudad donde nunca pasa nada: Vitoria, 3 de marzo de 1976*. Vitoria-Gasteiz: Gobierno Vasco (1ª ed.: 2007).

Caro Baroja, Julio (1984): *El laberinto vasco*. Donostia-San Sebastián: Txertoa.

Casanellas, Pau (2008): "Los últimos zarpazos del franquismo: el decreto-ley sobre prevención del terrorismo de agosto de 1975", *Historia del Presente*, núm. 12, pp. 155-172.
— (2014): *Morir matando. El franquismo ante la práctica armada. 1968-1977.* Madrid: Los Libros de la Catarata.

Casquete, Jesús (2006): *El poder de la calle. Ensayos sobre acción colectiva*. Madrid: Centro de Estudios Políticos y Constitucionales.
— (2009): *En el nombre de Euskal Herria. La religión política del nacionalismo vasco radical*. Madrid: Tecnos.

Castells, Luis (2013): "La historia del terrorismo en Euskadi: ¿entre la necesidad y el apremio?", Ortiz de Orruño, José María et Pérez Pérez, José Antonio (coords.): *Construyendo memorias. Relatos históricos para Euskadi después del terrorismo.* Madrid: Los Libros de la Catarata, pp. 210-244.

Castells, Luis et Molina, Fernando (2013): "Bajo la sombra de Vichy: el relato del pasado reciente en la Euskadi actual", *Ayer*, núm. 89, pp. 215-227.

Castells, Luis et Rivera, Antonio (2015): "Las víctimas: del victimismo construido a las víctimas reales", Molina, Fernando et Pérez Pérez, José Antonio (eds.): *El peso de la identidad: mitos, símbolos y ritos de la historia vasca*. Madrid: Marcial Pons, pp. 265-305.

Clark, Robert P. (1984): *The Basque Insurgents: ETA, 1952-1980*. Wisconsin: University of Wisconsin Press.

DAVT. Dirección de Atención a Víctimas del Terrorismo (2008): *Informe sobre víctimas del terrorismo practicado por grupos incontrolados, de extrema derecha y el GAL*. Vitoria: Gobierno Vasco.

Domínguez, Florencio (1998): *ETA: Estrategia organizativa y actuaciones, 1978-1992*. Bilbao: Universidad del País Vasco.
— (2017): "Las claves de la derrota de ETA", *Informe del Centro Memorial de las Víctimas del Terrorismo*, nº 3.

Douglass, William (ed.) (1985): *Basque Politics: a Case Study in Ethnic Nationalism.* Reno: University of Nevada Press.

Elorza, Antonio (coord.) (2000): *La historia de ETA.* Madrid: Temas de Hoy.

Espinosa, Francisco (2009): "Sobre la represión franquista en el País Vasco, *Historia Social*, núm. 63, pp. 59-75.

Etxaniz, José Ángel (2014): *Rompiendo el silencio: 25 urte bakegintzan (1988-2013)*. Bilbao: Gesto por la Paz (Gernika-Lumo) – Bakearen Arbola.

Etxeberria, Xabier (1987): *Pensar la violencia para hacer la paz.* Bilbao: Adarra.

Febvre, Lucien (1982): *Combates por la historia*. Barcelona: Ariel [1952].

Fernández Sebastián, Javier (1995): "La derecha escamoteada. Desvanecimiento y reaparición de un espacio político en el País Vasco, 1975-1995", *Leviatán*, núm. 61, pp. 5-26.

Fernández Soldevilla, Gaizka (2013a): *Héroes, heterodoxos y traidores. Historia de Euskadiko Ezkerra (1974-1994).* Madrid: Tecnos.

— (2013b): "El precio de pasarse al enemigo. ETA, el nacionalismo vasco radical y la figura del traidor", *Cuadernos de Historia Contemporánea,* núm. 35, pp. 89-110.

Fernández Soldevilla, Gaizka et López Romo, Raúl (2012): *Sangre, votos, manifestaciones. ETA y el nacionalismo vasco radical (1958-2011)*. Madrid: Tecnos.

Funes, María Jesús (1998): *La salida del silencio. Movilizaciones por la paz en Euskadi 1986-1998.* Madrid: Akal.

Fusi, Juan Pablo (1984): *El País Vasco. Pluralismo y nacionalidad*. Madrid: Alianza.

— (1986), "La reaparición de la conflictividad en la España de los sesenta", Fontana, Josep (ed.): *España bajo el franquismo*. Barcelona: Crítica, pp. 160-169.

Garmendia, José María (1996): *Historia de ETA*. Donostia-San Sebastián: Haranburu.

— (2000): "ETA: nacimiento, desarrollo y crisis (1959-1978)", Elorza, Antonio (coord.): *La historia de ETA*. Madrid: Temas de Hoy.

Geertz, Clifford (1988): *La interpretación de las culturas*. Barcelona: Gedisa.

Gesto por la paz (2000): *La Coordinadora Gesto por la Paz de Euskal Herria ante la violencia de persecución*. Bilbao: Gesto por la Paz.

Gómez, Ana Rosa (2013): *Un gesto que hizo sonar el silencio*. Bilbao: Gesto por la Paz.

Gómez Calvo, Javier (2014): *Matar, purgar, sanar. La represión franquista en Álava, 1936-1945*. Madrid: Tecnos.

González Calleja, Eduardo (2013): *El laboratorio del miedo. Una historia general del terrorismo, de los sicarios a Al Qa'ida*. Barcelona: Crítica.

González de Langarica, Aitor (2007): *La ciudad revolucionada. Industrialización, inmigración, urbanización (Vitoria, 1946-1965)*, Vitoria-Gasteiz: Ayuntamiento de Vitoria-Gasteiz.

Gurrutxaga Abad, Ander (1985): *El código nacionalista vasco durante el Franquismo*. Barcelona: Anthropos.

Herri Batasuna (1995): *Oldartzen: documento base, concreción práctica de la línea política*. [s. l.]: Herri Batasuna.

Hordago (comp.) (1980): *Documentos Y*. San Sebastián: Lur.

Ibáñez, Norberto et Pérez Pérez, José Antonio (2005): *Ramón Ormazabal. Biografía de un comunista vasco (1910-1982)*. Madrid: Latorre Literaria.

Ibarra, Pedro (1989): *La evolución estratégica de ETA. De la 'guerra revolucionaria' (1963) hasta después de la tregua (1989).* Donostia-San Sebastián: Kriselu (1ª ed.: 1987).

Iglesias, M.ª Antonia (1997): *Ermua. 4 días de julio. 40 voces tras la muerte de Miguel Ángel Blanco*. Madrid: El País Aguilar.
— (2009): *Memoria de Euskadi. La terapia de la verdad: todos lo cuentan todo*. Madrid: Aguilar.

Jáuregui, Gurutz (1985): *Ideología y estrategia política de ETA. Análisis de su evolución entre 1959 y 1968*. Madrid: Siglo XXI. (1ª ed.: 1981).

Jiménez, María et Marrodán, Javier (2019): *Heridos y olvidados. Los supervivientes del terrorismo en España*. Madrid, La Esfera de los Libros.

Juliá, Santos (2010): "¿Culturas o estrategias? Notas sobre violencia política en la España reciente", Rivera, Antonio et Carnicero Herreros, Carlos (eds.): *Violencia política: historia, memoria y víctimas.* Madrid: Maia, pp. 167-190.
— (2014) : *Nosotros, los abajo firmantes: una historia de España a través de manifiestos y protestas (1896-2013)*. Barcelona: Galaxia Gutemberg.

Letamendia, Francisco (1994): *Historia del nacionalismo vasco y de ETA*. Donostia-San Sebastián: R&B.

Linz, Juan José (1986): *Conflicto en Euskadi*. Madrid: Espasa-Calpe.

Llera, Francisco J. (1985): *Postfranquismo y fuerzas políticas en Euskadi. Sociología electoral del País Vasco.* Bilbao: Universidad del País Vasco.
— (1994): *Los vascos y la política.* Bilbao: Universidad del País Vasco.

Llera, Francisco J. et Retortillo, Alfredo (coords.) (2005): *Los españoles y las víctimas del terrorismo. 1ª encuesta nacional "percepción ciudadana sobre las víctimas del terrorismo en España"*. Madrid: CIS.

— (2006): *Los españoles ante el terrorismo y sus víctimas.* Madrid: Fundación Víctimas del Terrorismo.

López Romo, Raúl (2011): *Años en claroscuro. Nuevos movimientos sociales y democratización en Euskadi, 1975-1980*. Bilbao: Universidad del País Vasco.

— (2012): *Euskadi en duelo. La central nuclear de Lemoiz como símbolo de la transición vasca*. Bilbao: Fundación Euskadi 2012.

López Romo, Raúl, Losada, María et Carnicero, Carlos (2013): *Rojo esperanza: los socialistas vascos contra el franquismo*. Vitoria-Gasteiz: Ikusager.

Loyer, Barbara, Merino, Javier et Alonso, Martín (2022): "Artesanos del olvido", Castells, Luis et Molina, Fernando: *Lecturas de la violencia vasca. Un pasado presente*. Madrid: Los Libros de la Catarata, pp. 128-145.

Marrodán, Javier (coord.) (2013 et 2014): *Relatos de plomo. Historia del terrorismo en Navarra*. Pamplona: Gobierno de Navarra. 2 vols.

Martín-Peña, Javier, Opotow, Susan et Rodríguez-Carballeira, Álvaro (2011): "Amenazados y víctimas del entramado de ETA en Euskadi: Un estudio desde la teoría de la exclusión moral". *Revista de Psicología Social*, vol. 26, núm. 2, pp. 177-190.

Martínez Gorriarán, Carlos (coord.) (2003): *¡Basta ya! Contra el nacionalismo obligatorio*. Madrid: Aguilar.

Mata, José Manuel (1993): *El nacionalismo vasco radical. Discurso, organización y expresiones*. Bilbao: Universidad del País Vasco.

Molina, Fernando (2012): *Mario Onaindia (1948-2003). Biografía patria*. Madrid: Biblioteca Nueva.

— (2013): "'Intersección de procesos nacionales'. Nacionalización y violencia política en el País Vasco, 1937-1978", *Cuadernos de Historia Contemporánea,* núm. 35, pp. 63-87.

Molinero, Carme (2007): "La política de reconciliación nacional. Su contenido durante el franquismo, su lectura en la Transición", *Ayer*, núm. 66, pp. 201-225.

Mulkay, Michael (1993): "Social Death in Britain", CLARK, David (ed.): *The Sociology of Death: Theory, Culture, Practice*. Oxford: Blackwell.

Muñoz Alonso, Alejandro (1988): "La espiral del silencio en el País Vasco", *Cuenta y Razón*, núm. 33, pp. 45-52.

Muro, Diego (2005): "Nationalism and Nostalgia: the Case of Radical Basque Nationalism", *Nations and Nationalism*, núm. 11, pp. 571-589.

Nolan, Paul (2012): *Northern Ireland Peace Monitoring Report: Number One 2012*. Belfast: Community Relations Council.

Ortiz de Orruño, José María et Pérez Pérez, José Antonio (coords.) (2013): *Construyendo memorias. Relatos históricos para Euskadi después del terrorismo.* Madrid: Los Libros de la Catarata.

Pablo, Santiago de, Mees, Ludger et Rodríguez Ranz, José Antonio (2001): *El péndulo patriótico: historia del Partido Nacionalista Vasco*. Barcelona: Crítica.

Pablo, Santiago de (2012): *The Basque Nation On-Screen. Cinema, Nationalism, and Political Violence*. Reno: Center for Basque Studies - University of Nevada Press.

Pagola, José Antonio (1992): *Una ética para la paz. Los obispos del País Vasco, 1968-1992*. San Sebastián: Idatz.

Pascual Rodríguez, Esther (coord.) (2013): *Los ojos del otro: encuentros restaurativos entre víctimas y ex miembros de ETA*. Cantabria: Sal Terrae.

Pérez, Kepa (2005): *La violencia de persecución en Euskadi*. Bilbao: Asociación para la Defensa de la Dignidad Humana.

Pérez Pérez, José Antonio (2001): *Los años del acero. La transformación del mundo laboral en el área industrial del Gran Bilbao (1958-1977). Trabajadores, convenios y conflictos*. Madrid: Biblioteca Nueva.

— (2013): "Historia (y memoria) del antifranquismo en el País Vasco", *Cuadernos de Historia Contemporánea*, núm. 35, pp. 41-62.

Pérez Pérez, José Antonio et Carnicero Herreros, Carlos (2008): "La radicalización de la violencia política durante la Transición en el País Vasco. Los años de plomo", *Historia del Presente*, núm. 12, pp. 111-128.

Pérez-Agote, Alfonso (1987): *El nacionalismo vasco a la salida del Franquismo*. Madrid: CIS - Siglo XXI.

Pérez-Nievas, Santiago (2002): *Modelo de partido y cambio político. El Partido Nacionalista Vasco en el proceso de transición y consolidación democrática en el País Vasco*. Madrid: Instituto Juan March.

Pulgar, María Belén (2004): *Víctimas del terrorismo, 1968-2004*. Madrid: Dykinson.

Raflik, Jenny (2023): *Terrorismes en France. Une histoire XIXe - XXIe siècle*. Les Éditions du Cerf: Paris.

Reinares, Fernando (ed.) (1984): *Violencia y política en Euskadi.* Bilbao: Desclée de Brouwer.

— (1989): "Democratización y terrorismo en el caso español", Tezanos, José

— (2001): *Patriotas de la muerte. Quiénes han militado en ETA y por qué.* Madrid: Taurus.

Rivera, Antonio (1998): "La transición en el País Vasco: un caso particular", Ugarte, Javier (ed.): *La transición en el País Vasco y España. Historia y memoria*. Bilbao: Universidad del País Vasco, pp. 79-91.

— (2001): "Las limitaciones de una transición", ARBAIZA, Mercedes (ed.): *La cuestión vasca. Una mirada desde la historia*. Bilbao: Universidad del País Vasco, pp. 173-184.

— (2007): "País Vasco", FUSI, Juan Pablo et Gómez-Ferrer, Guadalupe (coords.): *La España de las autonomías. Historia de España Menéndez Pidal*. Madrid: Espasa & Calpe, XLIII, vol. II, pp. 275-322.

— (ed.) (2019): *Nunca hubo dos bandos. Violencia política en el País Vasco, 1975-2011*. Granada: Comares.

Rivera, Antonio et Carnicero Herreros, Carlos (eds.) (2010): *Violencia política: historia, memoria y víctimas.* Madrid: Maia.

Rivera, Antonio et Mateo, Eduardo (eds.) (2022): *Transterrados. Dejar Euskadi por el terrorismo*. Madrid, Los Libros de la Catarata.

Rodríguez Fouz, Marta (2010): "Batallas simbólicas. La lucha por el espacio público en Euskadi", *Papeles del CEIC, International Journal on Collective Identity Research*, núm 2.

Ruiz Olabuénaga, José Ignacio, Fernández Sobrado, José Manuel et Novales, Fernando (1985): *Violencia y ansiedad en el País Vasco.* Bilbao: Ttarttalo.

Sánchez-Cuenca, Ignacio (2009): "La violencia terrorista en la transición española a la democracia", *Historia del Presente*, núm. 14, pp. 9-24.

Semprún, Jorge (1988): "Prólogo", Unzueta, José Luis: *Los nietos de la ira. Nacionalismo y violencia en el País Vasco*. Madrid: El País Aguilar.

Tarrow, Sidney (1997): *El poder en movimiento. Los movimientos sociales, la acción colectiva y la política*. Madrid: Alianza.

Tezanos, José Félix, Cotarelo, Ramón et De Blas, Andrés (eds.): *La transición democrática española*. Madrid: Sistema.

Ugarte, Javier (2009): "Gobernando con el Estatuto de Gernika. Euskadi, 1979-2008", Castells, Luis et Cajal, Arturo (eds.): *La autonomía vasca en la España contemporánea (1808-2008)*. Madrid: Marcial Pons, pp. 345-387.

Unzueta, José Luis (1988): *Los nietos de la ira. Nacionalismo y violencia en el País Vasco*. Madrid: El País Aguilar.

— (1996): "Euskadi: amnistía y vuelta a empezar", JULIÁ, Santos, PRADERA, Javier et PRIETO, Joaquín (coords.): *Memoria de la Transición*. Madrid: Taurus, pp. 275-283.

Uriarte, Eduardo (2013): *Tiempo de canallas. La democracia ante el fin de ETA.* Vitoria-Gasteiz: Ikusager.

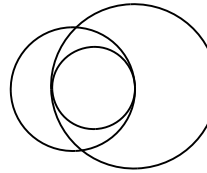
Urrutia, Víctor et al. (1999): *Informe sobre violencia y política en la Comunidad Autónoma Vasca y Navarra: 1997-1998*. Leioa: Universidad del País Vasco.

VVAA (2006): *El significado político de las víctimas del terrorismo, el valor del estado de derecho y de la ciudadanía*. Vitoria-Gasteiz: Fundación Fernando Buesa Blanco.

Woodworth, Paddy (2002): *Guerra sucia, manos limpias. ETA, el GAL y la democracia española*. Barcelona: Crítica.

Zulaika, Joseba (1990): *Violencia vasca. Metáfora y sacramento*. Madrid: Nerea.

Zweig, Stefan (2001): *Castellio contra Calvino*. Barcelona: El Acantilado [1936].



Le rapport Foronda

Les effets du terrorisme sur la société basque (1968-2010)

Raúl López Romo

Le terrorisme est l'un des phénomènes les plus persistants et l'un des facteurs ayant le plus marqué l'histoire récente du Pays basque. Si ses origines sont relativement bien connues, ses effets nécessitent encore des recherches éloignées des positions militantes ou des interprétations visant à homogénéiser notre vision du passé. Rédigé par l'historien Raúl López Romo, avec le soutien du Centre de la mémoire des victimes du terrorisme et de l'Institut d'histoire Valentín de Foronda de l'Université du Pays basque, cet ouvrage examine quatre décennies de violence (1968-2010), en évaluant son impact social, mais également politique et économique. La prise en compte des victimes du terrorisme, les mobilisations (ou les silences) après les attentats, les blessés, les menacés, les coûts matériels... Tout cela fait l'objet d'une analyse approfondie, offrant des éléments de réflexion pour les politiques publiques en matière de mémoire historique.

ISBN : 978-2-36783-428-3
info@editionsorbistertius.com
www.editionsorbistertius.com